



Sommaire

II Actes non législatifs

RÈGLEMENTS

- ★ **Règlement délégué (UE) 2021/2244 de la Commission du 7 octobre 2021 complétant le règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil par des règles spécifiques relatives aux contrôles officiels en ce qui concerne les procédures d'échantillonnage pour la détection de résidus de pesticides dans les denrées alimentaires et les aliments pour animaux ⁽¹⁾** 1
- ★ **Règlement délégué (UE) 2021/2245 de la Commission du 12 octobre 2021 modifiant le règlement délégué (UE) 2017/891 en ce qui concerne le calcul de la valeur de la production commercialisée des organisations de producteurs dans le secteur des fruits et légumes** 3
- ★ **Règlement d'exécution (UE) 2021/2246 de la Commission du 15 décembre 2021 modifiant le règlement d'exécution (UE) 2019/1793 relatif au renforcement temporaire des contrôles officiels et aux mesures d'urgence régissant l'entrée dans l'Union de certains biens provenant de certains pays tiers, mettant en œuvre les règlements (UE) 2017/625 et (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil ⁽¹⁾** 5
- ★ **Règlement d'exécution (UE) 2021/2247 de la Commission du 15 décembre 2021 modifiant le règlement (CE) n° 1484/95 en ce qui concerne la fixation des prix représentatifs dans les secteurs de la viande de volaille et des œufs ainsi que pour l'ovalbumine** 35
- ★ **Règlement d'exécution (UE) 2021/2248 de la Commission du 16 décembre 2021 précisant les détails de l'interface électronique entre les systèmes douaniers nationaux et le système d'information et de communication pour la surveillance du marché, et les données à transmettre au moyen de cette interface ⁽¹⁾** 38
- ★ **Règlement d'exécution (UE) 2021/2249 de la Commission du 16 décembre 2021 modifiant l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 établissant des mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine ⁽¹⁾** 48

⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE.

DÉCISIONS

- ★ **Décision (UE) 2021/2250 du Conseil du 14 décembre 2021 portant nomination d'un membre et de deux suppléants du Comité des régions, proposés par la République de Finlande 88**

II

(Actes non législatifs)

RÈGLEMENTS

RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) 2021/2244 DE LA COMMISSION

du 7 octobre 2021

complétant le règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil par des règles spécifiques relatives aux contrôles officiels en ce qui concerne les procédures d'échantillonnage pour la détection de résidus de pesticides dans les denrées alimentaires et les aliments pour animaux

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques, modifiant les règlements du Parlement européen et du Conseil (CE) n° 999/2001, (CE) n° 396/2005, (CE) n° 1069/2009, (CE) n° 1107/2009, (UE) n° 1151/2012, (UE) n° 652/2014, (UE) 2016/429 et (UE) 2016/2031, les règlements du Conseil (CE) n° 1/2005 et (CE) n° 1099/2009 ainsi que les directives du Conseil 98/58/CE, 1999/74/CE, 2007/43/CE, 2008/119/CE et 2008/120/CE, et abrogeant les règlements du Parlement européen et du Conseil (CE) n° 854/2004 et (CE) n° 882/2004, les directives du Conseil 89/608/CEE, 89/662/CEE, 90/425/CEE, 91/496/CEE, 96/23/CE, 96/93/CE et 97/78/CE ainsi que la décision 92/438/CEE du Conseil (règlement sur les contrôles officiels) ⁽¹⁾, et notamment son article 19, paragraphe 2, point a),

considérant ce qui suit

- (1) Le règlement (UE) 2017/625 établit des règles relatives à la réalisation des contrôles officiels et des autres activités officielles par les autorités compétentes des États membres destinés à vérifier le respect de la législation de l'Union, notamment dans le domaine de la sécurité des denrées alimentaires, à toutes les étapes de la production, de la transformation et de la distribution. Il prévoit des règles spécifiques applicables aux contrôles officiels relatifs aux substances dont l'utilisation peut entraîner la présence de résidus de ces substances dans les denrées alimentaires et les aliments pour animaux.
- (2) Le règlement (UE) 2017/625 supprime l'article 27, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil ⁽²⁾, qui reste toutefois applicable jusqu'au 14 décembre 2022, sauf si une date antérieure est fixée par un acte délégué. L'article 27, paragraphe 1, fixe des exigences spécifiques pour la réalisation des contrôles officiels en ce qui concerne les procédures d'échantillonnage pour l'analyse des résidus de pesticides dans les denrées alimentaires et les aliments pour animaux.
- (3) L'article 19, paragraphe 1, du règlement (UE) 2017/625 établit les exigences spécifiques applicables aux contrôles officiels portant sur les résidus de substances pertinentes dans les denrées alimentaires et les aliments pour animaux à effectuer à tout stade de la production, de la transformation et de la distribution.

⁽¹⁾ JO L 95 du 7.4.2017, p. 1.

⁽²⁾ Règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil du 23 février 2005 concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale et modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil (JO L 70 du 16.3.2005, p. 1).

- (4) L'objectif de la surveillance des résidus de pesticides dans les denrées alimentaires et les aliments pour animaux est de garantir le respect des teneurs maximales en résidus établies par le règlement (CE) n° 396/2005 et d'évaluer l'exposition du consommateur aux résidus de pesticides. Cela exige que les échantillons de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux soient prélevés en nombre et dans un éventail suffisants pour être représentatifs du marché. Cela exige également que ces échantillons soient prélevés au point de prélèvement le plus approprié de la chaîne alimentaire.
- (5) Il convient donc de compléter l'article 19, paragraphe 1, du règlement (UE) 2017/625 en fixant des règles pour la réalisation des contrôles officiels en ce qui concerne les procédures d'échantillonnage pertinentes pour la détection des résidus de pesticides dans les denrées alimentaires et les aliments pour animaux.
- (6) Étant donné que les règles énoncées à l'article 27, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 396/2005 en ce qui concerne l'échantillonnage pour les contrôles officiels ne s'appliqueront plus à partir du 15 décembre 2022, il convient que le présent règlement s'applique à partir de cette date,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Aux fins des contrôles officiels relatifs aux résidus de pesticides prévus à l'article 19, paragraphe 1, du règlement (UE) 2017/625, chaque État membre prélève un nombre et un éventail suffisants d'échantillons de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux pour garantir que les résultats sont représentatifs du marché, en tenant compte des résultats des précédents programmes de contrôle nationaux pluriannuels.

L'échantillonnage prévu au premier paragraphe est effectué dans un lieu aussi proche que possible du lieu de fourniture.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Il est applicable à partir du 15 décembre 2022.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 7 octobre 2021.

Par la Commission
La présidente
Ursula VON DER LEYEN

RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) 2021/2245 DE LA COMMISSION**du 12 octobre 2021****modifiant le règlement délégué (UE) 2017/891 en ce qui concerne le calcul de la valeur de la production commercialisée des organisations de producteurs dans le secteur des fruits et légumes**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil ⁽¹⁾, et notamment son article 37, points c) i) et iv),

considérant ce qui suit:

- (1) Au cours des dernières années, les dommages causés à la production de fruits et légumes dans l'Union par les catastrophes naturelles ou les phénomènes climatiques défavorables n'ont cessé d'augmenter. En 2017, le Fonds de solidarité de l'Union européenne, institué par le règlement (CE) n° 2012/2002 du Conseil ⁽²⁾, a été mobilisé et une aide spécifique a été accordée à la Lettonie en vue de réparer les dommages causés par de fortes inondations au cours de l'été et de l'automne 2017. En 2018, en raison des fortes pluies et des inondations survenues dans certaines régions de l'Union (Estonie, Lettonie, Lituanie et Finlande), le règlement d'exécution (UE) 2018/108 de la Commission ⁽³⁾ a prévu une mesure d'urgence sous la forme d'une aide à octroyer aux agriculteurs. Au printemps 2021, une période de fortes gelées a été enregistrée dans certaines régions de plusieurs États membres (en particulier en Espagne, en France et en Italie) et pour certains produits (pêches, brugnons et nectarines, pommes, entre autres). Ces gelées ont entraîné la perte de plus de 50 % de la production.
- (2) Compte tenu de la fréquence accrue des catastrophes naturelles ou des phénomènes climatiques défavorables, il est nécessaire de trouver une solution à long terme en ce qui concerne le calcul de la valeur de la production commercialisée des organisations de producteurs afin de renforcer leur résilience pour l'avenir. Il y a lieu de modifier le règlement délégué (UE) 2017/891 de la Commission ⁽⁴⁾ en prévoyant une certaine souplesse dans le calcul de la valeur de la production commercialisée des organisations de producteurs de l'Union lorsqu'elles subissent des catastrophes naturelles ou des phénomènes climatiques rendant la production inutilisable tant pour la consommation que la transformation.
- (3) Les pertes importantes dans la valeur de la production commercialisée causées par des catastrophes naturelles ou des phénomènes climatiques défavorables ont une incidence significative sur le montant de l'aide de l'Union que reçoivent les organisations de producteurs au cours de l'année suivante, le montant de l'aide de l'Union étant calculé en pourcentage de la valeur de la production commercialisée de chaque organisation de producteurs. Dans le cas où une grande partie ou l'intégralité de la récolte est perdue, les organisations de producteurs risquent également de perdre leur reconnaissance puisque l'un des critères de cette reconnaissance est d'atteindre une certaine valeur minimale de production commercialisée fixée au niveau national. Cela entraînerait une double perte économique, qui mettrait en péril la stabilité à long terme des organisations de producteurs.
- (4) Compte tenu de la fréquence accrue des catastrophes naturelles ou des phénomènes climatiques défavorables et de la perte subséquente de production nettement plus importante, la clause de sauvegarde instituée par l'article 23, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) 2017/891 conformément auquel la valeur de la production commercialisée d'un produit est réputée représenter 65 % de sa valeur au cours de la précédente période de référence, est insuffisante.

⁽¹⁾ JO L 347 du 20.12.2013, p. 671.

⁽²⁾ Règlement (CE) n° 2012/2002 du Conseil du 11 novembre 2002 instituant le Fonds de solidarité de l'Union européenne (JO L 311 du 14.11.2002, p. 3).

⁽³⁾ Règlement d'exécution (UE) 2018/108 de la Commission du 23 janvier 2018 relatif à une mesure d'urgence sous la forme d'une aide à octroyer aux agriculteurs en raison des inondations et des fortes pluies survenues dans certaines régions de Lituanie, de Lettonie, d'Estonie et de Finlande (JO L 19 du 24.1.2018, p. 6).

⁽⁴⁾ Règlement délégué (UE) 2017/891 de la Commission du 13 mars 2017 complétant le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les secteurs des fruits et légumes et des produits transformés à base de fruits et légumes ainsi que le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les sanctions à appliquer dans ces secteurs et modifiant le règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 de la Commission (JO L 138 du 25.5.2017, p. 4).

- (5) En conséquence, et compte tenu de la nécessité d'assurer la stabilité économique et financière des organisations de producteurs concernées par des pertes importantes dans la valeur de la production commercialisée en raison de catastrophes naturelles et de phénomènes climatiques défavorables, il convient d'augmenter le plafond pour le calcul de la valeur de la production commercialisée correspondant à une période de référence donnée. Compte tenu des dommages importants causés par les récents phénomènes climatiques défavorables, il y a lieu de porter à 85 % la valeur de la production commercialisée prévue à l'article 23, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) 2017/891 en cas de catastrophes naturelles et de phénomènes climatiques défavorables.
- (6) En outre, il est nécessaire de proposer une solution pour éviter des situations dans lesquelles les organisations de producteurs qui investissent dans des mesures de prévention, mais subissent néanmoins un préjudice important en raison de catastrophes naturelles, de phénomènes climatiques défavorables, de maladies végétales ou d'infestations parasitaires, pâtiraient non seulement de pertes sur la valeur de leur production commercialisée, mais enregistreraient en outre une baisse de l'aide financière de l'Union. Par conséquent, il y a lieu de porter à 100 % la valeur de la production commercialisée prévue à l'article 23, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) 2017/891 pour les organisations de producteurs qui démontrent qu'elles ont pris les mesures préventives nécessaires pour lutter contre les maladies végétales, les infestations parasitaires, les catastrophes naturelles et les phénomènes climatiques défavorables, notamment le recours à des systèmes de chauffage ou des filets dans les champs, l'utilisation de systèmes assurantiels ou la constitution de fonds de mutualisation.
- (7) Il convient dès lors de modifier le règlement délégué (UE) 2017/891 en conséquence.
- (8) Compte tenu du fait que la mise en œuvre des programmes opérationnels se fait par année civile et que le calcul de la valeur de la production commercialisée qui détermine le montant de l'aide financière maximale de l'Union est basé sur l'année civile précédente, il est nécessaire que le présent règlement entre en vigueur dès que possible, le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

À l'article 23, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) 2017/891, le deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant:

«En cas de diminution d'au moins 35 % de la valeur d'un produit en raison de catastrophes naturelles, de phénomènes climatiques, de maladies végétales ou d'infestations parasitaires ne relevant pas de la responsabilité et du contrôle de l'organisation de producteurs, la valeur de la production commercialisée de ce produit est réputée représenter 85 % de sa valeur au cours de la précédente période de référence. L'organisation de producteurs justifie auprès de l'autorité compétente de l'État membre concerné que ces motifs ne relèvent pas de sa responsabilité et de son contrôle. Si l'organisation de producteurs démontre à l'autorité compétente de l'État membre concerné qu'elle a pris les mesures préventives nécessaires contre la catastrophe naturelle, le phénomène climatique, la maladie végétale ou l'infestation parasitaire en question, la valeur de la production commercialisée de ce produit est réputée représenter 100 % de sa valeur au cours de la précédente période de référence.»

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 12 octobre 2021.

Par la Commission
La présidente
Ursula VON DER LEYEN

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2021/2246 DE LA COMMISSION**du 15 décembre 2021****modifiant le règlement d'exécution (UE) 2019/1793 relatif au renforcement temporaire des contrôles officiels et aux mesures d'urgence régissant l'entrée dans l'Union de certains biens provenant de certains pays tiers, mettant en œuvre les règlements (UE) 2017/625 et (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires ⁽¹⁾, et notamment son article 53, paragraphe 1, point b) ii),

vu le règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques, modifiant les règlements du Parlement européen et du Conseil (CE) n° 999/2001, (CE) n° 396/2005, (CE) n° 1069/2009, (CE) n° 1107/2009, (UE) n° 1151/2012, (UE) n° 652/2014, (UE) 2016/429 et (UE) 2016/2031, les règlements du Conseil (CE) n° 1/2005 et (CE) n° 1099/2009 ainsi que les directives du Conseil 98/58/CE, 1999/74/CE, 2007/43/CE, 2008/119/CE et 2008/120/CE, et abrogeant les règlements du Parlement européen et du Conseil (CE) n° 854/2004 et (CE) n° 882/2004, les directives du Conseil 89/608/CEE, 89/662/CEE, 90/425/CEE, 91/496/CEE, 96/23/CE, 96/93/CE et 97/78/CE ainsi que la décision 92/438/CEE du Conseil (règlement sur les contrôles officiels) ⁽²⁾, et notamment son article 47, paragraphe 2, point b), et son article 54, paragraphe 4, points a) et b),

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement d'exécution (UE) 2019/1793 de la Commission ⁽³⁾ établit des règles concernant le renforcement temporaire des contrôles officiels à l'entrée dans l'Union de certaines denrées alimentaires et de certains aliments pour animaux d'origine non animale provenant de certains pays tiers énumérés à son annexe I, et concernant les conditions particulières régissant l'entrée dans l'Union de certains envois de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux provenant de certains pays tiers, énumérés à son annexe II, en raison du risque de contamination par les mycotoxines, y compris les aflatoxines, les résidus de pesticides, le pentachlorophénol et les dioxines, et de contamination microbiologique.
- (2) L'article 12 du règlement d'exécution (UE) 2019/1793 dispose que les listes établies aux annexes I et II dudit règlement doivent être réexaminées à intervalles réguliers n'excédant pas six mois afin de tenir compte des nouvelles informations relatives aux risques et aux cas de non-conformité à la législation de l'Union, telles que les données résultant des notifications reçues par l'intermédiaire du système d'alerte rapide établi par le règlement (CE) n° 178/2002, ainsi que les données et les informations relatives aux envois et aux résultats des contrôles documentaires, des contrôles d'identité et des contrôles physiques communiqués par les États membres à la Commission.
- (3) La fréquence et l'importance d'incidents alimentaires récents notifiés par l'intermédiaire du système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASFF) établi par le règlement (CE) n° 178/2002, pointant l'existence d'un risque grave direct ou indirect pour la santé humaine dérivant de denrées alimentaires ou

⁽¹⁾ JO L 31 du 1.2.2002, p. 1.

⁽²⁾ JO L 95 du 7.4.2017, p. 1.

⁽³⁾ Règlement d'exécution (UE) 2019/1793 de la Commission du 22 octobre 2019 relatif au renforcement temporaire des contrôles officiels et aux mesures d'urgence régissant l'entrée dans l'Union de certains biens provenant de certains pays tiers, mettant en œuvre les règlements (UE) 2017/625 et (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les règlements (CE) n° 669/2009, (UE) n° 884/2014, (UE) 2015/175, (UE) 2017/186 et (UE) 2018/1660 de la Commission (JO L 277 du 29.10.2019, p. 89).

d'aliments pour animaux, ainsi que les informations relatives aux contrôles officiels effectués par les États membres sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine non animale au cours du premier semestre de 2021 indiquent qu'il y a lieu, pour protéger la santé humaine dans l'Union, de modifier les listes établies aux annexes I et II du règlement d'exécution (UE) 2019/1793.

- (4) Depuis janvier 2019, les arachides et produits fabriqués à partir d'arachides provenant d'Argentine font l'objet de contrôles officiels renforcés en raison d'un risque de contamination par les aflatoxines. Les contrôles officiels effectués par les États membres et les informations disponibles témoignent d'une amélioration de la conformité avec les exigences applicables prévues par la législation de l'Union. Ces résultats prouvent que l'introduction dans l'Union de ces denrées alimentaires ne présente plus un risque grave pour la santé humaine. En conséquence, il n'est plus nécessaire de prévoir que tous les envois soient accompagnés d'un certificat officiel attestant que tous les résultats des échantillonnages et des analyses sont conformes au règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil (*). Les États membres devraient néanmoins continuer à effectuer des contrôles pour assurer le maintien du niveau actuel de conformité. Par conséquent, il convient de supprimer l'inscription relative aux arachides en provenance d'Argentine à l'annexe II du règlement d'exécution (UE) 2019/1793 et de la transférer à l'annexe I dudit règlement d'exécution, en maintenant à 5 % la fréquence des contrôles d'identité et des contrôles physiques des envois entrant dans l'Union.
- (5) Depuis janvier 2019, les noisettes et les produits fabriqués à partir de noisettes provenant d'Azerbaïdjan font l'objet de contrôles officiels renforcés en raison d'un risque de contamination par les aflatoxines. Les contrôles officiels effectués par les États membres et les informations disponibles témoignent d'une amélioration de la conformité avec les exigences applicables prévues par la législation de l'Union. Ces résultats prouvent que l'introduction dans l'Union de ces denrées alimentaires ne présente plus un risque grave pour la santé humaine. En conséquence, il n'est plus nécessaire de prévoir que tous les envois soient accompagnés d'un certificat officiel attestant que tous les résultats des échantillonnages et des analyses sont conformes au règlement (CE) n° 396/2005. Les États membres devraient néanmoins continuer à effectuer des contrôles pour assurer le maintien du niveau actuel de conformité. Par conséquent, il convient de supprimer l'inscription relative aux noisettes en provenance d'Azerbaïdjan à l'annexe II du règlement d'exécution (UE) 2019/1793 et de la transférer à l'annexe I dudit règlement d'exécution, en maintenant à 20 % la fréquence des contrôles d'identité et des contrôles physiques des envois entrant dans l'Union.
- (6) Depuis janvier 2019, le poivre noir (*Piper nigrum*) provenant du Brésil fait l'objet de contrôles officiels renforcés en raison d'un risque de contamination par les salmonelles. Les contrôles officiels auxquels les États membres soumettent ces denrées alimentaires montrent que le taux de non-conformité reste élevé depuis le renforcement des contrôles officiels. Ces résultats prouvent que l'introduction dans l'Union de ces denrées alimentaires présente un risque grave pour la santé humaine.
- (7) Il est donc nécessaire de prévoir, en plus du renforcement des contrôles officiels, des conditions d'entrée particulières pour l'importation de poivre noir (*Piper nigrum*) en provenance du Brésil. Il convient en particulier que tous les envois de poivre noir provenant du Brésil soient accompagnés d'un certificat officiel attestant que tous les résultats des échantillonnages et des analyses confirment l'absence de salmonelles dans 25 g. Les résultats des échantillonnages et des analyses devraient être joints à ce certificat. Par conséquent, il convient de supprimer l'inscription relative au poivre noir en provenance du Brésil à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2019/1793 et de la transférer à l'annexe II dudit règlement d'exécution, en fixant à 50 % la fréquence des contrôles d'identité et des contrôles physiques des envois entrant dans l'Union.
- (8) En ce qui concerne les envois de melons galia (*Cucumis melo* var. *reticulatus*) provenant du Honduras, les données résultant des notifications du RASFF et les informations relatives aux contrôles officiels effectués par les États membres indiquent l'émergence de nouveaux risques pour la santé humaine en raison d'une contamination possible par *Salmonella Braenderup*. Il est dès lors nécessaire de demander un renforcement des contrôles officiels sur les entrées de ces fruits en provenance du Honduras. Il convient donc de les inscrire à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2019/1793, en fixant à 10 % la fréquence des contrôles d'identité et des contrôles physiques des envois entrant dans l'Union.
- (9) Depuis janvier 2019, les piments doux ou poivrons (*Capsicum annuum*) provenant de Chine font l'objet de contrôles officiels renforcés en raison d'un risque de contamination par les salmonelles. Les contrôles officiels effectués par les États membres et les informations disponibles témoignent d'une amélioration de la conformité avec les exigences applicables prévues par la législation de l'Union. Le renforcement des contrôles officiels à hauteur de 20 % des

(*) Règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil du 23 février 2005 concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale et modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil (JO L 70 du 16.3.2005, p. 1).

envois entrant dans l'Union n'est donc plus justifié pour ce produit. Les États membres devraient néanmoins continuer à effectuer des contrôles pour assurer le maintien du niveau actuel de conformité. Il convient de modifier l'inscription correspondante à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2019/1793, en diminuant à 10 % la fréquence des contrôles d'identité et des contrôles physiques des envois entrant dans l'Union.

- (10) Depuis janvier 2019, les aubergines (*Solanum melongena*) provenant de République dominicaine font l'objet de contrôles officiels renforcés en raison d'un risque de contamination par les résidus de pesticides. Les contrôles officiels auxquels les États membres soumettent ces denrées alimentaires montrent que le taux de non-conformité reste élevé depuis le renforcement des contrôles officiels. Ces résultats prouvent que l'introduction dans l'Union de ces denrées alimentaires présente un risque grave pour la santé humaine.
- (11) Il est donc nécessaire d'instaurer, en plus du renforcement des contrôles officiels, des conditions d'entrée particulières pour les aubergines (*Solanum melongena*) provenant de République dominicaine. Il convient en particulier que tous les envois de cette marchandise en provenance de la République dominicaine soient accompagnés d'un certificat officiel attestant que tous les résultats des échantillonnages et des analyses sont conformes au règlement (CE) n° 396/2005 relatif aux limites maximales applicables aux résidus de pesticides en ce qui concerne les envois de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux énumérés à l'annexe II en raison d'un risque de contamination par des résidus de pesticides. Les résultats des échantillonnages et des analyses devraient être joints à ce certificat. Par conséquent, il convient de supprimer l'inscription relative aux aubergines (*Solanum melongena*) en provenance de République dominicaine à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2019/1793 et de la transférer à l'annexe II dudit règlement d'exécution, en maintenant à 50 % la fréquence des contrôles d'identité et des contrôles physiques des envois entrant dans l'Union.
- (12) Depuis janvier 2010, les piments du genre *Capsicum* et les doliques-asperges provenant de République dominicaine font l'objet de contrôles officiels renforcés en raison d'un risque de contamination par les résidus de pesticides. Les contrôles officiels auxquels les États membres soumettent ces denrées alimentaires montrent que le taux de non-conformité reste élevé depuis le renforcement des contrôles officiels. Ces résultats prouvent que l'introduction dans l'Union de ces denrées alimentaires présente un risque grave pour la santé humaine.
- (13) Il est donc nécessaire d'instaurer, en plus du renforcement des contrôles officiels, des conditions d'entrée particulières pour les piments du genre *Capsicum* et les doliques-asperges provenant de République dominicaine. Il convient en particulier que tous les envois de piments du genre *Capsicum* et de doliques-asperges en provenance de République dominicaine soient accompagnés d'un certificat officiel attestant que tous les résultats des échantillonnages et des analyses sont conformes au règlement (CE) n° 396/2005 relatif aux limites maximales applicables aux résidus de pesticides en ce qui concerne les envois de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux énumérés à l'annexe II en raison d'un risque de contamination par des résidus de pesticides. Les résultats des échantillonnages et des analyses devraient être joints à ce certificat. Par conséquent, il convient de supprimer l'inscription relative aux piments du genre *Capsicum* et aux doliques-asperges provenant de République dominicaine à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2019/1793 et de la transférer à l'annexe II dudit règlement d'exécution, en maintenant à 50 % la fréquence des contrôles d'identité et des contrôles physiques.
- (14) En ce qui concerne les envois de ben oléifère (*Moringa oleifera*) provenant de l'Inde, les données résultant des notifications du RASFF et les informations relatives aux contrôles officiels effectués par les États membres indiquent l'émergence de nouveaux risques pour la santé humaine en raison d'une contamination possible par des résidus de pesticides. Il est dès lors nécessaire de demander un renforcement des contrôles officiels sur les entrées de cette marchandise en provenance de l'Inde. Il convient donc de l'inscrire à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2019/1793, en fixant à 10 % la fréquence des contrôles d'identité et des contrôles physiques.
- (15) En ce qui concerne les envois de piments du genre *Capsicum* (autres que doux) provenant de l'Inde, les contrôles officiels effectués par les États membres conformément à l'annexe II du règlement d'exécution (UE) 2019/1793 ont détecté une fréquence élevée des manquements aux exigences applicables prévues par la législation de l'Union en ce qui concerne la contamination par des résidus de pesticides. Il convient donc de porter à 20 % la fréquence des contrôles d'identité et des contrôles physiques à effectuer sur ces envois.
- (16) En ce qui concerne les envois de riz provenant de l'Inde et du Pakistan, les données résultant des notifications du RASFF et les informations relatives aux contrôles officiels effectués par les États membres indiquent l'émergence de nouveaux risques pour la santé humaine en raison d'une contamination possible par des aflatoxines et l'ochratoxine A, ce qui rend nécessaire le renforcement des contrôles officiels sur les entrées de ces envois. Il convient donc d'inscrire le riz provenant de l'Inde et du Pakistan à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2019/1793, en fixant à 10 % la fréquence des contrôles d'identité et des contrôles physiques.

- (17) En ce qui concerne les envois de gotu kola (*Centella asiatica*) et de mukunuwenna (*Alternanthera sessilis*) en provenance du Sri Lanka, les données résultant des notifications dans le RASFF et les informations relatives aux contrôles officiels effectués par les États membres indiquent l'apparition de nouveaux risques pour la santé humaine en raison d'une éventuelle contamination par des résidus de pesticides. Il est dès lors nécessaire de demander un renforcement des contrôles officiels sur les entrées de ces envois. Il convient donc d'inscrire ces marchandises du Sri Lanka à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2019/1793, en fixant à 10 % la fréquence des contrôles d'identité et des contrôles physiques.
- (18) Depuis avril 2021, les noisettes et les produits fabriqués à partir de noisettes provenant de Turquie font l'objet de contrôles officiels renforcés en raison d'un risque de contamination par les aflatoxines. Les contrôles officiels effectués par les États membres sur ces denrées alimentaires enregistrent un degré globalement satisfaisant de conformité avec les exigences applicables prévues par la législation de l'Union. Le renforcement des contrôles officiels n'étant donc plus justifié pour cette marchandise, il convient de supprimer son inscription à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2019/1793.
- (19) En ce qui concerne les envois de pamplemousses provenant de Turquie, les données résultant des notifications du RASFF et les informations relatives aux contrôles officiels effectués par les États membres indiquent l'émergence de nouveaux risques pour la santé humaine en raison d'une contamination possible par des résidus de pesticides. Il est dès lors nécessaire de demander un renforcement des contrôles officiels sur les entrées de ces envois. Il convient donc d'inscrire cette marchandise provenant de Turquie à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2019/1793, en fixant à 10 % la fréquence des contrôles d'identité et des contrôles physiques.
- (20) Depuis janvier 2020, les mandarines (y compris les tangerines et satsumas), les clémentines, wilkings et hybrides similaires d'agrumes et les oranges provenant de Turquie font l'objet de contrôles officiels renforcés en raison d'un risque de contamination par les résidus de pesticides. Les contrôles officiels auxquels les États membres soumettent ces denrées alimentaires montrent que le taux de non-conformité reste élevé depuis le renforcement des contrôles officiels. Ces résultats prouvent que l'introduction dans l'Union de ces denrées alimentaires présente un risque grave pour la santé humaine.
- (21) Il est donc nécessaire d'instaurer, en plus du renforcement des contrôles officiels, des conditions d'entrée particulières pour les mandarines et oranges provenant de Turquie. Il convient en particulier que tous les envois en provenance de Turquie de mandarines (y compris les tangerines et satsumas), de clémentines, wilkings et hybrides similaires d'agrumes, et d'oranges, soient accompagnés d'un certificat officiel attestant que tous les résultats des échantillonnages et des analyses sont conformes au règlement (CE) n° 396/2005 relatif aux limites maximales applicables aux résidus de pesticides en ce qui concerne les envois de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux énumérés à l'annexe II en raison d'un risque de contamination par des résidus de pesticides. Les résultats des échantillonnages et des analyses devraient être joints à ce certificat. Par conséquent, il convient de supprimer l'inscription relative aux mandarines et oranges en provenance de Turquie à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2019/1793 et de la transférer à l'annexe II dudit règlement d'exécution, en maintenant à 20 % la fréquence des contrôles d'identité et des contrôles physiques.
- (22) En ce qui concerne les envois de graines de cumin et d'origan séché provenant de Turquie, les données résultant des notifications du RASFF et les informations relatives aux contrôles officiels effectués par les États membres indiquent l'émergence de nouveaux risques pour la santé humaine en raison d'une contamination possible par des alcaloïdes pyrrolizidiniques. Il est dès lors nécessaire de demander un renforcement des contrôles officiels sur les entrées de ces envois. Il convient donc de les inscrire à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2019/1793, en fixant à 10 % la fréquence des contrôles d'identité et des contrôles physiques des envois entrant dans l'Union en provenance de Turquie.
- (23) En ce qui concerne les envois de pitahayas (fruit du dragon) provenant du Viêt Nam, les contrôles officiels effectués par les États membres conformément à l'annexe II du règlement d'exécution (UE) 2019/1793 ont détecté une fréquence élevée des manquements aux exigences applicables prévues par la législation de l'Union en ce qui concerne la contamination par des résidus de pesticides. Il convient donc de porter à 20 % la fréquence des contrôles d'identité et des contrôles physiques à effectuer sur ces envois.
- (24) Le risque de contamination des arachides par les aflatoxines est associé aussi à la pâte d'arachides. Dès lors, pour assurer une protection efficace contre les risques sanitaires pouvant résulter de la contamination de la pâte d'arachides par les aflatoxines, dans les colonnes intitulées «Denrées alimentaires et aliments pour animaux

(utilisation prévue) et «Code NC» figurant à l'annexe I et dans le tableau 1 de l'annexe II du règlement d'exécution (UE) 2019/1793, il convient d'ajouter la catégorie «pâte d'arachides» et les codes NC applicables à la pâte d'arachides dans les inscriptions consacrées aux arachides provenant d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, de la Chine, de Madagascar, du Sénégal et des États-Unis à l'annexe I, et d'Égypte, du Ghana, de Gambie, de l'Inde et du Soudan à l'annexe II.

- (25) Depuis octobre 2020, les graines de sésame provenant de l'Inde font l'objet de contrôles officiels renforcés en raison d'un risque de contamination par les résidus de pesticides, dont l'oxyde d'éthylène. Les contrôles officiels effectués par les États membres et les informations disponibles témoignent d'une amélioration de la conformité avec les exigences applicables prévues par la législation de l'Union concernant les résidus de pesticides autres que l'oxyde d'éthylène. Le renforcement des contrôles officiels des envois de graines de sésame n'est donc plus nécessaire pour détecter une éventuelle contamination par des résidus de pesticides pouvant être analysés à l'aide de méthodes multirésidus. Il convient dès lors de modifier en conséquence l'inscription correspondante à l'annexe II du règlement d'exécution (UE) 2019/1793.
- (26) Les données résultant des notifications du RASFF et les informations relatives aux contrôles officiels effectués par les États membres indiquent l'émergence de nouveaux risques pour la santé humaine en raison d'une contamination possible par l'oxyde d'éthylène, ce qui rend nécessaire le renforcement des contrôles officiels. L'oxyde d'éthylène est classé parmi les mutagènes de catégorie 1B, les cancérigènes de catégorie 1B et les substances toxiques pour la reproduction de catégorie 1B conformément au règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil ⁽⁵⁾. En outre, l'oxyde d'éthylène n'est pas approuvé en tant que substance active destinée à être utilisée dans les produits phytopharmaceutiques dans l'Union.
- (27) En ce qui concerne les envois de caroubes et mucilages et épaississants de caroubes ou de graines de caroubes, même modifiés, en provenance du Maroc, de sauces épicées en provenance du Mexique et de piments du genre *Capsicum* (autres que doux) en provenance de l'Ouganda, les contrôles officiels effectués par les États membres ont détecté des cas de contamination par l'oxyde d'éthylène.
- (28) Dès lors, pour assurer une protection efficace contre les risques sanitaires pouvant résulter de la contamination de ces marchandises, il convient d'ajouter une inscription relative aux caroubes et mucilages et épaississants de caroubes ou de graines de caroubes, même modifiés, en provenance du Maroc, aux sauces épicées en provenance du Mexique et aux piments du genre *Capsicum* (autres que doux) en provenance de l'Ouganda à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2019/1793, en fixant à 10 % la fréquence des contrôles d'identité et des contrôles physiques.
- (29) Compte tenu du nombre de notifications reçues dans le RASFF, il convient de prévoir des conditions particulières pour les envois de gomme xanthane en provenance de Chine, de caroubes (y compris les mucilages et épaississants de caroubes), de gomme guar, de plusieurs épices, de carbonate de calcium et de compléments alimentaires contenant des substances botaniques en provenance de l'Inde, de compléments alimentaires contenant des produits botaniques et de nouilles à préparation instantanée en provenance de Corée du Sud, de caroubes (y compris les mucilages et épaississants de caroubes) en provenance de Malaisie et de Turquie et de nouilles à préparation instantanée en provenance du Viêt Nam. En raison du risque de contamination par l'oxyde d'éthylène, il convient que tous les envois de ces marchandises soient accompagnés d'un certificat officiel attestant que tous les résultats des échantillonnages et des analyses sont conformes au règlement (CE) n° 396/2005 relatif aux limites maximales applicables aux résidus de l'oxyde d'éthylène en ce qui concerne les envois de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux énumérés à l'annexe II. Les résultats des échantillonnages et des analyses devraient être joints à ce certificat. Par conséquent, il convient d'ajouter des inscriptions relatives à la gomme xanthane en provenance de Chine, aux caroubes (y compris les mucilages et épaississants de caroubes), à la gomme guar, à plusieurs épices, au carbonate de calcium et aux compléments alimentaires contenant des substances botaniques en provenance de l'Inde, aux compléments alimentaires contenant des produits botaniques et aux nouilles à préparation instantanée en provenance de Corée du Sud, aux caroubes (y compris les mucilages et épaississants de caroubes) en provenance de Malaisie et de Turquie et aux nouilles à préparation instantanée en provenance du Viêt Nam à l'annexe II du règlement d'exécution (UE) 2019/1793, en fixant à 20 % la fréquence des contrôles d'identité et des contrôles physiques.
- (30) Par souci de cohérence et de clarté, il convient de remplacer les annexes I et II du règlement d'exécution (UE) 2019/1793 dans leur intégralité par les textes figurant en annexe du présent règlement.

⁽⁵⁾ Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 (JO L 353 du 31.12.2008, p. 1).

- (31) Il y a lieu de prévoir une période transitoire pour les envois de poivre noir (*Piper nigrum*) provenant du Brésil, d'aubergines (*Solanum melongena*), de piments doux ou poivrons (*Capsicum annuum*), de piments du genre *Capsicum* (autres que doux) et de doliques-asperges (*Vigna unguiculata* ssp. *sesquipedalis*, *Vigna unguiculata* ssp. *unguiculata*) provenant de République dominicaine et de mandarines (y compris les tangerines et satumas), de clémentines, wilkings et hybrides similaires d'agrumes et d'oranges provenant de Turquie, qui ne sont pas accompagnés d'un certificat officiel, mais qui étaient déjà soumis à des contrôles officiels au poste de contrôle frontalier conformément aux dispositions légales de l'Union alors en vigueur.
- (32) Il convient donc de modifier le règlement d'exécution (UE) 2019/1793 en conséquence.
- (33) Les mesures prévues par le présent règlement sont conformes à l'avis du comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

- 1) L'article 14 est remplacé par le texte suivant:

«Article 14

Période transitoire

Les envois de poivre noir (*Piper nigrum*) provenant du Brésil, d'aubergines (*Solanum melongena*), de piments doux ou poivrons (*Capsicum annuum*), de piments du genre *Capsicum* (autres que doux) et de doliques-asperges (*Vigna unguiculata* ssp. *sesquipedalis*, *Vigna unguiculata* ssp. *unguiculata*) provenant de République dominicaine et de mandarines (y compris les tangerines et satumas), de clémentines, wilkings et hybrides similaires d'agrumes et d'oranges provenant de Turquie, qui étaient déjà soumis à des contrôles officiels renforcés avant l'entrée en vigueur du présent règlement, sont autorisés à entrer dans l'Union jusqu'au 26 janvier 2022 sans être accompagnés d'un certificat officiel, ni des résultats des échantillonnages et des analyses.».

- 2) Les annexes I et II sont remplacées par le texte figurant en annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 15 décembre 2021.

Par la Commission
La présidente
Ursula VON DER LEYEN

ANNEXE

«ANNEXE I

Denrées alimentaires et aliments pour animaux d'origine non animale provenant de certains pays tiers et faisant l'objet d'un renforcement temporaire des contrôles officiels aux postes de contrôle frontaliers et aux points de contrôle

Ligne	Pays d'origine	Denrées alimentaires et aliments pour animaux (utilisation prévue)	Code NC ⁽¹⁾	Sous-position TARIC	Danger	Fréquence des contrôles d'identité et des contrôles physiques (en %)		
1	Argentine (AR)	— Arachides (cacahuètes), en coques	— 1202 41 00			Aflatoxines	5	
		— Arachides (cacahuètes), décortiquées	— 1202 42 00					
		— Beurre d'arachide	— 2008 11 10					
		— Arachides (cacahuètes), autrement préparées ou conservées, y compris les mélanges	— 2008 11 91; 2008 11 96; 2008 11 98;					
			— ex 2008 19 12;	40				
			— ex 2008 19 13;	40				
			— ex 2008 19 19;	50				
			— ex 2008 19 92;	40				
			— ex 2008 19 93;	40				
			— ex 2008 19 95;	40				
			— ex 2008 19 99	50				
			— Tourteaux et autres résidus solides, même broyés ou agglomérés sous forme de pellets, de l'extraction de l'huile d'arachide	— 2305 00 00				
			— Farines d'arachides	— ex 1208 90 00	20			
	— Pâtes d'arachides (Denrées alimentaires et aliments pour animaux)	— ex 2007 10 10	80					
		— ex 2007 10 99	50					
		— ex 2007 99 39	07; 08					

2	Azerbaïdjan (AZ)	— Noisettes (<i>Corylus</i> sp.), en coques	— 0802 21 00				
		— Noisettes (<i>Corylus</i> sp.), sans coques	— 0802 22 00				
		— Mélanges de fruits séchés ou de fruits à coques contenant des noisettes	— ex 0813 50 39;	70			
			ex 0813 50 91;	70			
			ex 0813 50 99	70			
		— Pâtes de noisettes	— ex 2007 10 10;	70			
			ex 2007 10 99;	40			
			ex 2007 99 39;	05; 06			
			ex 2007 99 50;	33			
			ex 2007 99 97	23			
			— Noisettes, autrement préparées ou conservées, y compris les mélanges	— ex 2008 19 12;	30		
		ex 2008 19 19;		30			
		ex 2008 19 92;		30			
		ex 2008 19 95;		20			
		ex 2008 19 99;		30			
		ex 2008 97 12;		15			
		ex 2008 97 14;		15			
		ex 2008 97 16;		15			
		ex 2008 97 18;		15			
		ex 2008 97 32;		15			
		ex 2008 97 34;		15			
		ex 2008 97 36;		15			
		ex 2008 97 38;		15			
ex 2008 97 51;	15						
ex 2008 97 59;	15						
ex 2008 97 72;	15						
ex 2008 97 74;	15						
ex 2008 97 76;	15						
ex 2008 97 78;	15						
ex 2008 97 92;	15						
ex 2008 97 93;	15						
ex 2008 97 94;	15						
ex 2008 97 96;	15						
ex 2008 97 97;	15						
ex 2008 97 98;	15						
— Farines, semoules et poudres de noisettes	— ex 1106 30 90	40					
— Huile de noisette (<i>Denrées alimentaires</i>)	— ex 1515 90 99	20					
				Aflatoxines	20		

3	Bolivie (BO)	— Arachides (cacahuètes), en coques	— 1202 41 00		Aflatoxines	50
		— Arachides (cacahuètes), décortiquées	— 1202 42 00			
		— Beurre d'arachide	— 2008 11 10			
		— Arachides (cacahuètes), autrement préparées ou conservées	— 2008 11 91; 2008 11 96; 2008 11 98			
		— Tourteaux et autres résidus solides, même broyés ou agglomérés sous forme de pellets, de l'extraction de l'huile d'arachide	— 2305 00 00			
		— Farines d'arachides	— ex 1208 90 00	20		
4	Brésil (BR)	— Pâtes d'arachides (Denrées alimentaires et aliments pour animaux)	— ex 2007 10 10	80	Aflatoxines	10
			— ex 2007 10 99	50		
			— ex 2007 99 39	07; 08		
		— Arachides (cacahuètes), en coques	— 1202 41 00			
		— Arachides (cacahuètes), décortiquées	— 1202 42 00			
4	Brésil (BR)	— Beurre d'arachide	— 2008 11 10		Aflatoxines	10
		— Arachides (cacahuètes), autrement préparées ou conservées	— 2008 11 91; 2008 11 96; 2008 11 98			
		— Tourteaux et autres résidus solides, même broyés ou agglomérés sous forme de pellets, de l'extraction de l'huile d'arachide	— 2305 00 00			
		— Farines d'arachides	— ex 1208 90 00	20		
		— Pâtes d'arachides (Denrées alimentaires et aliments pour animaux)	— ex 2007 10 10	80		
	— ex 2007 10 99	50	Résidus de pesticides (³)	20		
	— ex 2007 99 39	07; 08				

5	Chine (CN)	— Arachides (cacahuètes), en coques	— 1202 41 00			
		— Arachides (cacahuètes), décortiquées	— 1202 42 00			
		— Beurre d'arachide	— 2008 11 10			
		— Arachides (cacahuètes), autrement préparées ou conservées	— 2008 11 91; 2008 11 96; 2008 11 98			
		— Tourteaux et autres résidus solides, même broyés ou agglomérés sous forme de pellets, de l'extraction de l'huile d'arachide	— 2305 00 00		Aflatoxines	10
		— Farines d'arachides	— ex 1208 90 00	20		
		— Pâtes d'arachides (Denrées alimentaires et aliments pour animaux)	— ex 2007 10 10	80		
			— ex 2007 10 99	50		
			— ex 2007 99 39	07; 08		
		Piments doux ou poivrons (<i>Capsicum annuum</i>) (Denrées alimentaires – broyées ou pulvérisées)	ex 0904 22 00	11	<i>Salmonella</i> ⁽⁶⁾	10
		Thé, même aromatisé (Denrées alimentaires)	0902		Résidus de pesticides (³) (⁷)	20
6	Égypte (EG)	— Piments doux ou poivrons (<i>Capsicum annuum</i>)	— 0709 60 10; 0710 80 51			
		— Piments du genre <i>Capsicum</i> (autres que doux) (Denrées alimentaires – fraîches, réfrigérées ou congelées)	— ex 0709 60 99; ex 0710 80 59	20 20	Résidus de pesticides (³) (⁹)	20
7	Géorgie (GE)	— Noisettes (<i>Corylus</i> sp.), en coques	— 0802 21 00			
		— Noisettes (<i>Corylus</i> sp.), sans coques	— 0802 22 00			
		— Mélanges de fruits séchés ou de fruits à coques contenant des noisettes	— ex 0813 50 39; ex 0813 50 91; ex 0813 50 99	70 70 70	Aflatoxines	20

		<p>— Pâtes de noisettes</p> <p>— Noisettes, autrement préparées ou conservées, y compris les mélanges</p> <p>— Farines, semoules et poudres de noisettes</p> <p>— Huile de noisette (<i>Denrées alimentaires</i>)</p>	<p>— ex 2007 10 10;</p> <p>ex 2007 10 99;</p> <p>ex 2007 99 39;</p> <p>ex 2007 99 50;</p> <p>ex 2007 99 97</p> <p>— ex 2008 19 12;</p> <p>ex 2008 19 19;</p> <p>ex 2008 19 92;</p> <p>ex 2008 19 95;</p> <p>ex 2008 19 99;</p> <p>ex 2008 97 12;</p> <p>ex 2008 97 14;</p> <p>ex 2008 97 16;</p> <p>ex 2008 97 18;</p> <p>ex 2008 97 32;</p> <p>ex 2008 97 34;</p> <p>ex 2008 97 36;</p> <p>ex 2008 97 38;</p> <p>ex 2008 97 51;</p> <p>ex 2008 97 59;</p> <p>ex 2008 97 72;</p> <p>ex 2008 97 74;</p> <p>ex 2008 97 76;</p> <p>ex 2008 97 78;</p> <p>ex 2008 97 92;</p> <p>ex 2008 97 93;</p> <p>ex 2008 97 94;</p> <p>ex 2008 97 96;</p> <p>ex 2008 97 97;</p> <p>ex 2008 97 98;</p> <p>— ex 1106 30 90</p> <p>— ex 1515 90 99</p>	<p>70</p> <p>40</p> <p>05; 06</p> <p>33</p> <p>23</p> <p>30</p> <p>30</p> <p>30</p> <p>20</p> <p>30</p> <p>15</p> <p>15</p> <p>15</p> <p>15</p> <p>15</p> <p>15</p> <p>15</p> <p>15</p> <p>15</p> <p>15</p> <p>15</p> <p>15</p> <p>15</p> <p>15</p> <p>15</p> <p>15</p> <p>15</p> <p>15</p> <p>15</p> <p>15</p> <p>15</p> <p>15</p> <p>40</p> <p>20</p>		
8	Ghana (GH)	Huile de palme (<i>Denrées alimentaires</i>)	<p>1511 10 90;</p> <p>1511 90 11;</p> <p>ex 1511 90 19;</p> <p>1511 90 99</p>	90	Colorants Soudan ⁽¹⁰⁾	50
9	Honduras (HN)	Melon Galia (<i>C. melo</i> var. <i>reticulatus</i>) (<i>Denrées alimentaires</i>)	<p>— ex 0807 19 00;</p> <p>ex 0807 19 00</p>	60 70	<i>Salmonella</i> Braenderup ⁽²⁾	10

10	Inde (IN)	Feuilles de curry (<i>Bergera/Murraya koenigii</i>) (Denrées alimentaires – fraîches, réfrigérées, congelées ou séchées)	ex 1211 90 86	10	Résidus de pesticides (³) (¹¹)	50
		Comboux ou gombos (Denrées alimentaires – fraîches, réfrigérées ou congelées)	ex 0709 99 90; ex 0710 80 95	20 30	Résidus de pesticides (³) (¹²) (²²)	20
		Ben oléifère (<i>Moringa oleifera</i>) (Denrées alimentaires)	ex 0709 99 90		Résidus de pesticides (³)	10
		— Riz — Riz décortiqué (riz cargo ou riz brun) — Riz semi-blanchi ou blanchi (Denrées alimentaires)	— 1006 10 79; — 1006 20 17; 1006 20 98 — 1006 30 98		Aflatoxines et ochratoxine A	10
11	Kenya (KE)	Haricots (<i>Vigna</i> spp., <i>Phaseolus</i> spp.) (Denrées alimentaires – fraîches ou réfrigérées)	0708 20		Résidus de pesticides (³)	10
12	Cambodge (KH)	Céleri chinois (<i>Apium graveolens</i>) (Denrées alimentaires – herbes aromatiques fraîches ou réfrigérées)	ex 0709 40 00	20	Résidus de pesticides (³) (¹³)	50
		Doliques-asperges (<i>Vigna unguiculata</i> spp. <i>sesquipedalis</i> , <i>Vigna unguiculata</i> spp. <i>unguiculata</i>) (Denrées alimentaires – légumes frais, réfrigérés ou congelés)	ex 0708 20 00; ex 0710 22 00	10 10	Résidus de pesticides (³) (¹⁴)	50
13	Liban (LB)	Navets (<i>Brassica rapa</i> spp. <i>rapa</i>) (Denrées alimentaires – préparées ou conservées au vinaigre ou à l'acide acétique)	ex 2001 90 97	11; 19	Rhodamine B	50
		Navets (<i>Brassica rapa</i> spp. <i>rapa</i>) (Denrées alimentaires – préparées ou conservées en saumure ou à l'acide citrique, non congelées)	ex 2005 99 80	93	Rhodamine B	50

14	Sri Lanka (LK)	— Gotu kola (<i>Centella asiatica</i>) (<i>Denrées alimentaires</i>)	— ex 0709 99 90 — ex 1211 90 86	25	Résidus de pesticides ⁽³⁾	10
		— Mukunuwenna (<i>Alternanthera sessilis</i>) (<i>Denrées alimentaires</i>)	— ex 0709 99 90	35	Résidus de pesticides ⁽³⁾	10
15	Maroc (MA)	— Caroubes — Graines de caroubes, non décortiquées, ni concassées, ni moulues — Mucilages et épaississants de caroubes ou de graines de caroubes, même modifiés (Denrées alimentaires et aliments pour animaux)	— 1212 92 00 — 1212 99 41 — 1302 32 10		Résidus de pesticides ⁽²²⁾	10
16	Madagascar (MG)	— Arachides (cacahuètes), en coques	— 1202 41 00		Aflatoxines	50
		— Arachides (cacahuètes), décortiquées	— 1202 42 00			
		— Beurre d'arachide	— 2008 11 10			
		— Arachides (cacahuètes), autrement préparées ou conservées	— 2008 11 91; 2008 11 96; 2008 11 98			
		— Tourteaux et autres résidus solides, même broyés ou agglomérés sous forme de pellets, de l'extraction de l'huile d'arachide	— 2305 00 00			
		— Farines d'arachides	— ex 1208 90 00	20		
— Pâtes d'arachides (Denrées alimentaires et aliments pour animaux)	— ex 2007 10 10 — ex 2007 10 99 — ex 2007 99 39	80 50 07; 08				
17	Mexique (MX)	Tomato-ketchup et autres sauces tomates (Denrées alimentaires)	2103 20 00		Résidus de pesticides ⁽²²⁾	10
18	Malaisie (MY)	Fruits du jacquier (<i>Artocarpus heterophyllus</i>) (<i>Denrées alimentaires – fraîches</i>)	ex 0810 90 20	20	Résidus de pesticides ⁽³⁾	50

19	Nigeria (NG)	Graines de sésame (<i>Denrées alimentaires</i>)	— 1207 40 90 — ex 2008 19 19 — ex 2008 19 99	40 40	Salmonella ⁽²⁾	50
20	Pakistan (PK)	Mélanges d'épices (<i>Denrées alimentaires</i>)	0910 91 10; 0910 91 90		Aflatoxines	50
		— Riz	— 1006 10 79;		Aflatoxines et ochratoxine A	10
		— Riz décortiqué (riz cargo ou riz brun) — Riz semi-blanchi ou blanchi (<i>Denrées alimentaires</i>)	— 1006 20 17; 1006 20 98 — 1006 30 98			
21	Sierra Leone (SL)	Graines de pastèque (égousi, <i>Citrullus</i> spp.) et produits dérivés (<i>Denrées alimentaires</i>)	ex 1207 70 00; ex 1208 90 00; ex 2008 99 99	10 10 50	Aflatoxines	50
22	Sénégal (SN)	— Arachides (cacahuètes), en coques	— 1202 41 00		Aflatoxines	50
		— Arachides (cacahuètes), décortiquées	— 1202 42 00			
		— Beurre d'arachide	— 2008 11 10			
		— Arachides (cacahuètes), autrement préparées ou conservées	— 2008 11 91; 2008 11 96; 2008 11 98			
		— Tourteaux et autres résidus solides, même broyés ou agglomérés sous forme de pellets, de l'extraction de l'huile d'arachide	— 2305 00 00			
		— Farines d'arachides	— ex 1208 90 00	20		
— Pâtes d'arachides (<i>Denrées alimentaires et aliments pour animaux</i>)	— ex 2007 10 10 — ex 2007 10 99 — ex 2007 99 39	80 50 07; 08				
23	Syrie (SY)	Navets (<i>Brassica rapa</i> spp. <i>rapa</i>) (<i>Denrées alimentaires – préparées ou conservées au vinaigre ou à l'acide acétique</i>)	ex 2001 90 97	11; 19	Rhodamine B	50
		Navets (<i>Brassica rapa</i> spp. <i>rapa</i>) (<i>Denrées alimentaires – préparées ou conservées en saumure ou à l'acide citrique, non congelées</i>)	ex 2005 99 80	93	Rhodamine B	50

24	Thaïlande (TH)	Piments du genre <i>Capsicum</i> (autres que doux) (Denrées alimentaires – fraîches, réfrigérées ou congelées)	ex 0709 60 99; ex 0710 80 59	20 20	Résidus de pesticides (³) (¹⁵)	20
25	Turquie (TR)	Citrons (<i>Citrus limon</i> , <i>Citrus limonum</i>) (Denrées alimentaires – fraîches, réfrigérées ou séchées)	0805 50 10		Résidus de pesticides (³)	20
		Pamplemousses (Denrées alimentaires)	0805 40 00		Résidus de pesticides (³)	10
		Grenades (Denrées alimentaires – fraîches ou réfrigérées)	ex 0810 90 75	30	Résidus de pesticides (³) (¹⁶)	20
		— Piments doux ou poi- vrons (<i>Capsicum annuum</i>) — Piments du genre <i>Cap- sicum</i> (autres que doux) (Denrées alimentaires – fraîches, réfrigérées ou congelées)	— 0709 60 10; 0710 80 51; — ex 0709 60 99; ex 0710 80 59	20 20	Résidus de pesticides (³) (¹⁷)	20
		Amandes d'abricot non transformées entières, broyées, moulues, brisées ou concassées destinées à être mises sur le marché pour la vente au consommateur final (¹⁸) (¹⁹) (Denrées alimentaires)	ex 1212 99 95	20	Cyanure	50
		— Graines de cumin — Graines de cumin, broyées ou pulvérisées (Denrées alimentaires)	— 0909 31 00 — 0909 32 00		Alcaloïdes pyrrolizidi- niques	10
		— Origan séché (Denrées alimentaires)	ex 1211 90 86 ex 1211 90 86	10 40	Alcaloïdes pyrrolizidi- niques	10
26	Ouganda (UG)	Piments du genre <i>Capsicum</i> (autres que doux) (Denrées alimentaires – fraîches, réfrigérées ou congelées)	ex 0709 60 99; ex 0710 80 59	20 20	Résidus de pesticides (³)	50
					Résidus de pesticides (²²)	10

27	États-Unis (US)	— Arachides (cacahuètes), en coques	— 1202 41 00		Aflatoxines	20
		— Arachides (cacahuètes), décortiquées	— 1202 42 00			
		— Beurre d'arachide	— 2008 11 10			
		— Arachides (cacahuètes), autrement préparées ou conservées	— 2008 11 91; 2008 11 96; 2008 11 98			
		— Tourteaux et autres résidus solides, même broyés ou agglomérés sous forme de pellets, de l'extraction de l'huile d'arachide	— 2305 00 00			
		— Farines d'arachides	— ex 1208 90 00	20		
		— Pâtes d'arachides (Denrées alimentaires et aliments pour animaux)	— ex 2007 10 10	80		
			— ex 2007 10 99	50		
			— ex 2007 99 39	07; 08		
28	Ouzbékistan (UZ)	— Abricots, séchés — Abricots, autrement préparés ou conservés (Denrées alimentaires)	— 0813 10 00 — 2008 50		Sulfites ⁽²⁰⁾	50
29	Viêt Nam (VN)	— Feuilles de coriandre	— ex 0709 99 90	72	Résidus de pesticides ⁽³⁾ ⁽²¹⁾	50
		— Basilic (sacré, vert)	— ex 1211 90 86	20		
		— Menthe	— ex 1211 90 86	30		
		— Persil (Denrées alimentaires – herbes aromatiques fraîches ou réfrigérées)	— ex 0709 99 90	40		
		Comboux ou gombos (Denrées alimentaires – fraîches, réfrigérées ou congelées)	ex 0709 99 90; ex 0710 80 95	20 30	Résidus de pesticides ⁽³⁾ ⁽²¹⁾	50
		Piments du genre <i>Capsicum</i> (autres que doux) (Denrées alimentaires – fraîches, réfrigérées ou congelées)	ex 0709 60 99; ex 0710 80 59	20 20	Résidus de pesticides ⁽³⁾ ⁽²¹⁾	50

⁽¹⁾ Lorsque seuls certains produits relevant d'un code NC donné doivent être examinés, ce dernier est précédé de "ex".

⁽²⁾ L'échantillonnage et les analyses doivent être réalisés conformément aux procédures d'échantillonnage et aux méthodes d'analyse de référence établies à l'annexe III, point 1 a).

⁽³⁾ Au moins les résidus des pesticides énumérés dans le programme de contrôle adopté conformément à l'article 29, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil du 23 février 2005 concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale et modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil (JO L 70 du 16.3.2005, p. 1), qui peuvent être analysés à l'aide de méthodes multirésidus fondées sur les couplages CG/SM et CL/SM (pesticides à contrôler uniquement dans/sur les produits d'origine végétale).

-
- (⁴) Résidus d'amtiraz.
- (⁵) Résidus de nicotine.
- (⁶) L'échantillonnage et les analyses doivent être réalisés conformément aux procédures d'échantillonnage et aux méthodes d'analyse de référence établies à l'annexe III, point 1 b).
- (⁷) Résidus de tolfenpyrade.
- (⁸) Résidus d'amtiraz y compris les métabolites contenant la fraction de 2,4-diméthylaniline, exprimés en amtiraz, de diafenthuron, de dicofof (somme des isomères *p*, *p'* et *o*, *p'*) et de dithiocarbamates (dithiocarbamates exprimés en CS₂, y compris manèbe, mancozèbe, métirame, propinèbe, thirame et zirame).
- (⁹) Résidus de dicofof (somme des isomères *p*, *p'* et *o*, *p'*), de dinotéfurane, de folpet, de prochloraz (somme du prochloraz et de ses métabolites contenant la fraction de 2,4,6-trichlorophénol, exprimée en prochloraz), de thiophanate-méthyle et de triforine.
- (¹⁰) Aux fins de la présente annexe, les "colorants Soudan" renvoient aux substances chimiques suivantes: i) Soudan I (numéro CAS 842-07-9); ii) Soudan II (numéro CAS 3118-97-6); iii) Soudan III (numéro CAS 85-86-9); iv) Rouge écarlate; ou Soudan IV (numéro CAS 85-83-6).
- (¹¹) Résidus d'acéphate.
- (¹²) Résidus de diafenthuron.
- (¹³) Résidus de phenthoate.
- (¹⁴) Résidus de chlorbufam.
- (¹⁵) Résidus de forméтанate [somme du forméтанate et de ses sels, exprimée en (chlorhydrate de) forméтанate], de prothiophos et de triforine.
- (¹⁶) Résidus de prochloraz.
- (¹⁷) Résidus de diafenthuron, de forméтанate [somme du forméтанate et de ses sels, exprimée en (chlorhydrate de) forméтанate] et de thiophanate-méthyle.
- (¹⁸) "Produits non transformés", tels que définis dans le règlement (CE) n° 852/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires (JO L 139 du 30.4.2004, p. 1).
- (¹⁹) "Mise sur le marché" et "consommateur final", tels que définis par le règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires (JO L 31 du 1.2.2002, p. 1).
- (²⁰) Méthodes de référence: EN 1988-1:1998, EN 1988-2:1998 ou ISO 5522:1981.
- (²¹) Résidus de dithiocarbamates (dithiocarbamates exprimés en CS₂, y compris manèbe, mancozèbe, métirame, propinèbe, thirame et zirame), de phenthoate et de quinalphos.
- (²²) Résidus d'oxyde d'éthylène (somme de l'oxyde d'éthylène et du 2-chloro-éthanol exprimée en oxyde d'éthylène).».
-

«ANNEXE II

Denrées alimentaires et aliments pour animaux provenant de certains pays tiers, dont l'entrée dans l'Union est subordonnée à des conditions particulières en raison d'un risque de contamination par les mycotoxines, dont les aflatoxines, par les résidus de pesticides ainsi que par le pentachlorophénol et les dioxines, et en raison d'un risque de contamination microbiologique

1. Denrées alimentaires et aliments pour animaux d'origine non animale visés à l'article 1^{er}, paragraphe 1, point b) i)

Ligne	Pays d'origine	Denrées alimentaires et aliments pour animaux (utilisation prévue)	Code NC ⁽¹⁾	Sous-position TARIC	Danger	Fréquence des contrôles d'identité et des contrôles physiques (en %)
1	Bangladesh (BD)	— Denrées alimentaires contenant des feuilles de bétel (<i>Piper betle</i>) ou consistant en de telles feuilles (Denrées alimentaires)	ex 1404 90 00 ⁽¹⁰⁾	10	<i>Salmonella</i> ⁽⁶⁾	50
2	Brésil (BR)	— Noix du Brésil en coques	— 0801 21 00	20 20 20 20	Aflatoxines	50
		— Mélanges de fruits séchés ou de fruits à coque contenant des noix du Brésil en coques (Denrées alimentaires)	— ex 0813 50 31; ex 0813 50 39; ex 0813 50 91; ex 0813 50 99			
		— Poivre noir (<i>Piper nigrum</i>) (Denrées alimentaires – ni broyées ni pulvérisées)	ex 0904 11 00	10	<i>Salmonella</i> ⁽²⁾	50
3	Chine (CN)	— Gomme xanthane (Denrées alimentaires et aliments pour animaux)	— ex 3913 90 00	40	Résidus de pesticides ⁽¹¹⁾	20
4	République dominicaine (DO)	Aubergines (<i>Solanum melongena</i>) (Denrées alimentaires – fraîches ou réfrigérées)	0709 30 00		Résidus de pesticides ⁽⁴⁾	50
		— Piments doux ou piments (<i>Capsicum annuum</i>) — Piments du genre <i>Capsicum</i> (autres que doux) — Doliques-asperges (<i>Vigna unguiculata</i> spp. <i>sesquipedalis</i> , <i>Vigna unguiculata</i> spp. <i>unguiculata</i>) (Denrées alimentaires – fraîches, réfrigérées ou congelées)	— 0709 60 10; 0710 80 51 — ex 0709 60 99; ex 0710 80 59 — ex 0708 20 00; ex 0710 22 00	20 20 10 10	Résidus de pesticides ⁽⁴⁾ ⁽⁸⁾	50

5	Égypte (EG)	— Arachides (cacahuètes), en coques	— 1202 41 00			
		— Arachides (cacahuètes), décortiquées	— 1202 42 00			
		— Beurre d'arachide	— 2008 11 10			
		— Arachides (cacahuètes), autrement préparées ou conservées, y compris les mélanges	— 2008 11 91; — 2008 11 96; — 2008 11 98;			
			— ex 2008 19 12;	40		
			— ex 2008 19 13;	40		
			— ex 2008 19 19;	50		
			— ex 2008 19 92;	40	Aflatoxines	20
			— ex 2008 19 93;	40		
			— ex 2008 19 95;	40		
	— ex 2008 19 99	50				
	— Tourteaux et autres résidus solides, même broyés ou agglomérés sous forme de pellets, de l'extraction de l'huile d'arachide	— 2305 00 00				
	— Farines d'arachides	— ex 1208 90 00	20			
	— Pâtes d'arachides (Denrées alimentaires et aliments pour animaux)	— ex 2007 10 10	80			
		— ex 2007 10 99	50			
		— ex 2007 99 39	07; 08			
6	Éthiopie (ET)	— Poivre du genre <i>Piper</i> ; piments du genre <i>Capsicum</i> ou du genre <i>Pimenta</i> , séchés ou broyés ou pulvérisés	— 0904			
		— Gingembre, safran, curcuma, thym, feuilles de laurier, curry et autres épices (Denrées alimentaires – épices séchées)	— 0910		Aflatoxines	50
		Graines de sésame (Denrées alimentaires)	— 1207 40 90			
		— ex 2008 19 19	40	Salmonella ⁽⁶⁾	50	
		— ex 2008 19 99	40			

7	Ghana (GH)	— Arachides (cacahuètes), en coques	— 1202 41 00		Aflatoxines	50
		— Arachides (cacahuètes), décortiquées	— 1202 42 00			
		— Beurre d'arachide	— 2008 11 10			
		— Arachides (cacahuètes), autrement préparées ou conservées, y compris les mélanges	— 2008 11 91; — 2008 11 96; — 2008 11 98;			
			— ex 2008 19 12;	40		
			— ex 2008 19 13;	40		
			— ex 2008 19 19;	50		
			— ex 2008 19 92;	40		
			— ex 2008 19 93;	40		
			— ex 2008 19 95;	40		
	— ex 2008 19 99	50				
	— Tourteaux et autres résidus solides, même broyés ou agglomérés sous forme de pellets, de l'extraction de l'huile d'arachide	— 2305 00 00				
	— Farines d'arachides	— ex 1208 90 00	20			
	— Pâtes d'arachides (Denrées alimentaires et aliments pour animaux)	— ex 2007 10 10	80			
		— ex 2007 10 99	50			
		— ex 2007 99 39	07; 08			
8	Gambie (GM)	— Arachides (cacahuètes), en coques	— 1202 41 00		Aflatoxines	50
		— Arachides (cacahuètes), décortiquées	— 1202 42 00			
		— Beurre d'arachide	— 2008 11 10			
		— Arachides (cacahuètes), autrement préparées ou conservées, y compris les mélanges	— 2008 11 91; — 2008 11 96; — 2008 11 98;			
			— ex 2008 19 12;	40		
			— ex 2008 19 13;	40		
			— ex 2008 19 19;	50		
			— ex 2008 19 92;	40		
			— ex 2008 19 93;	40		
			— ex 2008 19 95;	40		
	— ex 2008 19 99	50				

		<ul style="list-style-type: none"> — Tourteaux et autres résidus solides, même broyés ou agglomérés sous forme de pellets, de l'extraction de l'huile d'arachide — Farines d'arachides — Pâtes d'arachides (Denrées alimentaires et aliments pour animaux) 	<ul style="list-style-type: none"> — 2305 00 00 — ex 1208 90 00 — ex 2007 10 10 — ex 2007 10 99 — ex 2007 99 39 	<ul style="list-style-type: none"> 20 80 50 07; 08 		
9	Indonésie (ID)	Noix muscades (<i>Myristica fragrans</i>) (Denrées alimentaires – épices séchées)	0908 11 00; 0908 12 00		Aflatoxines	20
10	Inde (IN)	Feuilles de bétel (<i>Piper betle</i> L.) (Denrées alimentaires)	ex 1404 90 00	10	<i>Salmonella</i> (²)	10
		Piments du genre <i>Capsicum</i> (doux et autres) (Denrées alimentaires – séchées, grillées, broyées ou pulvérisées)	0904 21 10; ex 0904 22 00; ex 0904 21 90; ex 2005 99 10; ex 2005 99 80	11; 19 20 10; 90 94	Aflatoxines	20
		Noix muscades (<i>Myristica fragrans</i>) (Denrées alimentaires – épices séchées)	0908 11 00; 0908 12 00		Aflatoxines	20
		<ul style="list-style-type: none"> — Arachides (cacahuètes), en coques — Arachides (cacahuètes), décortiquées — Beurre d'arachide — Arachides (cacahuètes), autrement préparées ou conservées, y compris les mélanges 	<ul style="list-style-type: none"> — 1202 41 00 — 1202 42 00 — 2008 11 10 — 2008 11 91; 2008 11 96; 2008 11 98; — ex 2008 19 12; — ex 2008 19 13; — ex 2008 19 19; — ex 2008 19 92; — ex 2008 19 93; — ex 2008 19 95; 	40 40 50 40 40 40	Aflatoxines	50

		— ex 2008 19 99	50		
	— Tourteaux et autres résidus solides, même broyés ou agglomérés sous forme de pellets, de l'extraction de l'huile d'arachide	— 2305 00 00			
	— Farines d'arachides	— ex 1208 90 00	20		
	— Pâtes d'arachides (Denrées alimentaires et aliments pour animaux)	— ex 2007 10 10 — ex 2007 10 99 — ex 2007 99 39	80 50 07; 08		
	Piments du genre <i>Capsicum</i> (autres que doux) (Denrées alimentaires – fraîches, réfrigérées ou congelées)	ex 0709 60 99; ex 0710 80 59	20 20	Résidus de pesticides ^{(4) (5)}	20
	Graines de sésame (Denrées alimentaires et aliments pour animaux)	— 1207 40 90		<i>Salmonella</i> ⁽⁶⁾	20
		— ex 2008 19 19	40	Résidus de pesticides ⁽¹¹⁾	50
		— ex 2008 19 99	40		
	— Caroubes	— 1212 92 00			
	— Graines de caroubes, non décortiquées, ni concassées, ni moulues	— 1212 99 41			
	— Mucilages et épaississants de caroubes ou de graines de caroubes, même modifiés (Denrées alimentaires et aliments pour animaux)	— 1302 32 10		Résidus de pesticides ⁽¹¹⁾	20
	Gomme de guar (Denrées alimentaires et aliments pour animaux)	ex 1302 32 90	10	Résidus de pesticides ⁽¹¹⁾	20
				Pentachlorophénol et dioxines ⁽⁷⁾	5
	— Poivre du genre <i>Piper</i> ; fruits séchés ou broyés ou pulvérisés du genre <i>Capsicum</i> ou du genre <i>Pimenta</i>	— 0904			

		— Vanille	— 0905			
		— Cannelle et fleurs de cannellier	— 0906			Résidus de pesticides ⁽¹¹⁾ 20
		— Girofles (antofles, clous et griffes)	— 0907			
		— Noix muscades, macis, amomes et cardamomes	— 0908			
		— Graines d'anis, de badiane, de fenouil, de coriandre, de cumin, de carvi; baies de genièvre	— 0909			
		— Gingembre, safran, curcuma, thym, feuilles de laurier, curry et autres épices <i>(Denrées alimentaires)</i>	— 0910			
		— Préparations pour sauces et sauces préparées; condiments et assaisonnements, composés; farine de moutarde et moutarde préparée <i>(Denrées alimentaires)</i>	— 2103			Résidus de pesticides ⁽¹¹⁾ 20
		Carbonate de calcium <i>(Denrées alimentaires et aliments pour animaux)</i>	— ex 2106 90 92/98 — ex 2530 90 00 — ex 2836 50 00			Résidus de pesticides ⁽¹¹⁾ 20
		Compléments alimentaires contenant des substances botaniques <i>(Denrées alimentaires)</i>	— ex 1302 — ex 2106			Résidus de pesticides ⁽¹¹⁾ 20
11	Iran (IR)	— Pistaches, en coques	— 0802 51 00			
		— Pistaches, sans coques	— 0802 52 00			
		— Mélanges de fruits séchés ou de fruits à coque contenant des pistaches	— ex 0813 50 39; ex 0813 50 91; ex 0813 50 99	60 60 60		Aflatoxines 50
		— Pâtes de pistaches	— ex 2007 10 10; ex 2007 10 99; ex 2007 99 39;	60 30 03; 04		

			ex 2007 99 50;	32		
			ex 2007 99 97	22		
		— Pistaches, préparées ou conservées, y compris les mélanges	— ex 2008 19 13;	20		
			ex 2008 19 93;	20		
			ex 2008 97 12;	19		
			ex 2008 97 14;	19		
			ex 2008 97 16;	19		
			ex 2008 97 18;	19		
			ex 2008 97 32;	19		
			ex 2008 97 34;	19		
			ex 2008 97 36;	19		
			ex 2008 97 38;	19		
			ex 2008 97 51;	19		
			ex 2008 97 59;	19		
			ex 2008 97 72;	19		
			ex 2008 97 74;	19		
			ex 2008 97 76;	19		
			ex 2008 97 78;	19		
			ex 2008 97 92;	19		
			ex 2008 97 93;	19		
			ex 2008 97 94;	19		
			ex 2008 97 96;	19		
			ex 2008 97 97;	19		
			ex 2008 97 98	19		
		— Farines, semoules et poudres de pistaches (<i>Dénrées alimentaires</i>)	— ex 1106 30 90	50		
12	Corée du Sud (KR)	Compléments alimentaires contenant des substances botaniques (<i>Dénrées alimentaires</i>)	— ex 1302 — ex 2106		Résidus de pesticides (¹¹)	20
		Nouilles à préparation instantanée (<i>Dénrées alimentaires</i>)	1902 30 10		Résidus de pesticides (¹¹)	20
13	Sri Lanka (LK)	Piments du genre <i>Capsicum</i> (doux et autres) (<i>Dénrées alimentaires – séchées, grillées, broyées ou pulvérisées</i>)	0904 21 10;		Aflatoxines	50
			ex 0904 21 90; ex 0904 22 00; ex 2005 99 10; ex 2005 99 80	20 11; 19 10; 90 94		

14	Malaisie (MY)	<ul style="list-style-type: none"> — Caroubes — Graines de caroubes, non décortiquées, ni concassées, ni moulues — Mucilages et épaississants de caroubes ou de graines de caroubes, même modifiés <i>(Denrées alimentaires et aliments pour animaux)</i> 	<ul style="list-style-type: none"> — 1212 92 00 — 1212 99 41 — 1302 32 10 		Résidus de pesticides ⁽¹⁾	20
15	Nigeria (NG)	Graines de pastèque (égousi, <i>Citrullus</i> spp.) et produits dérivés <i>(Denrées alimentaires)</i>	ex 1207 70 00; ex 1208 90 00; ex 2008 99 99	10 10 50	Aflatoxines	50
16	Pakistan (PK)	Piments du genre <i>Capsicum</i> (autres que doux) <i>(Denrées alimentaires – fraîches, réfrigérées ou congelées)</i>	ex 0709 60 99; ex 0710 80 59	20 20	Résidus de pesticides ⁽⁴⁾	20
17	Soudan (SD)	<ul style="list-style-type: none"> — Arachides (cacahuètes), en coques — Arachides (cacahuètes), décortiquées — Beurre d'arachide — Arachides (cacahuètes), autrement préparées ou conservées, y compris les mélanges — Tourteaux et autres résidus solides, même broyés ou agglomérés sous forme de pellets, de l'extraction de l'huile d'arachide — Farines d'arachides 	<ul style="list-style-type: none"> — 1202 41 00 — 1202 42 00 — 2008 11 10 — 2008 11 91; 2008 11 96; 2008 11 98; — ex 2008 19 12; — ex 2008 19 13; — ex 2008 19 19; — ex 2008 19 92; — ex 2008 19 93; — ex 2008 19 95; — ex 2008 19 99 — 2305 00 00 — ex 1208 90 00 	40 40 50 40 40 40 40 50	Aflatoxines	50

		<p>— Pâtes d'arachides (<i>Denrées alimentaires et aliments pour animaux</i>)</p>	<p>— ex 2007 10 10 — ex 2007 10 99 — ex 2007 99 39</p>	<p>80 50 07; 08</p>			
		<p>Graines de sésame (<i>Denrées alimentaires</i>)</p>	<p>— 1207 40 90 — ex 2008 19 19 — ex 2008 19 99</p>	<p>40 40</p>	<p><i>Salmonella</i>(⁶)</p>	<p>50</p>	
18	Turquie (TR)	<p>— Figs sèches</p> <p>— Mélanges de fruits séchés ou de fruits à coque contenant des figes</p> <p>— Pâtes de figes sèches</p> <p>— Figs sèches, préparées ou conservées, y compris les mélanges</p>	<p>— 0804 20 90 — ex 0813 50 99</p> <p>— ex 2007 10 10; ex 2007 10 99; ex 2007 99 39; ex 2007 99 50; ex 2007 99 97</p> <p>— ex 2008 97 12; ex 2008 97 14; ex 2008 97 16; ex 2008 97 18; ex 2008 97 32; ex 2008 97 34; ex 2008 97 36; ex 2008 97 38; ex 2008 97 51; ex 2008 97 59; ex 2008 97 72; ex 2008 97 74; ex 2008 97 76; ex 2008 97 78; ex 2008 97 92; ex 2008 97 93; ex 2008 97 94; ex 2008 97 96; ex 2008 97 97; ex 2008 97 98; ex 2008 99 28; ex 2008 99 34; ex 2008 99 37;</p>	<p>50 50 01; 02 31 21 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 10 10 10</p>	<p>50 01; 02 31 21 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 10 10 10</p>	<p>Aflatoxines</p>	<p>20</p>

			ex 2008 99 40;	10		
			ex 2008 99 49;	60		
			ex 2008 99 67;	95		
			ex 2008 99 99	60		
		— Farines, semoules et poudres de figues sèches <i>(Denrées alimentaires)</i>	— ex 1106 30 90	60		
		— Pistaches, en coques	— 0802 51 00			
		— Pistaches, sans coques	— 0802 52 00			
		— Mélanges de fruits séchés ou de fruits à coque contenant des pistaches	— ex 0813 50 39;	60		
			ex 0813 50 91;	60		
			ex 0813 50 99	60		
		— Pâtes de pistaches	— ex 2007 10 10;	60		
			ex 2007 10 99;	30		
			ex 2007 99 39;	03; 04		
			ex 2007 99 50;	32		
			ex 2007 99 97	22		
		— Pistaches, préparées ou conservées, y compris les mélanges	— ex 2008 19 13;	20	Aflatoxines	50
			ex 2008 19 93;	20		
			ex 2008 97 12;	19		
			ex 2008 97 14;	19		
			ex 2008 97 16;	19		
			ex 2008 97 18;	19		
			ex 2008 97 32;	19		
			ex 2008 97 34;	19		
			ex 2008 97 36;	19		
			ex 2008 97 38;	19		
			ex 2008 97 51;	19		
			ex 2008 97 59;	19		
			ex 2008 97 72;	19		
			ex 2008 97 74;	19		
			ex 2008 97 76;	19		
			ex 2008 97 78;	19		
			ex 2008 97 92;	19		

			ex 2008 97 93;	19		
			ex 2008 97 94;	19		
			ex 2008 97 96;	19		
			ex 2008 97 97;	19		
			ex 2008 97 98	19		
		— Farines, semoules et poudres de pistaches (Denrées alimentaires)	— ex 1106 30 90	50		
		Feuilles de vigne (Denrées alimentaires)	ex 2008 99 99	11; 19	Résidus de pesticides (⁴) (⁷)	50
		Mandarines (y compris les tangerines et satsumas); clémentines, wilkings et hybrides similaires d'agrumes (Denrées alimentaires – fraîches ou séchées)	— 0805 21; 0805 22; 0805 29		Résidus de pesticides (⁴)	20
		Oranges (Denrées alimentaires – fraîches ou séchées)	0805 10		Résidus de pesticides (⁴)	20
		— Caroubes	— 1212 92 00			
		— Graines de caroubes, non décortiquées, ni concassées, ni moulues	— 1212 99 41			
		— Mucilages et épaississants de caroubes ou de graines de caroubes, même modifiés (Denrées alimentaires et aliments pour animaux)	— 1302 32 10		Résidus de pesticides (¹¹)	20
19	Ouganda (UG)	Graines de sésame (Denrées alimentaires)	— 1207 40 90 — ex 2008 19 19 — ex 2008 19 99	40 40	<i>Salmonella</i> (⁶)	20
20	Viêt Nam (VN)	Pitahayas (fruit du dragon) (Denrées alimentaires – fraîches ou réfrigérées)	ex 0810 90 20	10	Résidus de pesticides (⁴) (⁸)	20
		— Nouilles à préparation instantanée (Denrées alimentaires)	— 1902 30 10		Résidus de pesticides (¹¹)	20

-
- (¹) Lorsque seuls certains produits relevant d'un code NC donné doivent être examinés, ce dernier est précédé de "ex".
- (²) L'échantillonnage et les analyses doivent être réalisés conformément aux procédures d'échantillonnage et aux méthodes d'analyse de référence établies à l'annexe III, point 1 b).
- (³) Le rapport d'analyse prévu à l'article 10, paragraphe 3 doit être délivré par un laboratoire accrédité conformément à la norme EN ISO/IEC 17025 pour l'analyse de la présence de pentachlorophénol (PCP) dans les denrées alimentaires et les aliments pour animaux.

Le rapport d'analyse doit indiquer:

- (⁴) les résultats de l'échantillonnage et de l'analyse de la présence de PCP effectués par les autorités compétentes du pays d'origine ou du pays à partir duquel l'envoi est expédié si celui-ci diffère du pays d'origine;
- (⁵) l'incertitude de mesure du résultat d'analyse;
- (⁶) la limite de détection de la méthode d'analyse; ainsi que
- (⁷) la limite de quantification de la méthode d'analyse.

L'extraction avant analyse doit être réalisée au moyen d'un solvant acidifié. L'analyse doit être menée conformément à la version modifiée de la méthode QuEChERS décrite sur le site web des laboratoires de référence de l'Union européenne pour les résidus de pesticides, ou à une méthode dont la fiabilité est équivalente.

- (⁸) Au moins les résidus des pesticides énumérés dans le programme de contrôle adopté conformément à l'article 29, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil du 23 février 2005 concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale et modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil (JO L 70 du 16.3.2005, p. 1), qui peuvent être analysés à l'aide de méthodes multirésidus fondées sur les couplages CG/SM et CL/SM (pesticides à contrôler uniquement dans/sur les produits d'origine végétale).
- (⁹) Résidus de carbofurane.
- (¹⁰) L'échantillonnage et les analyses doivent être réalisés conformément aux procédures d'échantillonnage et aux méthodes d'analyse de référence établies à l'annexe III, point 1 a).
- (¹¹) Résidus de dithiocarbamates (dithiocarbamates exprimés en CS₂, y compris manèbe, mancozèbe, métirame, propinèbe, thirame et zirame) et de métrafénone.
- (¹²) Résidus de dithiocarbamates (dithiocarbamates exprimés en CS₂, y compris manèbe, mancozèbe, métirame, propinèbe, thirame et zirame), de phenthoate et de quinalphos.
- (¹³) La description des biens correspond à la description qui figure dans la colonne de même intitulé de la NC à l'annexe I du règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun (JO L 256 du 7.9.1987, p. 1).
- (¹⁴) Denrées alimentaires contenant des feuilles de bétel (*Piper betle*) ou consistant en de telles feuilles, notamment, mais sans s'y limiter, celles déclarées sous le code NC 1404 90 00.
- (¹⁵) Résidus d'oxyde d'éthylène (somme de l'oxyde d'éthylène et du 2-chloro-éthanol exprimée en oxyde d'éthylène).
-

2. Denrées alimentaires visées à l'article 1^{er}, paragraphe 1, point b) ii)

Ligne	Denrées alimentaires consistant en deux ingrédients ou plus, contenant un des produits énumérés dans le tableau au point 1 de la présente annexe en raison d'un risque de contamination par les aflatoxines ou plus de 20 % d'une somme de ces produits	
	Code NC ⁽¹⁾	Description ⁽²⁾
1	ex 1704 90	Sucreries sans cacao (y compris le chocolat blanc), autres que les gommes à mâcher (chewing-gum), même enrobées de sucre
2	ex 1806	Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao
3	ex 1905	Produits de la boulangerie, de la pâtisserie ou de la biscuiterie, même additionnés de cacao, hosties, cachets vides des types utilisés pour médicaments, pains à cacheter, pâtes séchées de farine, d'amidon ou de féculé en feuilles et produits similaires

⁽¹⁾ Lorsque seuls certains produits relevant d'un code NC donné doivent être examinés, ce dernier est précédé de "ex".

⁽²⁾ La description des biens correspond à la description qui figure dans la colonne de même intitulé de la NC à l'annexe I du règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun (JO L 256 du 7.9.1987, p. 1).»

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2021/2247 DE LA COMMISSION
du 15 décembre 2021

modifiant le règlement (CE) n° 1484/95 en ce qui concerne la fixation des prix représentatifs dans les secteurs de la viande de volaille et des œufs ainsi que pour l'ovalbumine

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil ⁽¹⁾, et notamment son article 183, point b),

vu le règlement (UE) n° 510/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 déterminant le régime d'échange applicable à certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles et abrogeant les règlements (CE) n° 1216/2009 et (CE) n° 614/2009 du Conseil ⁽²⁾, et notamment son article 5, paragraphe 6, point a),

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement (CE) n° 1484/95 de la Commission ⁽³⁾ a fixé les modalités d'application du régime relatif à l'application des droits additionnels à l'importation et a fixé les prix représentatifs dans les secteurs de la viande de volaille et des œufs ainsi que pour l'ovalbumine.
- (2) Il résulte du contrôle régulier des données, sur lesquelles est basée la détermination des prix représentatifs pour les produits des secteurs de la viande de volaille et des œufs ainsi que pour l'ovalbumine, qu'il s'impose de modifier les prix représentatifs pour les importations de certains produits en tenant compte de variations des prix selon l'origine.
- (3) Il y a lieu de modifier le règlement (CE) n° 1484/95 en conséquence.
- (4) En raison de la nécessité d'assurer que cette mesure s'applique le plus rapidement possible après la mise à disposition des données actualisées, il convient que le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

L'annexe I du règlement (CE) n° 1484/95 est remplacée par le texte figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

⁽¹⁾ JO L 347 du 20.12.2013, p. 671.

⁽²⁾ JO L 150 du 20.5.2014, p. 1.

⁽³⁾ Règlement (CE) n° 1484/95 de la Commission du 28 juin 1995 portant modalités d'application du régime relatif à l'application des droits additionnels à l'importation et fixant des prix représentatifs, dans les secteurs de la viande de volaille et des œufs ainsi que pour l'ovalbumine, et abrogeant le règlement n° 163/67/CEE (JO L 145 du 29.6.1995, p. 47).

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 15 décembre 2021.

*Par la Commission,
au nom de la présidente,
Wolfgang BURTSCHER
Directeur général
Direction générale de l'agriculture et du développement rural*

ANNEXE

«ANNEXE I

Code NC	Désignation des marchandises	Prix représentatif (en EUR/100 kg)	Garantie visée à l'article 3 (en EUR/100 kg)	Origine ⁽¹⁾
0207 14 10	Morceaux désossés de volailles de l'espèce <i>Gallus domesticus</i> , congelés	207,3	28	BR

⁽¹⁾ Nomenclature des pays fixée par le règlement (UE) n° 1106/2012 de la Commission du 27 novembre 2012 portant application du règlement (CE) n° 471/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant les statistiques communautaires relatives au commerce extérieur avec les pays tiers, en ce qui concerne la mise à jour de la nomenclature des pays et territoires (JO L 328 du 28.11.2012, p. 7)..»

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2021/2248 DE LA COMMISSION**du 16 décembre 2021****précisant les détails de l'interface électronique entre les systèmes douaniers nationaux et le système d'information et de communication pour la surveillance du marché, et les données à transmettre au moyen de cette interface****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2019/1020 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 sur la surveillance du marché et la conformité des produits, et modifiant la directive 2004/42/CE et les règlements (CE) n° 765/2008 et (UE) n° 305/2011 ⁽¹⁾, et notamment son article 34, paragraphe 8,

considérant ce qui suit:

- (1) L'article 34, paragraphe 7, du règlement (UE) 2019/1020 prévoit que la Commission doit développer une interface électronique (ci-après l'«interface») pour permettre la transmission de données entre les systèmes douaniers nationaux et le système d'information et de communication visé à l'article 34, paragraphe 1, dudit règlement. Ce système d'information et de communication est appelé système d'information et de communication pour la surveillance du marché (ci-après l'«ICSMS»). L'interface est conçue pour faciliter la communication entre les autorités douanières et les autorités de surveillance du marché aux fins du contrôle des produits entrant dans l'Union, conformément aux articles 25 à 28 du règlement (UE) 2019/1020. Son utilisation est vouée à rester volontaire en vertu de l'article 26, paragraphe 4, dudit règlement.
- (2) Afin de faciliter la préparation des systèmes électroniques et l'échange cohérent d'informations, il convient de définir les ensembles de données types à transmettre, dans les formes et selon les modalités prescrites, au moyen de l'interface. Ces ensembles de données devraient refléter les exigences établies dans le règlement (UE) 2019/1020 en ce qui concerne les contrôles des produits entrant sur le marché de l'Union. Ils devraient néanmoins être suffisamment souples pour permettre aux États membres de gérer toutes les situations pertinentes, en utilisant les données ou les champs de données appropriés à chaque cas.
- (3) Pour limiter la charge administrative pesant sur les autorités douanières, il convient que les données transmises des systèmes douaniers nationaux à l'ICSMS soient, dans la mesure du possible, facilement accessibles à partir de ces systèmes. Néanmoins, la vérification de la conformité d'un produit par les autorités de surveillance du marché nécessite l'introduction de données supplémentaires dans les systèmes douaniers nationaux.
- (4) Il convient que les États membres qui utilisent l'interface soient soumis à des exigences procédurales spécifiques visant à garantir le bon fonctionnement des systèmes électroniques.
- (5) Lorsque l'application du présent règlement implique le traitement de données à caractère personnel, celui-ci devrait être effectué dans le respect du droit de l'Union relatif à la protection des données à caractère personnel, en particulier les règlements (UE) 2016/679 ⁽²⁾ et (UE) 2018/1725 ⁽³⁾ du Parlement européen et du Conseil. Il convient que le présent règlement fixe certaines spécifications concernant le traitement des données à caractère personnel. Ces spécifications devraient à l'avenir être conformes à celles définies dans le cadre du système de guichet unique de

⁽¹⁾ JO L 169 du 25.6.2019, p. 1.

⁽²⁾ Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) (JO L 119 du 4.5.2016, p. 1).

⁽³⁾ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).

l'Union pour les douanes, qui a fait l'objet d'une proposition présentée par la Commission le 28 octobre 2020 ⁽⁴⁾. Les dispositions du présent règlement relatives à la protection des données à caractère personnel pourraient donc être réexaminées à la lumière du futur cadre législatif régissant le système de guichet unique de l'Union pour les douanes.

- (6) Les données transmises au moyen de l'interface devraient être confidentielles et ne devraient pas rester dans l'interface plus longtemps que nécessaire pour leur transmission.
- (7) Conformément à l'article 34, paragraphe 7, du règlement (UE) 2019/1020, l'interface devrait être mise en place dans un délai de quatre ans à compter de la date d'adoption du présent règlement. La mise en place de systèmes électroniques constitue une tâche technique complexe qui nécessite que les États membres et la Commission investissent à la fois des ressources financières et du temps. Le processus de développement de l'interface devrait durer quatre ans. La date d'application du présent règlement devrait donc être repoussée jusqu'à ce que l'interface soit disponible.
- (8) Le Contrôleur européen de la protection des données a été consulté conformément à l'article 42, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1725 et a rendu un avis le 22 octobre 2021.
- (9) Les mesures prévues par le présent règlement sont conformes à l'avis du comité institué par l'article 43 du règlement (UE) 2019/1020,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Définitions

Aux fins du présent règlement, on entend par:

- a) «système d'information et de communication pour la surveillance du marché» ou «ICSMS»: le système d'information et de communication sur la surveillance du marché prévu à l'article 34, paragraphe 1, du règlement (UE) 2019/1020;
- b) «interface»: l'interface électronique devant être développée par la Commission en application de l'article 34, paragraphe 7, du règlement (UE) 2019/1020.

Article 2

Données à transmettre

1. Aux fins de la notification aux autorités de surveillance du marché de la suspension de la mise en libre pratique d'un produit conformément à l'article 26, paragraphe 2, du règlement (UE) 2019/1020, les données à transmettre comprennent:

- a) les données pertinentes disponibles dans les systèmes douaniers nationaux, y compris les données provenant de la déclaration en douane, telles qu'énumérées à l'annexe I, section 1, du présent règlement;
- b) les données supplémentaires à introduire dans les systèmes douaniers nationaux, telles qu'énumérées à l'annexe I, section 2, du présent règlement.

2. Lorsque les autorités de surveillance du marché demandent aux autorités douanières de maintenir la suspension de la mise en libre pratique du produit, qu'elles informent les autorités douanières de leur approbation de la mise en libre pratique du produit ou qu'elles invitent les autorités douanières à ne pas mettre le produit en libre pratique, conformément aux articles 27 et 28 du règlement (UE) 2019/1020, les données à transmettre comprennent:

- a) la décision des autorités de surveillance du marché quant à l'approbation ou au refus de la mise en libre pratique du produit, ou leur demande de maintien de la suspension, conformément à l'annexe II du présent règlement;

⁽⁴⁾ Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant l'environnement de guichet unique de l'Union européenne pour les douanes et modifiant le règlement (UE) n° 952/2013, COM(2020) 673 final.

- b) la suite donnée aux communications visées au point a) du présent paragraphe, tant par les autorités douanières que par les autorités de surveillance du marché, conformément à l'annexe III du présent règlement.
3. Dans le cadre d'une demande des autorités de surveillance du marché visant à suspendre la mise en libre pratique d'un produit conformément à l'article 26, paragraphe 3, du règlement (UE) 2019/1020, et de la réponse des autorités douanières, les données spécifiées à l'annexe IV du présent règlement sont transmises.

Article 3

Procédure

1. Lorsqu'un État membre utilise l'interface, les autorités douanières connectent les systèmes douaniers nationaux à cette interface, testent la connexion et veillent à ce que ces systèmes restent interopérables avec l'interface.
2. Lorsque les notifications et demandes visées à l'article 26, paragraphes 2 et 3, du règlement (UE) 2019/1020 sont faites au moyen de l'ICSMS et de l'interface en vertu de l'article 26, paragraphe 4, dudit règlement, les dispositions suivantes s'appliquent:
 - a) les autorités douanières introduisent les données à transmettre dans leurs systèmes douaniers nationaux, lorsque ces données n'y sont pas déjà présentes, et autorisent la transmission de ces données à l'ICSMS via l'interface;
 - b) les autorités de surveillance du marché introduisent les données à transmettre dans l'ICSMS et autorisent la transmission de ces données via l'interface vers les systèmes douaniers nationaux des autorités douanières concernées;
 - c) une fois que la transmission des données visées aux points a) et b) du présent paragraphe a été autorisée, l'interface transmet ces données à l'autre système;
 - d) toutes les transmissions ultérieures de données relatives aux notifications et aux demandes se font au moyen de l'interface.
3. Si les autorités de surveillance du marché ne répondent pas à la notification dans les délais fixés à l'article 27, point a), du règlement (UE) 2019/1020, l'ICSMS envoie aux systèmes douaniers nationaux, via l'interface, un message automatique indiquant que le produit pourra être mis en libre pratique lorsque toutes les autres exigences et formalités y afférentes auront été remplies.

Article 4

Traitement des données à caractère personnel

1. Les données à caractère personnel ne peuvent être traitées dans l'interface que pour les finalités suivantes:
 - a) permettre l'échange d'informations entre les systèmes douaniers nationaux et l'ICSMS pour le contrôle des produits entrant sur le marché de l'Union conformément aux articles 25 à 28 du règlement (UE) 2019/1020;
 - b) effectuer la conversion des données, si nécessaire, pour garantir l'alignement de la terminologie douanière et non douanière et permettre ainsi l'échange d'informations visé au point a).
2. L'interface ne peut traiter des données à caractère personnel que pour les catégories suivantes de personnes concernées:
 - a) les personnes physiques dont les informations à caractère personnel figurent dans la déclaration en douane;
 - b) les personnes physiques dont les informations à caractère personnel figurent dans les pièces justificatives ou sur toute autre preuve documentaire supplémentaire nécessaire pour vérifier que les produits faisant l'objet de la déclaration en douane sont conformes à la législation de l'Union;
 - c) le personnel autorisé des autorités douanières et des autorités de surveillance du marché ou de toute autre autorité compétente ou organisme habilité dont les informations à caractère personnel figurent dans les documents visés aux points a) et b);

- d) le personnel de la Commission et les prestataires tiers qui agissent pour le compte de la Commission et effectuent des activités liées à l'exploitation et à la maintenance de l'interface.
3. L'interface ne peut traiter que les catégories suivantes de données à caractère personnel:
- a) le nom et les coordonnées (y compris l'adresse, le code du pays, l'adresse électronique, le numéro de téléphone) ou le numéro d'identification des personnes physiques visées au paragraphe 2, points a) et b);
- b) le nom, les coordonnées (y compris l'adresse, le code du pays, l'adresse électronique, le numéro de téléphone) et la signature des membres du personnel autorisé visé au paragraphe 2, points c) et d).
4. La conversion des données à caractère personnel visée au paragraphe 1, point b), est réalisée à l'aide d'une infrastructure informatique située dans l'Union.

Article 5

Responsabilité conjointe de l'interface

1. En ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel dans l'interface, la Commission est un responsable conjoint du traitement au sens de l'article 28, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1725, et les autorités douanières et les autorités de surveillance du marché sont des responsables conjoints du traitement au sens de l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2016/679.
2. La Commission conclut un accord de responsabilité conjointe avec les autres responsables conjoints du traitement, afin de définir les responsabilités respectives des responsables conjoints du traitement et de respecter les obligations découlant des règlements (UE) 2016/679 et (UE) 2018/1725.
3. Les responsables conjoints du traitement veillent à:
- a) collaborer pour traiter en temps utile les demandes introduites par la personne concernée;
- b) se prêter mutuellement assistance en ce qui concerne l'identification et le traitement de toute violation de données liée au traitement conjoint;
- c) échanger les informations pertinentes nécessaires pour informer les personnes concernées conformément à la section 2 du règlement (UE) 2016/679 et à la section 2 du règlement (UE) 2018/1725;
- d) garantir et protéger la sécurité, l'intégrité, la disponibilité et la confidentialité des données à caractère personnel traitées conjointement conformément à l'article 32 du règlement (UE) 2016/679 et à l'article 33 du règlement (UE) 2018/1725.

Article 6

Confidentialité des données

Les données transmises au moyen de l'interface conformément au présent règlement ne restent pas dans l'interface plus longtemps que nécessaire pour leur transmission et sont conservées de manière confidentielle par la Commission durant la transmission. Ces données ne sont utilisées qu'aux fins de la mise en œuvre du règlement (UE) 2019/1020.

Article 7

Entrée en vigueur et application

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Il est applicable à partir du 16 décembre 2025.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 16 décembre 2021.

Par la Commission
La présidente
Ursula VON DER LEYEN

ANNEXE I

Données visées à l'article 2, paragraphe 1

Les données visées à l'article 2, paragraphe 1, comprennent les groupes et éléments énumérés aux sections 1 et 2.

1. Données des systèmes douaniers nationaux, y compris les données provenant de la déclaration en douane lorsqu'elles sont disponibles*Informations sur les marchandises*

- a) Code de classification douanière, y compris le code de la sous-position du système harmonisé, le code de la nomenclature combinée établie par le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil ⁽¹⁾ et le code TARIC
- b) Description des marchandises
- c) Poids des marchandises
- d) Quantité des marchandises
- e) Pièces justificatives pertinentes

Informations concernant les opérateurs économiques

- f) Exportateur
- g) Vendeur
- h) Importateur
- i) Acheteur
- j) Déclarant

Origine et destination des marchandises

- k) Pays de destination
- l) Pays d'origine
- m) Pays d'expédition
- n) Pays d'exportation
- o) Mode de transport à la frontière

Informations administratives

- p) Numéro de référence maître de la déclaration en douane
- q) Numéro d'article de marchandise
- r) Date d'acceptation de la déclaration
- s) Indication des déclarations contenant un ensemble de données réduit
- t) Bureau de douane responsable, y compris le bureau de douane de présentation et le bureau de douane de contrôle, le cas échéant
- u) Données relatives au processus douanier

Lorsque les données énumérées dans la présente section prennent la forme de codes numériques ou alphanumériques communément utilisés par les autorités douanières, l'interface est paramétrée de manière à pouvoir extraire des systèmes douaniers et transmettre à l'ICSMS les informations textuelles pertinentes auxquelles renvoient ces codes.

⁽¹⁾ Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun (JO L 256 du 7.9.1987, p. 1).

2. Données supplémentaires devant être introduites dans les systèmes douaniers nationaux

- a) Motifs de la suspension, conformément à l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2019/1020 (obligatoire dans tous les cas)
- b) Informations sur le produit, par exemple le nom, la marque ou marque enregistrée, le modèle, le numéro EAN, le numéro de série (le cas échéant)
- c) Acte(s) juridique(s) de l'Union concerné(s) par la non-conformité supposée (obligatoire dans tous les cas)
- d) Principale catégorie de produits concernée, conformément à l'article 1^{er}, paragraphe 1, point c) viii), du règlement d'exécution (UE) 2021/1121 de la Commission ⁽²⁾ (obligatoire dans tous les cas)
- e) Informations visées à l'article 4, paragraphe 4, du règlement (UE) 2019/1020 concernant l'opérateur économique (obligatoire si cette exigence est applicable et si les données sont disponibles)
- f) Photos du produit et, le cas échéant, de son emballage, où figurent par exemple les informations sur le produit, le marquage de conformité, l'étiquette ou les éléments suspects (si disponibles)
- g) Autres documents pertinents, par exemple les factures, la déclaration de conformité, les rapports d'essais (si disponibles)
- h) Autorité(s) de surveillance du marché à notifier, choisie(s) dans la liste des autorités de surveillance du marché désignées par les États membres et figurant dans l'ICSMS, conformément à l'article 10, paragraphe 2, du règlement (UE) 2019/1020 (obligatoire dans tous les cas)

⁽²⁾ Règlement d'exécution (UE) 2021/1121 de la Commission du 8 juillet 2021 précisant les données statistiques à fournir par les États membres en ce qui concerne les contrôles des produits entrant sur le marché de l'Union eu égard à la sécurité et la conformité des produits (JO L 243 du 9.7.2021, p. 37).

ANNEXE II

Données visées à l'article 2, paragraphe 2, point a)

Les données visées à l'article 2, paragraphe 2, point a), comprennent les éléments suivants:

- a) l'indication du fait que l'autorité de surveillance du marché:
 - 1) approuve la mise en libre pratique du produit. Les autorités de surveillance du marché indiquent le ou les actes juridiques de l'Union en vertu desquels leur évaluation a été effectuée, ainsi que la principale catégorie de produits concernée conformément à l'annexe I, section 2, point d);
 - 2) demande le maintien de la suspension de la mise en libre pratique afin de permettre aux autorités de surveillance du marché ou aux autorités douanières de mener des actions spécifiques. Les autorités de surveillance du marché indiquent le ou les actes juridiques de l'Union en vertu desquels leur évaluation est effectuée, ainsi que la principale catégorie de produits concernée conformément à l'annexe I, section 2, point d); ou
 - 3) exige des autorités douanières qu'elles ne mettent pas le produit en libre pratique car il présente un risque grave ou n'est pas conforme à la législation applicable de l'Union. Les autorités de surveillance du marché indiquent les raisons pour lesquelles le produit n'est pas conforme ou présente un risque grave, le ou les actes juridiques de l'Union enfreints, ainsi que la principale catégorie de produits concernée, conformément à l'annexe I, section 2, point d). Les autorités de surveillance du marché peuvent préciser si elles s'opposent à ce que le produit soit ultérieurement déclaré sous un régime douanier distinct de la mise en libre pratique. Elles peuvent également indiquer si et pourquoi elles estiment que le produit devrait être détruit ou rendu inutilisable par d'autres moyens en vertu de l'article 28, paragraphe 4, du règlement (UE) 2019/1020;
- b) des informations administratives, y compris le numéro de référence maître de la déclaration en douane, le numéro d'article de marchandise, le numéro d'enregistrement ICSMS et les coordonnées fonctionnelles de l'autorité de surveillance du marché compétente.

ANNEXE III

Données visées à l'article 2, paragraphe 2, point b)

Les données visées à l'article 2, paragraphe 2, point b), comprennent les éléments suivants:

- a) lorsque la suspension de la mise en libre pratique a été maintenue pour permettre aux autorités douanières de mener des actions spécifiques:
 - le résultat de ces actions;
 - b) lorsque la suspension de la mise en libre pratique a été maintenue pour permettre aux autorités de surveillance du marché de mener des actions spécifiques:
 - les champs de données énumérés à l'annexe II;
 - c) lorsque les autorités de surveillance du marché ont demandé aux autorités douanières de ne pas mettre le produit en libre pratique:
 - les informations fournies par les autorités douanières concernant la situation du produit à l'issue du refus de mise en libre pratique, y compris si le produit a été détruit ou rendu inutilisable par d'autres moyens, s'il a été placé sous un régime douanier autre que la mise en libre pratique, ou s'il a été réexporté; ou
 - si l'opérateur économique introduit un recours contre le refus de mise en libre pratique du produit: des informations sur ce recours et, si nécessaire, une demande de réexamen par les autorités de surveillance du marché.
-

ANNEXE IV

Données visées à l'article 2, paragraphe 3

Les données visées à l'article 2, paragraphe 3, comprennent les éléments suivants:

- a) les demandes des autorités de surveillance du marché de suspendre la mise en libre pratique d'un produit, précisant l'autorité compétente, le numéro de référence maître de la déclaration en douane, la description du produit et les motifs de la demande;
 - b) les réponses des autorités douanières, précisant l'autorité compétente et indiquant si le produit a été identifié et sa mise en libre pratique suspendue.
-

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2021/2249 DE LA COMMISSION**du 16 décembre 2021****modifiant l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 établissant des mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale («législation sur la santé animale») ⁽¹⁾, et notamment son article 71, paragraphe 3,

considérant ce qui suit:

- (1) La peste porcine africaine est une maladie virale infectieuse qui touche les porcins détenus et les porcins sauvages et peut avoir une incidence grave sur la population animale concernée et la rentabilité des élevages, perturbant ainsi les mouvements d'envois de ces animaux et des produits qui en sont issus au sein de l'Union et les exportations vers les pays tiers.
- (2) Le règlement d'exécution (UE) 2021/605 de la Commission ⁽²⁾ a été adopté en vertu du règlement (UE) 2016/429; il établit des mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine à appliquer pendant une période limitée par les États membres mentionnés à son annexe I (ci-après les «États membres concernés»), dans les zones réglementées I, II et III répertoriées à cette annexe.
- (3) Les zones répertoriées en tant que zones réglementées I, II et III à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 ont été établies sur la base de la situation épidémiologique dans l'Union en ce qui concerne la peste porcine africaine. L'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 a été modifiée en dernier lieu par le règlement d'exécution (UE) 2021/2110 de la Commission ⁽³⁾, à la suite d'évolutions de la situation épidémiologique relative à cette maladie en Allemagne et en Pologne.
- (4) Les modifications des zones réglementées I, II et III répertoriées à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 devraient être fondées sur la situation épidémiologique relative à la peste porcine africaine dans les zones touchées par cette maladie et sur la situation épidémiologique globale relative à la peste porcine africaine dans l'État membre concerné, sur le niveau de risque de propagation de cette maladie, sur des principes et critères scientifiquement fondés utilisés pour la définition géographique de la régionalisation consécutive à la présence de peste porcine africaine et sur les lignes directrices de l'Union convenues avec les États membres au sein du comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux et accessibles au public sur le site web de la Commission ⁽⁴⁾. Ces modifications devraient également tenir compte des normes internationales, telles que le *Code sanitaire pour les animaux terrestres* ⁽⁵⁾ de l'Organisation mondiale de la santé animale, et des justifications relatives à la régionalisation fournies par les autorités compétentes des États membres concernés.

⁽¹⁾ JO L 84 du 31.3.2016, p. 1.

⁽²⁾ Règlement d'exécution (UE) 2021/605 de la Commission du 7 avril 2021 établissant des mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine (JO L 129 du 15.4.2021, p. 1).

⁽³⁾ Règlement d'exécution (UE) 2021/2110 de la Commission du 30 novembre 2021 modifiant l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 établissant des mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine (JO L 429 du 1.12.2021, p. 108).

⁽⁴⁾ Document de travail SANTE/7112/2015/Rev. 3 «Principles and criteria for geographically defining ASF regionalisation» (Principes et critères utilisés pour la définition géographique de la régionalisation due à la présence de peste porcine africaine), https://ec.europa.eu/food/animals/animal-diseases/control-measures/asf_fr

⁽⁵⁾ *Code sanitaire pour les animaux terrestres de l'OIE*, 28^e édition, 2019. ISBN du volume I: 978-92-95108-85-1; ISBN du volume II: 978-92-95108-86-8. <https://www.oie.int/fr/normes/code-terrestre/>

- (5) Depuis l'adoption du règlement d'exécution (UE) 2021/2110, de nouveaux foyers de peste porcine africaine sont apparus chez des porcins détenus et des porcins sauvages en Pologne et en Slovaquie, de même que de nouveaux foyers chez des porcins sauvages en Allemagne et en Lettonie. Par ailleurs, la situation épidémiologique dans certaines zones répertoriées comme zones réglementées III en Lettonie, en Pologne et en Slovaquie s'est améliorée en ce qui concerne les porcins détenus, grâce aux mesures de lutte contre la maladie appliquées par ces États membres conformément à la législation de l'Union.
- (6) En novembre 2021, un foyer de peste porcine africaine a été observé chez des porcins détenus dans la région de Świętokrzyskie, en Pologne, dans une zone actuellement répertoriée en tant que zone réglementée I à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605. Ce nouveau foyer de peste porcine africaine chez des porcins détenus entraîne une augmentation du niveau de risque, dont il convient de tenir compte dans cette annexe. En conséquence, la zone de Pologne actuellement répertoriée en tant que zone réglementée I dans ladite annexe et touchée par ce récent foyer de peste porcine africaine devrait désormais être répertoriée en tant que zone réglementée III dans ladite annexe, plutôt qu'en tant que zone réglementée I, et les limites actuelles de la zone réglementée I devraient également être redéfinies pour tenir compte de ce foyer récent.
- (7) De même, en décembre 2021, un foyer de peste porcine africaine a été observé chez un porc sauvage dans la région de Zachodniopomorskie, en Pologne, dans une zone actuellement répertoriée en tant que zone réglementée I à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605. Ce nouveau foyer de peste porcine africaine chez un porc sauvage entraîne une augmentation du niveau de risque, dont il convient de tenir compte dans cette annexe. En conséquence, la zone de Pologne actuellement répertoriée en tant que zone réglementée I dans ladite annexe et touchée par ce récent foyer de peste porcine africaine devrait désormais être répertoriée en tant que zone réglementée II dans ladite annexe, plutôt qu'en tant que zone réglementée I, et les limites actuelles de la zone réglementée I devraient également être redéfinies pour tenir compte de ce foyer récent.
- (8) En outre, en décembre 2021, plusieurs foyers de peste porcine africaine ont été observés chez des porcins sauvages dans la région de Mazowieckie, en Pologne, dans une zone actuellement répertoriée en tant que zone réglementée I à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605. Ces nouveaux foyers de peste porcine africaine chez des porcins sauvages entraînent une augmentation du niveau de risque, dont il convient de tenir compte dans cette annexe. En conséquence, la zone de Pologne actuellement répertoriée en tant que zone réglementée I à ladite annexe et touchée par ces récents foyers de peste porcine africaine devrait désormais être répertoriée en tant que zone réglementée II à ladite annexe, plutôt qu'en tant que zone réglementée I, et les limites actuelles de la zone réglementée I devraient également être redéfinies pour tenir compte de ces foyers récents.
- (9) De surcroît, en novembre et décembre 2021, plusieurs foyers de peste porcine africaine ont été observés chez des porcins sauvages dans les régions de Podkarpackie et Dolnośląskie, en Pologne, dans des zones actuellement répertoriées en tant que zones réglementées II à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 et situées à proximité immédiate de zones actuellement répertoriées en tant que zones réglementées I. Ces nouveaux foyers de peste porcine africaine chez des porcins sauvages entraînent une augmentation du niveau de risque, dont il convient de tenir compte dans cette annexe. En conséquence, les zones de Pologne actuellement répertoriées en tant que zones réglementées I dans ladite annexe et situées à proximité immédiate des zones répertoriées en tant que zones réglementées II qui sont touchées par ces récents foyers de peste porcine africaine devraient désormais être répertoriées en tant que zones réglementées II dans ladite annexe, plutôt qu'en tant que zones réglementées I.
- (10) De plus, en novembre et décembre 2021, plusieurs foyers de peste porcine africaine ont été observés chez des porcins sauvages dans les régions de Podkarpackie et Wielkopolskie, en Pologne, dans des zones actuellement répertoriées en tant que zones réglementées III à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 et situées à proximité immédiate de zones actuellement répertoriées en tant que zones réglementées I. Ces nouveaux foyers de peste porcine africaine chez des porcins sauvages entraînent une augmentation du niveau de risque, dont il convient de tenir compte dans cette annexe. En conséquence, les zones de Pologne actuellement répertoriées en tant que zones réglementées I dans ladite annexe et situées à proximité immédiate des zones répertoriées en tant que zones réglementées III qui sont touchées par ces récents foyers de peste porcine africaine devraient désormais être répertoriées en tant que zones réglementées II dans ladite annexe, plutôt qu'en tant que zones réglementées I.

- (11) En outre, en novembre 2021, un foyer de peste porcine africaine a été observé chez un porc sauvage dans le district de Humenné, en Slovaquie, dans une zone actuellement répertoriée en tant que zone réglementée II à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 et située à proximité immédiate d'une zone actuellement répertoriée en tant que zone réglementée I. Ce nouveau foyer de peste porcine africaine chez un porc sauvage entraîne une augmentation du niveau de risque, dont il convient de tenir compte dans cette annexe. En conséquence, la zone de Slovaquie actuellement répertoriée en tant que zone réglementée I dans ladite annexe et située à proximité immédiate de la zone répertoriée en tant que zone réglementée II qui est touchée par ce récent foyer de peste porcine africaine devrait désormais être répertoriée en tant que zone réglementée II dans ladite annexe, plutôt qu'en tant que zone réglementée I.
- (12) De même, en décembre 2021, un foyer de peste porcine africaine a été observé chez des porcins détenus dans le district de Nove Zamky, en Slovaquie, dans une zone actuellement non répertoriée en tant que zone réglementée à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605. Ce nouveau foyer de peste porcine africaine chez des porcins détenus entraîne une augmentation du niveau de risque, dont il convient de tenir compte dans cette annexe. En conséquence, cette zone de Slovaquie actuellement non répertoriée en tant que zone réglementée dans ladite annexe et touchée par ce récent foyer de peste porcine africaine devrait désormais être répertoriée en tant que zone réglementée III dans ladite annexe, et une nouvelle zone réglementée I devrait également être définie pour tenir compte de ce foyer récent.
- (13) De plus, en décembre 2021, un foyer de peste porcine africaine a été observé chez des porcins détenus dans le district de Rimavská Sobota, en Slovaquie, dans une zone actuellement répertoriée en tant que zone réglementée II à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605. Ce nouveau foyer de peste porcine africaine chez des porcins détenus entraîne une augmentation du niveau de risque, dont il convient de tenir compte dans cette annexe. En conséquence, cette zone de Slovaquie actuellement répertoriée en tant que zone réglementée II dans ladite annexe et touchée par ce récent foyer de peste porcine africaine devrait désormais être répertoriée en tant que zone réglementée III dans ladite annexe, plutôt qu'en tant que zone réglementée II, et les limites actuelles de la zone réglementée II devraient également être redéfinies pour tenir compte de ce foyer récent.
- (14) De surcroît, en décembre 2021, un foyer de peste porcine africaine a été observé chez un porc sauvage dans le comté de Dienvidkurzemes, en Lettonie, dans une zone actuellement répertoriée en tant que zone réglementée I à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605. Ce nouveau foyer de peste porcine africaine chez un porc sauvage entraîne une augmentation du niveau de risque, dont il convient de tenir compte dans cette annexe. En conséquence, la zone de Lettonie actuellement répertoriée en tant que zone réglementée I dans ladite annexe et touchée par ce récent foyer de peste porcine africaine devrait désormais être répertoriée en tant que zone réglementée II dans ladite annexe, plutôt qu'en tant que zone réglementée I, et les limites actuelles de la zone réglementée I devraient également être redéfinies pour tenir compte de ce foyer récent.
- (15) Enfin, en décembre 2021, un foyer de peste porcine africaine a été observé chez un porc sauvage dans le Land de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, en Allemagne, dans une zone actuellement répertoriée en tant que zone réglementée II à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 et située à proximité immédiate d'une zone actuellement répertoriée en tant que zone réglementée I. Ce nouveau foyer de peste porcine africaine chez un porc sauvage entraîne une augmentation du niveau de risque, dont il convient de tenir compte dans cette annexe. En conséquence, la zone d'Allemagne actuellement répertoriée en tant que zone réglementée I dans ladite annexe et située à proximité immédiate de la zone répertoriée en tant que zone réglementée II qui est touchée par ce récent foyer de peste porcine africaine devrait désormais être répertoriée en tant que zone réglementée II dans ladite annexe, plutôt qu'en tant que zone réglementée I.
- (16) À la suite de l'apparition récente de ces foyers de peste porcine africaine chez des porcins détenus et des porcins sauvages en Pologne et en Slovaquie ainsi que chez des porcins sauvages en Allemagne et en Lettonie, et compte tenu de l'actuelle situation épidémiologique de l'Union en ce qui concerne la peste porcine africaine, la régionalisation dans ces États membres a été réexaminée et mise à jour. Par ailleurs, les mesures de gestion des risques mises en place ont également été réexaminées et actualisées. Il convient d'incorporer ces modifications à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605.

- (17) En outre, compte tenu de l'efficacité des mesures de lutte contre la peste porcine africaine chez les porcins détenus dans la zone réglementée III répertoriée à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 qui sont appliquées en Lettonie conformément au règlement délégué (UE) 2020/687 de la Commission, et notamment celles prévues aux articles 22, 25 et 40 dudit règlement, et en conformité avec les mesures d'atténuation des risques définies dans le code de l'OIE pour la peste porcine africaine, certaines zones du comté de Ludzas, en Lettonie, actuellement répertoriées en tant que zones réglementées III à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 devraient désormais être répertoriées en tant que zones réglementées II dans ladite annexe, en raison de l'absence de foyers de peste porcine africaine chez les porcins détenus dans ces zones réglementées III au cours des trois derniers mois. Les zones réglementées III devraient désormais être répertoriées en tant que zones réglementées II, compte tenu de la situation épidémiologique actuelle en ce qui concerne la peste porcine africaine.
- (18) De surcroît, compte tenu de l'efficacité des mesures de lutte contre la peste porcine africaine chez les porcins détenus dans la zone réglementée III répertoriée à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 qui sont appliquées en Slovaquie conformément au règlement délégué (UE) 2020/687 de la Commission, et notamment celles prévues aux articles 22, 25 et 40 dudit règlement, et en conformité avec les mesures d'atténuation des risques définies dans le code de l'OIE pour la peste porcine africaine, certaines zones des districts de Brezno et Veľký Krtíš, en Slovaquie, actuellement répertoriées en tant que zones réglementées III à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 devraient désormais être répertoriées en tant que zones réglementées II dans ladite annexe, en raison de l'absence de foyers de peste porcine africaine chez les porcins détenus dans ces zones réglementées III au cours des trois derniers mois. Les zones réglementées III devraient désormais être répertoriées en tant que zones réglementées II, compte tenu de la situation épidémiologique actuelle en ce qui concerne la peste porcine africaine.
- (19) De plus, compte tenu de l'efficacité des mesures de lutte contre la peste porcine africaine chez les porcins détenus dans la zone réglementée III répertoriée à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 qui sont appliquées en Pologne conformément au règlement délégué (UE) 2020/687 de la Commission, et notamment celles prévues aux articles 22, 25 et 40 dudit règlement, et en conformité avec les mesures d'atténuation des risques définies dans le code de l'OIE pour la peste porcine africaine, certaines zones des régions de Lubuskie et Wielkopolskie, en Pologne, actuellement répertoriées en tant que zones réglementées III à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 devraient désormais être répertoriées en tant que zones réglementées II dans ladite annexe, en raison de l'absence de foyers de peste porcine africaine chez les porcins détenus dans ces zones réglementées III au cours des douze derniers mois. Les zones réglementées III devraient désormais être répertoriées en tant que zones réglementées II, compte tenu de la situation épidémiologique actuelle en ce qui concerne la peste porcine africaine.
- (20) Enfin, compte tenu de l'efficacité des mesures de lutte contre la peste porcine africaine chez les porcins détenus dans les zones réglementées III répertoriées à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 qui sont appliquées en Pologne conformément au règlement délégué (UE) 2020/687 de la Commission, et notamment celles prévues aux articles 22, 25 et 40 dudit règlement, et en conformité avec les mesures d'atténuation des risques définies dans le code de l'OIE pour la peste porcine africaine, certaines zones dans les régions de Łódzkie, Opolskie et Wielkopolskie, en Pologne, actuellement répertoriées en tant que zones réglementées III à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 devraient désormais être répertoriées en tant que zones réglementées I dans ladite annexe, en raison de l'absence de foyers de peste porcine africaine chez les porcins détenus et les porcins sauvages dans ces zones réglementées III au cours des trois derniers mois. Les zones réglementées III devraient désormais être répertoriées en tant que zones réglementées I, compte tenu de la situation épidémiologique actuelle en ce qui concerne la peste porcine africaine.
- (21) Pour tenir compte des évolutions récentes de la situation épidémiologique dans l'Union en ce qui concerne la peste porcine africaine, et en vue de lutter de manière proactive contre les risques liés à la propagation de cette maladie, il convient que de nouvelles zones réglementées d'une dimension suffisante soient délimitées en Allemagne, en Lettonie, en Pologne et en Slovaquie et dûment répertoriées en tant que zones réglementées I, II et III dans l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605. Étant donné que la situation en ce qui concerne la peste porcine africaine est très dynamique dans l'Union, il a été tenu compte de la situation dans les zones environnantes lors de la délimitation de ces nouvelles zones réglementées.

- (22) Compte tenu de l'urgence de la situation épidémiologique dans l'Union en ce qui concerne la propagation de la peste porcine africaine, il importe que les modifications apportées à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 par le présent règlement d'exécution prennent effet le plus rapidement possible.
- (23) Les mesures prévues par le présent règlement sont conformes à l'avis du comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

L'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 est remplacée par le texte figurant en annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 16 décembre 2021.

Par la Commission
La présidente
Ursula VON DER LEYEN

ANNEXE

L'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 est remplacée par le texte suivant:

«ANNEXE I

ZONES RÉGLEMENTÉES

PARTIE I

1. Allemagne

Les zones réglementées I suivantes en Allemagne:

Bundesland Brandenburg:

— Landkreis Dahme-Spreewald:

- Gemeinde Alt Zauche-Wußwerk,
- Gemeinde Byhleguhre-Byhlen,
- Gemeinde Märkische Heide, mit den Gemarkungen Alt Schadow, Neu Schadow, Pretschen, Plattkow, Wittmannsdorf, Schuhlen-Wiese, Bückchen, Kuschkow, Gröditsch, Groß Leuthen, Leibchel, Glietz, Groß Leine, Dollgen, Krugau, Dürrenhofe, Biebersdorf und Klein Leine,
- Gemeinde Neu Zauche,
- Gemeinde Schwielochsee mit den Gemarkungen Groß Liebitz, Guhlen, Mochow und Siegadel,
- Gemeinde Spreewaldheide,
- Gemeinde Straupitz,

— Landkreis Märkisch-Oderland:

- Gemeinde Müncheberg mit den Gemarkungen Müncheberg, Eggersdorf bei Müncheberg und Hoppegarten bei Müncheberg,
- Gemeinde Bliesdorf mit den Gemarkungen Kunersdorf - westlich der B167 und Bliesdorf - westlich der B167
- Gemeinde Märkische Höhe mit den Gemarkungen Reichenberg und Batzlow,
- Gemeinde Wriezen mit den Gemarkungen Haselberg, Frankenfelde, Schulzendorf, Lüdersdorf Biesdorf, Rathsdorf - westlich der B 167 und Wriezen - westlich der B167
- Gemeinde Buckow (Märkische Schweiz),
- Gemeinde Strausberg mit den Gemarkungen Hohenstein und Ruhlsdorf,
- Gemeine Garzau-Garzin,
- Gemeinde Waldsiefersdorf,
- Gemeinde Rehfelde mit der Gemarkung Werder,
- Gemeinde Reichenow-Mögelin,
- Gemeinde Prötzel mit den Gemarkungen Harnekop, Sternebeck und Prötzel östlich der B 168 und der L35,
- Gemeinde Oberbarnim,
- Gemeinde Bad Freienwalde mit der Gemarkung Sonnenburg,
- Gemeinde Falkenberg mit den Gemarkungen Dannenberg, Falkenberg westlich der L 35, Gersdorf und Krüge,
- Gemeinde Höhenland mit den Gemarkungen Steinbeck, Wollenberg und Wölsickendorf,

— Landkreis Barnim:

- Gemeinde Joachimsthal östlich der L220 (Eberswalder Straße), östlich der L23 (Töpferstraße und Templiner Straße), östlich der L239 (Glambecker Straße) und Schorfheide (JO) östlich der L238,
- Gemeinde Friedrichswalde mit der Gemarkung Glambeck östlich der L 239,

- Gemeinde Althüttendorf,
- Gemeinde Ziethen mit den Gemarkungen Groß Ziethen und Klein Ziethen westlich der B198,
- Gemeinde Chorin mit den Gemarkungen Golzow, Senftenhütte, Buchholz, Schorfheide (Ch), Chorin westlich der L200 und Sandkrug nördlich der L200,
- Gemeinde Britz,
- Gemeinde Schorfheide mit den Gemarkungen Altenhof, Werbellin, Lichterfelde und Finowfurt,
- Gemeinde (Stadt) Eberswalde mit den Gemarkungen Finow und Spechthausen und der Gemarkung Eberswalde südlich der B167 und westlich der L200,
- Gemeinde Breydin,
- Gemeinde Melchow,
- Gemeinde Sydower Fließ mit der Gemarkung Grüntal nördlich der K6006 (Landstraße nach Tuchen), östlich der Schönholzer Straße und östlich Am Postweg,
- Hohenfinow südlich der B167,
- Landkreis Uckermark:
 - Gemeinde Passow mit den Gemarkungen Briest, Passow und Schönow,
 - Gemeinde Mark Landin mit den Gemarkungen Landin nördlich der B2, Grünow und Schönermark,
 - Gemeinde Angermünde mit den Gemarkungen Frauenhagen, Mürow, Angermünde nördlich und nordwestlich der B2, Dobberzin nördlich der B2, Kerkow, Welsow, Bruchhagen, Greiffenberg, Günterberg, Biesenbrow, Görldorf, Wolletz und Altkünkendorf,
 - Gemeinde Zichow,
 - Gemeinde Casekow mit den Gemarkungen Blumberg, Wartin, Luckow-Petershagen und den Gemarkungen Biesendahlshof und Casekow westlich der L272 und nördlich der L27,
 - Gemeinde Hohensehchow-Groß Pinnow mit der Gemarkung Hohensehchow nördlich der L27,
 - Gemeinde Tantow,
 - Gemeinde Mescherin
 - Gemeinde Gartz (Oder) mit der Gemarkung Geesow sowie den Gemarkungen Gartz und Hohenreinkendorf nördlich der L27 und B2 bis Gartenstraße,
 - Gemeinde Pinnow nördlich und westlich der B2,
- Landkreis Oder-Spree:
 - Gemeinde Storkow (Mark),
 - Gemeinde Spreenhagen mit den Gemarkungen Braunsdorf, Markgrafpieske, Lebbin und Spreenhagen,
 - Gemeinde Grünheide (Mark) mit den Gemarkungen Kagel, Kienbaum und Hangelsberg,
 - Gemeinde Fürstenwalde westlich der B 168 und nördlich der L 36,
 - Gemeinde Rauen,
 - Gemeinde Wendisch Rietz bis zur östlichen Uferzone des Scharmütelsees und von der südlichen Spitze des Scharmütelsees südlich der B246,
 - Gemeinde Reichenwalde,
 - Gemeinde Bad Saarow mit der Gemarkung Petersdorf und der Gemarkung Bad Saarow-Pieskow westlich der östlichen Uferzone des Scharmütelsees und ab nördlicher Spitze westlich der L35,

- Gemeinde Tauche mit der Gemarkung Werder,
 - Gemeinde Steinhöfel mit den Gemarkungen Jänickendorf, Schönfelde, Beerfelde, Gölsdorf, Buchholz, Tempelberg und den Gemarkungen Steinhöfel, Hasenfelde und Heinersdorf westlich der L36 und der Gemarkung Neuendorf im Sande nördlich der L36,
 - Landkreis Spree-Neiße:
 - Gemeinde Peitz,
 - Gemeinde Turnow-Preilack,
 - Gemeinde Drachhausen,
 - Gemeinde Schmogrow-Fehrow,
 - Gemeinde Drehnow,
 - Gemeinde Teichland mit den Gemarkungen Maust und Neuendorf,
 - Gemeinde Dissen-Striesow,
 - Gemeinde Briesen,
 - Gemeinde Spremberg mit den Gemarkungen, Sellessen, Spremberg, Bühlow, Laubsdorf, Bagenz und den Gemarkungen Groß Buckow, Klein Buckow östlich des Tagebaues Welzow-Süd,
 - Gemeinde Neuhausen/Spree mit den Gemarkungen Kathlow, Haasow, Roggosen, Koppatz, Neuhausen, Frauendorf, Groß Oßnig, Groß Döbern und Klein Döbern,
 - Landkreis Oberspreewald-Lausitz:
 - Gemeinde Grünewald,
 - Gemeinde Hermsdorf,
 - Gemeinde Kroppen,
 - Gemeinde Ortrand,
 - Gemeinde Großmehlen,
 - Gemeinde Lindenau.
 - Landkreis Elbe-Elster:
 - Gemeinde Großthiemig,
 - Landkreis Prignitz:
 - Gemeinde Groß Pankow mit den Gemarkungen Baek, Tangendorf und Tacken,
 - Gemeinde Karstadt mit den Gemarkungen Groß Warnow, Klein Warnow, Reckenzin, Streesow, Garlin, Dallmin, Postlin, Kribbe, Neuhof, Strehlen und Blüten,
 - Gemeinde Pirow mit der Gemarkung Bresch,
 - Gemeinde Gülitz-Reetz,
 - Gemeinde Putlitz mit den Gemarkungen Lockstädt, Mansfeld und Laaske,
 - Gemeinde Triglitz,
 - Gemeinde Marienfließ mit der Gemarkung Frehne,
 - Gemeinde Kümmernitztal mit der Gemarkungen Buckow, Preddöhl und Grabow,
 - Gemeinde Gerdshagen mit der Gemarkung Gerdshagen,
 - Gemeinde Meyenburg,
 - Gemeinde Pritzwalk mit der Gemarkung Steffenshagen,
- Bundesland Sachsen:
- Landkreis Bautzen
 - Gemeinde Arnsdorf,
 - Gemeinde Burkau,

- Gemeinde Crostwitz,
- Gemeinde Cunewalde,
- Gemeinde Demitz-Thumitz,
- Gemeinde Doberschau-Gaußig,
- Gemeinde Elsterheide,
- Gemeinde Frankenthal,
- Gemeinde Göda,
- Gemeinde Großharthau,
- Gemeinde Großnaundorf,
- Gemeinde Großpostwitz/O.L.,
- Gemeinde Haselbachtal,
- Gemeinde Hochkirch, sofern nicht bereits der Sperrzone II,
- Gemeinde Königswartha, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
- Gemeinde Kubschütz, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
- Gemeinde Lichtenberg,
- Gemeinde Lohsa, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
- Gemeinde Nebelschütz,
- Gemeinde Neschwitz, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
- Gemeinde Neukirch,
- Gemeinde Neukirch/Lausitz,
- Gemeinde Obergurig,
- Gemeinde Ohorn,
- Gemeinde Oßling,
- Gemeinde Panschwitz-Kuckau,
- Gemeinde Puschwitz,
- Gemeinde Räckelwitz,
- Gemeinde Radibor, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
- Gemeinde Ralbitz-Rosenthal,
- Gemeinde Rammenau,
- Gemeinde Schmölln-Putzkau,
- Gemeinde Schwepnitz,
- Gemeinde Sohland a. d. Spree,
- Gemeinde Spreetal, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
- Gemeinde Stadt Bautzen, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
- Gemeinde Stadt Bernsdorf,
- Gemeinde Stadt Bischofswerda,
- Gemeinde Stadt Elstra,
- Gemeinde Stadt Großröhrsdorf,
- Gemeinde Stadt Hoyerswerda, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
- Gemeinde Stadt Kamenz,
- Gemeinde Stadt Lauta,
- Gemeinde Stadt Pulsnitz,
- Gemeinde Stadt Radeberg,

- Gemeinde Stadt Schirgiswalde-Kirschau,
- Gemeinde Stadt Wilthen,
- Gemeinde Stadt Wittichenau, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
- Gemeinde Steina,
- Gemeinde Steinigtwolmsdorf,
- Gemeinde Wachau,
- Stadt Dresden:
 - Stadtgebiet, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
- Landkreis Görlitz:
 - Gemeinde Beiersdorf,
 - Gemeinde Bertsdorf-Hörnitz,
 - Gemeinde Dürrhennersdorf,
 - Gemeinde Großschönau,
 - Gemeinde Großschweidnitz,
 - Gemeinde Hainewalde,
 - Gemeinde Kurort Jonsdorf,
 - Gemeinde Kottmar,
 - Gemeinde Lawalde,
 - Gemeinde Leutersdorf,
 - Gemeinde Mittelherwigsdorf,
 - Gemeinde Oderwitz,
 - Gemeinde Olbersdorf,
 - Gemeinde Oppach,
 - Gemeinde Oybin,
 - Gemeinde Rosenbach, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
 - Gemeinde Schönau-Berzdorf a. d. Eigen, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
 - Gemeinde Schönbach,
 - Gemeinde Stadt Bernstadt a. d. Eigen, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
 - Gemeinde Stadt Ebersbach-Neugersdorf,
 - Gemeinde Stadt Herrnhut,
 - Gemeinde Stadt Löbau, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
 - Gemeinde Stadt Neusalza-Spremberg,
 - Gemeinde Stadt Ostritz, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
 - Gemeinde Stadt Seiffhennersdorf,
 - Gemeinde Stadt Zittau,
- Landkreis Meißen:
 - Gemeinde Diera-Zehren östlich der Elbe,
 - Gemeinde Klipphausen östlich der S 177,
 - Gemeinde Lampertswalde, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
 - Gemeinde Niederau,
 - Gemeinde Priestewitz,
 - Gemeinde Stadt Coswig, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,

- Gemeinde Stadt Großenhain,
- Gemeinde Stadt Meißen im Norden östlich der Elbe bis zur Bahnlinie, im Süden östlich der S 177,
- Gemeinde Stadt Radebeul,
- Gemeinde Weinböhla, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,

Bundesland Mecklenburg-Vorpommern:

- Landkreis Vorpommern Greifswald
 - Gemeinde Penkun südlich der Autobahn A11,
 - Gemeinde Nadrense südlich der Autobahn A11,
- Landkreis Ludwigslust-Parchim:
 - Gemeinde Balow mit dem Ortsteil: Balow
 - Gemeinde Barkhagen mit den Ortsteilen und Ortslagen: Altenlinden, Kolonie Lalchow, Plauerhagen, Zarchlin, Barkow-Ausbau, Barkow
 - Gemeinde Blievenstorf mit dem Ortsteil: Blievenstorf
 - Gemeinde Brenz mit den Ortsteilen und Ortslagen: Neu Brenz, Alt Brenz
 - Gemeinde Domsühl mit den Ortsteilen und Ortslagen: Severin, Bergrade Hof, Bergrade Dorf, Zieslütbe, Alt Dammerow, Schlieven, Domsühl, Domsühl-Ausbau, Neu Schlieven
 - Gemeinde Gallin-Kuppentin mit den Ortsteilen und Ortslagen: Kuppentin, Kuppentin-Ausbau, Daschow, Zahren, Gallin, Penzlin
 - Gemeinde Ganzlin mit den Ortsteilen und Ortslagen: Dresenow, Dresenower Mühle, Twietfort, Ganzlin, Tönchow, Wendisch Priborn, Liebhof, Gnevsdorf
 - Gemeinde Granzin mit den Ortsteilen und Ortslagen: Lindenbeck, Greven, Beckendorf, Bahlenrade, Granzin
 - Gemeinde Grabow mit den Ortsteilen und Ortslagen: Böschungsbereich und angrenzende Ackerfläche an der Alten Elde (angrenzend an die Gemeinden Prislisch und Zierzow)
 - Gemeinde Groß Laasch mit den Ortsteilen und Ortslagen: Waldgebiet zwischen der Ortslage Groß Laasch und der Elde
 - Gemeinde Kremmin mit den Ortsteilen und Ortslagen: Wiesen- und Ackerflächen zwischen K52, B5 und Bahnlinie Hamburg-Berlin
 - Gemeinde Kritzow mit den Ortsteilen und Ortslagen:
 - Schlemmin, Kritzow
 - Gemeinde Lewitzrand mit dem Ortsteil und Ortslage:
 - Matzlow-Garwitz (teilweise)
 - Gemeinde Lübz mit den Ortsteilen und Ortslagen: Broock, Wessentin, Wessentin Ausbau, Bobzin, Lübz, Broock Ausbau, Riederfelde, Ruthen, Lutheran, Gischow, Burow, Hof Gischow, Ausbau Lutheran, Meyerberg
 - Gemeinde Muchow mit dem Ortsteil und Ortslage: Muchow
 - Gemeinde Neustadt-Glewe mit den Ortsteilen und Ortslagen: Flugplatz mit angrenzendem Waldgebiet entlang der K38 und B191 bis zur A24, Wabel
 - Gemeinde Obere Warnow mit den Ortsteilen und Ortslagen: Grebbin und Wozinkel, Gemarkung Kossebade teilweise, Gemarkung Herzfeld mit dem Waldgebiet Bahlenholz bis an die östliche Gemeindegrenze, Gemarkung Woeten unmittelbar östlich und westlich der L16
 - Gemeinde Parchim mit den Ortsteilen und Ortslagen: Dargelütz, Neuhof, Kiekindemark, Neu Klockow, Möderitz, Malchow, Damm, Parchim, Voigtsdorf, Neu Matzlow
 - Gemeinde Passow mit den Ortsteilen und Ortslagen: Unterbrüz, Brüz, Welzin, Neu Brüz, Weisin, Charlottenhof, Passow

- Gemeinde Plau am See mit den Ortsteilen und Ortschaften: Reppentin, Gaarz, Silbermühle, Appelburg, Seelust, Plau-Am See, Plötzenhöhe, Klebe, Lalchow, Quetzin, Heidekrug
- Gemeinde Prislich mit den Ortsteilen und Ortschaften: Neese, Werle, Prislich, Marienhof
- Gemeinde Rom mit den Ortsteilen und Ortschaften: Lancken, Stralendorf, Rom, Darze, Klein Niendorf, Paarsch
- Gemeinde Spornitz mit den Ortsteilen und Ortschaften: Dütschow, Primark, Steinbeck, Spornitz
- Gemeinde Stolpe mit den Ortsteilen und Ortschaften: Granzin, Barkow, Stolpe Ausbau, Stolpe
- Gemeinde Werder mit den Ortsteilen und Ortschaften: Neu Benthén, Benthén, Tannenhof, Werder
- Gemeinde Zierzow mit den Ortsteilen und Ortschaften: Kolbow, Zierzow.

2. Estonie

Les zones réglementées I suivantes en Estonie:

- Hiiu maakond.

3. Grèce

Les zones réglementées I suivantes en Grèce:

- in the regional unit of Drama:
 - the community departments of Sidironero and Skaloti and the municipal departments of Livadero and Ksiropotamo (in Drama municipality),
 - the municipal department of Paranesti (in Paranesti municipality),
 - the municipal departments of Kokkinogeia, Mikropoli, Panorama, Pyrgoi (in Prosotsani municipality),
 - the municipal departments of Kato Nevrokopi, Chrysokefalo, Achladea, Vathytopos, Volakas, Granitis, Dasotos, Eksohi, Katafyto, Lefkogeia, Mikrokleisoura, Mikromilea, Ochyro, Pagoneri, Perithorio, Kato Vrontou and Potamoi (in Kato Nevrokopi municipality),
- in the regional unit of Xanthi:
 - the municipal departments of Kimmerion, Stavroupoli, Gerakas, Dafnonas, Komnina, Kariofyto and Neochori (in Xanthi municipality),
 - the community departments of Satres, Thermes, Kotyli, and the municipal departments of Myki, Echinós and Oraio and (in Myki municipality),
 - the community department of Selero and the municipal department of Sounio (in Avdira municipality),
- in the regional unit of Rodopi:
 - the municipal departments of Komotini, Anthochorio, Gratini, Thrylorio, Kalhas, Karydia, Kikidio, Kosmio, Pandrosos, Aigeiros, Kallisti, Meleti, Neo Sidirochori and Mega Doukato (in Komotini municipality),
 - the municipal departments of Ipio, Arriana, Darmeni, Archontika, Fillyra, Ano Drosini, Aratos and the Community Departments Kehros and Organi (in Arriana municipality),
 - the municipal departments of Iasmos, Sostis, Asomatoi, Polyanthos and Amvrosia and the community department of Amaxades (in Iasmos municipality),
 - the municipal department of Amaranta (in Maroneia Sapon municipality),
- in the regional unit of Evros:
 - the municipal departments of Kyriaki, Mandra, Mavroklisi, Mikro Dereio, Protokklisi, Roussa, Goniko, Geriko, Sidirochori, Megalo Derio, Sidiro, Giannouli, Agriani and Petrolofos (in Soufli municipality),

- the municipal departments of Dikaia, Arzos, Elaia, Therapio, Komara, Marasia, Ormenio, Pentalofos, Petrotia, Plati, Ptelea, Kyprinos, Zoni, Fulakio, Spilaio, Nea Vyssa, Kavili, Kastanies, Rizia, Sterna, Ampelakia, Valtos, Megali Doxipara, Neochori and Chandras (in Orestiada municipality),
- the municipal departments of Asvestades, Ellinochori, Karoti, Koufovouno, Kiani, Mani, Sitochori, Alepochori, Asproneri, Metaxades, Vrysika, Doksa, Elafoxori, Ladi, Paliouri and Poimeniko (in Didymoteixo municipality),
- in the regional unit of Serres:
 - the municipal departments of Kerkini, Livadia, Makrynitsa, Neochori, Platanakia, Petritsi, Akritochori, Vyroneia, Gonimo, Mandraki, Megalochori, Rodopoli, Ano Poroia, Katw Poroia, Sidirokastros, Vamvakophyto, Promahonas, Kamaroto, Strymonochori, Charopo, Kastanousi and Chortero and the community departments of Achladochori, Agkistro and Kapnophyto (in Sintiki municipality),
 - the municipal departments of Serres, Elaionas and Oinoussa and the community departments of Orini and Ano Vrontou (in Serres municipality),
 - the municipal departments of Dasochoriou, Irakleia, Valtero, Karperi, Koimisi, Lithotopos, Limnochori, Podismeno and Chrysochorafa (in Irakleia municipality).

4. Lettonie

Les zones réglementées I suivantes en Lettonie:

- Dienvidkurzemes novada Vērgales, Medzes, Grobiņas, Nīcas pagasta daļa uz ziemeļiem no apdzīvotas vietas Bernāti, autoceļā V1232, A11, V1222, Bārtas upes, Otaņķu pagasts, Grobiņas pilsēta,
- Ropažu novada Stopiņu pagasta daļa, kas atrodas uz rietumiem no autoceļa V36, P4 un P5, Acones ielas, Daugūļupes ielas un Daugūļupītes.

5. Lituanie

Les zones réglementées I suivantes en Lituanie:

- Klaipėdos rajono savivaldybė: Agluonėnų, Dovilų, Gargždų, Priekulės, Vėžaičių, Kretingalės ir Dauparų-Kvietinių seniūnijos,
- Palangos miesto savivaldybė.

6. Hongrie

Les zones réglementées I suivantes en Hongrie:

- Békés megye 950950, 950960, 950970, 951950, 952050, 952750, 952850, 952950, 953050, 953150, 953650, 953660, 953750, 953850, 953960, 954250, 954260, 954350, 954450, 954550, 954650, 954750, 954850, 954860, 954950, 955050, 955150, 955250, 955260, 955270, 955350, 955450, 955510, 955650, 955750, 955760, 955850, 955950, 956050, 956060, 956150 és 956160 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Bács-Kiskun megye 600150, 600850, 601550, 601650, 601660, 601750, 601850, 601950, 602050, 603250, 603750 és 603850 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Budapest 1 kódszámú, vadgazdálkodási tevékenységre nem alkalmas területe,
- Csongrád-Csanád megye 800150, 800160, 800250, 802220, 802260, 802310 és 802450 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Fejér megye 400150, 400250, 400351, 400352, 400450, 400550, 401150, 401250, 401350, 402050, 402350, 402360, 402850, 402950, 403050, 403450, 403550, 403650, 403750, 403950, 403960, 403970, 404650, 404750, 404850, 404950, 404960, 405050, 405750, 405850, 405950,
- 406050, 406150, 406550, 406650 és 406750 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Győr-Moson-Sopron megye 100550, 100650, 100950, 101050, 101350, 101450, 101550, 101560 és 102150 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Jász-Nagykun-Szolnok megye 750150, 750160, 750260, 750350, 750450, 750460, 754450, 754550, 754560, 754570, 754650, 754750, 754950, 755050, 755150, 755250, 755350 és 755450 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,

- Komárom-Esztergom megye 250150, 250250, 250450, 250460, 250550, 250650, 250750, 251050, 251150, 251250, 251350, 251360, 251650, 251750, 251850, 252250, kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Pest megye 571550, 572150, 572250, 572350, 572550, 572650, 572750, 572850, 572950, 573150, 573250, 573260, 573350, 573360, 573450, 573850, 573950, 573960, 574050, 574150, 574350, 574360, 574550, 574650, 574750, 574850, 574860, 574950, 575050, 575150, 575250, 575350, 575550, 575650, 575750, 575850, 575950, 576050, 576150, 576250, 576350, 576450, 576650, 576750, 576850, 576950, 577050, 577150, 577350, 577450, 577650, 577850, 577950, 578050, 578150, 578250, 578350, 578360, 578450, 578550, 578560, 578650, 578850, 578950, 579050, 579150, 579250, 579350, 579450, 579460, 579550, 579650, 579750, 580250 és 580450 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe.

7. Pologne

Les zones réglementées I suivantes en Pologne:

w województwie kujawsko - pomorskim:

- powiat rypiński,
- powiat brodnicki,
- powiat grudziądzki,
- powiat miejski Grudziądz,
- powiat wąbrzeski,

w województwie warmińsko-mazurskim:

- gminy Wielbark i Rozogi w powiecie szczycieńskim,

w województwie podlaskim:

- gminy Wysokie Mazowieckie z miastem Wysokie Mazowieckie, Czyżew i część gminy Kulesze Kościelne położona na południe od linii wyznaczonej przez linię kolejną w powiecie wysokomazowieckim,
- gminy Miastkowo, Nowogród, Śniadowo i Zbójna w powiecie łomżyńskim,
- gminy Szumowo, Zambrów z miastem Zambrów i część gminy Kołaki Kościelne położona na południe od linii wyznaczonej przez linię kolejową w powiecie zambrowskim,
- gminy Grabowo, Kolno i miasto Kolno, Turośl w powiecie kolneńskim,

w województwie mazowieckim:

- powiat ostrołęcki,
- powiat miejski Ostrołęka,
- gminy Bielsk, Brudzeń Duży, Bulkowo, Drobin, Gąbin, Łąck, Nowy Duninów, Radzanowo, Słupno, Staroźreby i Stara Biała w powiecie plockim,
- powiat miejski Płock,
- powiat ciechanowski,
- gminy Baboszewo, Dzierżążnia, Joniec, Nowe Miasto, Płońsk i miasto Płońsk, Raciąż i miasto Raciąż, Sochocin w powiecie płońskim,
- powiat sierpecki,
- gmina Siemiątkowo w powiecie żuromińskim,
- część powiatu ostrowskiego niewymieniona w części II załącznika I,
- gminy Radzanów, Strzegowo, Stupsk w powiecie mławskim,
- powiat przasnyski,
- powiat makowski,
- powiat pułtuski,
- część powiatu wyszkowskiego niewymieniona w części II załącznika I,
- część powiatu węgrowskiego niewymieniona w części II załącznika I,

- część powiatu wołomińskiego niewymieniona w części II załącznika I,
 - gminy Mokobody i Suchożebry w powiecie siedleckim,
 - gminy Dobrze, Jakubów, Kałuszyn, Stanisławów w powiecie mińskim,
 - gminy Bielany i gmina wiejska Sokołów Podlaski w powiecie sokołowskim,
 - gminy Kowala, Wierzbica, część gminy Wolanów położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 12 w powiecie radomskim,
 - powiat miejski Radom,
 - gminy Jastrząb, Mirów, Orońsko w powiecie szydłowieckim,
 - powiat gostyniński,
- w województwie podkarpackim:
- powiat jasielski,
 - powiat strzyżowski,
 - część powiatu ropczycko – sędziszowskiego niewymieniona w części I i II załącznika I,
 - gminy Pruchnik, Rokietnica, Roźwienica, w powiecie jarosławskim,
 - gminy Fredropol, Krasieczyn, Krzywca, Medyka, Orły, Żurawica, Przemyśl w powiecie przemyskim,
 - powiat miejski Przemyśl,
 - gminy Gać, Jawornik Polski, Kańczuga, część gminy Zarzecze położona na południe od linii wyznaczonej przez rzekę Mleczka w powiecie przeworskim,
 - powiat łańcucki,
 - gminy Trzebownisko, Głogów Małopolski, część gminy Świlcza położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 94 i część gminy Sokołów Małopolski położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 875 w powiecie rzeszowskim,
 - gmina Raniżów w powiecie kolbuszowskim,
 - gminy Brzostek, Jodłowa, miasto Dębica, część gminy wiejskiej Dębica położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr A4 w powiecie dębickim,
- w województwie świętokrzyskim:
- gminy Nowy Korczyn, Solec-Zdrój, Wiślica, część gminy Busko Zdrój położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Siedlawy-Szaniec-Podgaje-Kołaczkowice w powiecie buskim,
 - powiat kazimierski,
 - część powiatu opatowskiego niewymieniona w części II załącznika I,
 - część powiatu sandomierskiego niewymieniona w części II załącznika I,
 - gminy Bogoria, Osiek, Staszów i część gminy Rytwiany położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 764, część gminy Szydłów położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 756 w powiecie staszowskim,
 - gminy Pawłów, Wąchock, część gminy Brody położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 9 oraz na południowy - zachód od linii wyznaczonej przez drogi: nr 0618T biegnącą od północnej granicy gminy do skrzyżowania w miejscowości Lipie, drogę biegnącą od miejscowości Lipie do wschodniej granicy gminy i część gminy Mirzec położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 744 biegnącą od południowej granicy gminy do miejscowości Tychów Stary a następnie przez drogę nr 0566T biegnącą od miejscowości Tychów Stary w kierunku północno - wschodnim do granicy gminy w powiecie starachowickim,
 - powiat ostrowiecki,
 - gminy Fałków, Ruda Maleniecka, Radoszyce, Smyków, część gminy Końskie położona na zachód od linii kolejowej, część gminy Stąporków położona na południe od linii kolejowej w powiecie koneckim,

- gminy Bodzentyn, Bieliny, Górno, Łagów, Masłów, Miedziana Góra, Nowa Słupia, Zagnańsk, część gminy Mniów położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 74, część gminy Sitkówka -Nowiny położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 762, część gminy Morawica położona na północ od linii wyznaczonej przez rzekę Czarna Nida, część gminy Daleszyce położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 764, część gminy Raków położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogi nr 756 i 764, w powiecie kieleckim,
 - gminy Działoszyce, Michałów, Pińczów, Złota w powiecie pińczowskim,
 - gminy Imielno, Jędrzejów, Nagłowice, Sędziszów, Słupia, Wodzisław w powiecie jędrzejowskim,
 - gminy Moskorzew, Radków, Secemin w powiecie włoszczowskim,
 - powiat miejski Kielce,
- w województwie łódzkim:
- gminy Łyszkowice, Kocierzew Południowy, Kiernozia, Chąšno, Nieborów, część gminy wiejskiej Łowicz położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 92 biegnącej od granicy miasta Łowicz do zachodniej granicy gminy oraz część gminy wiejskiej Łowicz położona na wschód od granicy miasta Łowicz i na północ od granicy gminy Nieborów w powiecie łowickim,
 - gminy Cielądz, Rawa Mazowiecka z miastem Rawa Mazowiecka w powiecie rawskim,
 - gminy Bolimów, Głuchów, Godzianów, Lipce Reymontowskie, Maków, Nowy Kawęczyn, Skierniewice, Słupia w powiecie skierniewickim,
 - powiat miejski Skierniewice,
 - gminy Mniszków, Paradyż, Sławno i Żarnów w powiecie opoczyńskim,
 - powiat tomaszowski,
 - powiat brzeziński,
 - powiat łaski,
 - powiat miejski Łódź,
 - powiat łódzki wschodni,
 - powiat pabianicki,
 - powiat wieruszowski,
 - gminy Aleksandrów Łódzki, Stryków, miasto Zgierz w powiecie zgierskim,
 - gminy Bełchatów z miastem Bełchatów, Drużbice, Kluki, Rusiec, Szczerców, Zelów w powiecie bełchatowskim,
 - powiat wieluński,
 - powiat sieradzki,
 - powiat zduńskowolski,
 - gminy Aleksandrów, Czarnocin, Grabica, Moszczenica, Ręczno, Sulejów, Wola Krzysztoporska, Wolbórz w powiecie piotrkowskim,
 - powiat miejski Piotrków Trybunalski,
 - gminy Masłowice, Przedbórz, Wielgomłyny i Żytno w powiecie radomszczańskim,
- w województwie śląskim:
- gmina Koniecpol w powiecie częstochowskim,
- w województwie pomorskim:
- gminy Ostaszewo, miasto Krynica Morska oraz część gminy Nowy Dwór Gdański położona na południowy - zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 55 biegnącą od południowej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 7, następnie przez drogę nr 7 i S7 biegnącą do zachodniej granicy gminy w powiecie nowodworskim,
 - gminy Lichnowy, Miłoradz, Nowy Staw, Malbork z miastem Malbork w powiecie malborskim,

- gminy Mikołajki Pomorskie, Stary Targ i Sztum w powiecie sztumskim,
 - powiat gdański,
 - Miasto Gdańsk,
 - powiat tczewski,
 - powiat kwidzyński,
- w województwie lubuskim:
- gmina Lubiszyn w powiecie gorzowskim,
 - gmina Dobiegniew w powiecie strzelecko – drezdeneckim,
- w województwie dolnośląskim:
- powiat oleśnicki,
 - gminy Jordanów Śląski, Kąty Wrocławskie, Kobierzyce, Mietków, Sobótka, część gminy Długołęka położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr S8, część gminy Żórawina położona na zachód od linii wyznaczonej przez autostradę A4 w powiecie wrocławskim,
 - część gminy Domaniów położona na południowy zachód od linii wyznaczonej przez autostradę A4 w powiecie oławskim,
 - część powiatu miejskiego Wrocław położona na północny zachód od linii wyznaczonej przez autostradę nr A8,
 - gmina Wiązów w powiecie strzelińskim,
 - powiat średzki,
 - miasto Świeradów Zdrój w powiecie lubańskim,
 - część powiatu wołowskiego niewymieniona w części III załącznika I,
 - powiat miejski Legnica,
 - gminy Krotoszyce, Kunice, Legnickie Pole, Miłkowice, Prochowice, Ruja w powiecie legnickim,
 - gminy Pielgrzymka, Świerzawa, Złotoryja z miastem Złotoryja, miasto Wojcieszów w powiecie złotoryjskim,
 - powiat lwówecki,
 - gmina Ścinawa w powiecie lubińskim,
 - część powiatu trzebnickiego niewymieniona w części III załącznika I,
 - gmina Wądroże Wielkie w powiecie jaworskim,
 - gminy Cieszków, Krośnice, część gminy Milicz położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 15 biegnącej od północnej granicy gminy do południowej granicy gminy w miejscowości Lasowice w powiecie milickim,
- w województwie wielkopolskim:
- powiat krotoszyński,
 - gminy Borek Wielkopolski, Gostyń, Pępowo, Piaski, Pogorzela, w powiecie gostyńskim,
 - gmina Osieczna, część gminy Lipno położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr S5, część gminy Święciechowa położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 12 oraz na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr S5 w powiecie leszczyńskim,
 - powiat miejski Leszno,
 - gminy Granowo, Grodzisk Wielkopolski i część gminy Kamieniec położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 308 w powiecie grodziskim,
 - gminy Czempień, Kościan i miasto Kościan, Krzywiń, część gminy Śmigiel położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr S5 w powiecie kościańskim,

- powiat miejski Poznań,
- gminy Buk, Dopiewo, Komorniki, Tarnowo Podgórne, Stęszew, Swarzędz, Pobiedziska, Czerwonak, Mosina, miasto Luboń, miasto Puszczykowo i część gminy Kórnik położona na zachód od linii wyznaczonych przez drogi: nr S11 biegnącą od północnej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 434 i drogę nr 434 biegnącą od tego skrzyżowania do południowej granicy gminy, część gminy Rokietnica położona na południowy zachód od linii kolejowej biegnącej od północnej granicy gminy w miejscowości Krzyszkowo do południowej granicy gminy w miejscowości Kiekrz oraz część gminy wiejskiej Murowana Goślina położona na południe od linii kolejowej biegnącej od północnej granicy miasta Murowana Goślina do północno-wschodniej granicy gminy w powiecie poznańskim,
- gmina Kiszkowo i część gminy Kłecko położona na zachód od rzeki Mała Wełna w powiecie gnieźnieńskim,
- powiat czarnkowsko-trzcianecki,
- gmina Kaźmierz, część gminy Duszniki położona na południowy – wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 306 biegnącą od północnej granicy gminy do miejscowości Duszniki, a następnie na południe od linii wyznaczonej przez ul. Niewierską oraz drogę biegnącą przez miejscowość Niewierz do zachodniej granicy gminy, część gminy Ostroróg położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 186 i 184 biegnące od granicy gminy do miejscowości Ostroróg, a następnie od miejscowości Ostroróg przez miejscowości Piaskowo – Rudki do południowej granicy gminy, część gminy Wronki położona na północ od linii wyznaczonej przez rzekę Wartę biegnącą od zachodniej granicy gminy do przecięcia z drogą nr 182, a następnie na wschód od linii wyznaczonej przez drogi nr 182 oraz 184 biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 182 do południowej granicy gminy, miasto Szamotuły i część gminy Szamotuły położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 306 i drogę łączącą miejscowości Lipnica - Ostroróg do linii wyznaczonej przez wschodnią granicę miasta Szamotuły i na południe od linii kolejowej biegnącej od południowej granicy miasta Szamotuły, do południowo-wschodniej granicy gminy oraz część gminy Obrzycko położona na zachód od drogi nr 185 łączącej miejscowości Gaj Mały, Słapanowo i Obrzycko do północnej granicy miasta Obrzycko, a następnie na zachód od drogi przebiegającej przez miejscowość Chraplewo w powiecie szamotulskim,
- gmina Budzyń w powiecie chodzieskim,
- gminy Mieścisko, Skoki i Wągrowiec z miastem Wągrowiec w powiecie wągrowieckim,
- powiat pleszewski,
- gmina Zagórów w powiecie słupeckim,
- gmina Pызdry w powiecie wrzesińskim,
- gminy Kotlin, Żerków i część gminy Jarocin położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogi nr S11 i 15 w powiecie jarocińskim,
- powiat ostrowski,
- powiat miejski Kalisz,
- gminy Blizanów, Brzeziny, Żelazków, Godziesze Wielkie, Koźminek, Lisków, Opatówek, Szczytniki, część gminy Stawiszyn położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 25 biegnącą od północnej granicy gminy do miejscowości Zbiersk, a następnie na zachód od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Zbiersk – Łyczyn – Petryki biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 25 do południowej granicy gminy, część gminy Ceków-Kolonia położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Młynisko – Morawin - Janków w powiecie kaliskim,
- gminy Brudzew, Dobra, Kawęczyn, Przykona, Władysławów, Turek z miastem Turek część gminy Tuliszków położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 72 biegnącej od wschodniej granicy gminy do miasta Turek a następnie na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 443 biegnącej od skrzyżowania z drogą nr 72 w mieście Turek do zachodniej granicy gminy w powiecie tureckim,
- gminy Rzgów, Grodziec, Krzymów, Stare Miasto, część gminy Rychwał położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 25 biegnącą od południowej granicy gminy do miejscowości Rychwał, a następnie na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 443 biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 25 w miejscowości Rychwał do wschodniej granicy gminy w powiecie konińskim,

- powiat kępiński,
 - powiat ostrzeszowski,
- w województwie opolskim:
- gminy Domaszowice, Wilków, Świerczów i Namysłów w powiecie namysłowskim,
 - gminy Wołczyn, Kluczbork, Byczyna w powiecie kluczborskim,
 - gminy Praszka, Gorzów Śląski w powiecie oleskim,
 - gminy Grodków, Olszanka, miasto Brzeg , część gminy Lubsza położona na południowy wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 39, część gminy Skarbimierz położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 39 w powiecie brzeskim,
- w województwie zachodniopomorskim:
- gminy Nowogródek Pomorski, Barlinek, Myślibórz, część gminy Dębno położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 126 biegnącą od zachodniej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 23 w miejscowości Dębno, następnie na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 23 do skrzyżowania z ul. Jana Pawła II w miejscowości Cychry, następnie na północ od ul. Jana Pawła II do skrzyżowania z ul. Ogrodową i dalej na północ od linii wyznaczonej przez ul. Ogrodową, której przedłużenie biegnie do wschodniej granicy gminy w powiecie myśliborskim,
 - gmina Stare Czarnowo w powiecie gryfińskim,
 - gmina Bielice, Kozielice, Pyrzyce w powiecie pyrzyckim,
 - gminy Bierzwnik, Krzęcin, Pełczyce w powiecie choszczeńskim,
 - powiat miejski Szczecin,
 - gminy Dobra (Szczecińska), Kołbaskowo, Police w powiecie polickim,
- w województwie małopolskim:
- powiat brzeski,
 - powiat gorlicki,
 - powiat proszowicki,
 - powiat nowosądecki,
 - powiat miejski Nowy Sącz,
 - część powiatu dąbrowskiego niewymieniona w części III załącznika I,
 - część powiatu tarnowskiego niewymieniona w części III załącznika I.

8. Slovaquie

Les zones réglementées I suivantes en Slovaquie:

- in the district of Nové Zámky: Mužla, Obid, Štúrovo, Nána, Kamenica nad Hronom, Chľaba, Leľa, Bajtava, Salka, Malé Kosihy, Kolta, Jasová, Dubník, Rúbaň, Strekov,
- in the district of Komárno: Bátorové Kosihy, Búč, Kravany nad Dunajom,
- in the district of Veľký Krtíš, the municipalities of Ipeľské Predmostie, Veľká nad Ipľom, Hrušov, Kleňany, Sečianky,
- in the district of Levice, the municipalities of Ipeľské Úľany, Plášťovce, Dolné Túrovce, Stredné Túrovce, Šahy, Tešmak, Pastovce, Zalaba, Malé Ludince, Hronovce, Nýrovce, Želiezovce, Málaš, Čaka,
- the whole district of Krupina, except municipalities included in part II,
- the whole district of Banská Bystrica, except municipalities included in part II,
- in the district of Liptovský Mikuláš – municipalities of Pribylina, Jamník, Svätý Štefan, Konská, Jakubovany, Liptovský Ondrej, Beňadiková, Vavrišovo, Liptovská Kokava, Liptovský Peter, Dovalovo, Hybe, Liptovský Hrádok, Liptovský Ján, Uhorská Ves, Podtureň, Závažná Poruba, Liptovský Mikuláš, Pavčina Lehota, Demänovská Dolina, Gôtovany, Galovany, Svätý Kríž, Lazisko, Dúbrava, Malatíny, Liptovské Vlchy, Liptovské Kľačany, Partizánska Ľupča, Kráľovská Ľubeľa, Zemianska Ľubeľa, Východná – a part of municipality north from the highway D1,

- in the district of Ružomberok, the municipalities of Liptovská Lužná, Liptovská Osada, Podsuchá, Ludrová, Štiavnička, Liptovská Štiavnica, Nižný Sliach, Liptovské Sliache,
- the whole district of Banská Stiavnica,
- the whole district of Žiar nad Hronom.

PARTIE II

1. Bulgarie

Les zones réglementées II suivantes en Bulgarie:

- the whole region of Haskovo,
- the whole region of Yambol,
- the whole region of Stara Zagora,
- the whole region of Pernik,
- the whole region of Kyustendil,
- the whole region of Plovdiv, excluding the areas in Part III,
- the whole region of Pazardzhik, excluding the areas in Part III,
- the whole region of Smolyan,
- the whole region of Dobrich,
- the whole region of Sofia city,
- the whole region of Sofia Province,
- the whole region of Blagoevgrad,
- the whole region of Razgrad,
- the whole region of Kardzhali,
- the whole region of Burgas excluding the areas in Part III,
- the whole region of Varna excluding the areas in Part III,
- the whole region of Silistra, excluding the areas in Part III,
- the whole region of Ruse, excluding the areas in Part III,
- the whole region of Veliko Tarnovo, excluding the areas in Part III,
- the whole region of Pleven, excluding the areas in Part III,
- the whole region of Targovishte, excluding the areas in Part III,
- the whole region of Shumen, excluding the areas in Part III,
- the whole region of Sliven, excluding the areas in Part III,
- the whole region of Vidin, excluding the areas in Part III.

2. Allemagne

Les zones réglementées II suivantes en Allemagne:

Bundesland Brandenburg:

- Landkreis Oder-Spree:
 - Gemeinde Grunow-Dammendorf,
 - Gemeinde Mixdorf
 - Gemeinde Schlaubetal,
 - Gemeinde Neuzelle,
 - Gemeinde Neißemünde,
 - Gemeinde Lawitz,
 - Gemeinde Eisenhüttenstadt,

- Gemeinde Vogelsang,
- Gemeinde Ziltendorf,
- Gemeinde Wiesenau,
- Gemeinde Friedland,
- Gemeinde Siehdichum,
- Gemeinde Müllrose,
- Gemeinde Briesen,
- Gemeinde Jacobsdorf
- Gemeinde Groß Lindow,
- Gemeinde Brieskow-Finkenheerd,
- Gemeinde Ragow-Merz,
- Gemeinde Beeskow,
- Gemeinde Rietz-Neuendorf,
- Gemeinde Tauche mit den Gemarkungen Stremmen, Ranzig, Trebatsch, Sabrodt, Sawall, Mitweide, Lindenberg, Falkenberg (T), Görsdorf (B), Wulfersdorf, Giesensdorf, Briescht, Kossenblatt und Tauche,
- Gemeinde Langewahl,
- Gemeinde Berkenbrück,
- Gemeinde Steinhöfel mit den Gemarkungen Arensdorf und Demitz und den Gemarkungen Steinhöfel, Hasenfelde und Heinersdorf östlich der L 36 und der Gemarkung Neuendorf im Sande südlich der L36,
- Gemeinde Fürstenwalde östlich der B 168 und südlich der L36,
- Gemeinde Diensdorf-Radlow,
- Gemeinde Wendisch Rietz östlich des Scharmützelsees und nördlich der B 246,
- Gemeinde Bad Saarow mit der Gemarkung Neu Golm und der Gemarkung Bad Saarow-Pieskow östlich des Scharmützelsees und ab nördlicher Spitze östlich der L35,
- Landkreis Dahme-Spreewald:
 - Gemeinde Jamlitz,
 - Gemeinde Lieberose,
 - Gemeinde Schwielochsee mit den Gemarkungen Goyatz, Jessern, Lamsfeld, Ressen, Speichrow und Zaue,
- Landkreis Spree-Neiße:
 - Gemeinde Schenkendöbern,
 - Gemeinde Guben,
 - Gemeinde Jänschwalde,
 - Gemeinde Tauer,
 - Gemeinde Teichland mit der Gemarkung Bärenbrück,
 - Gemeinde Heinersbrück,
 - Gemeinde Forst,
 - Gemeinde Groß Schacksdorf-Simmersdorf,
 - Gemeinde Neiße-Malxetal,
 - Gemeinde Jämlitz-Klein Düben,
 - Gemeinde Tschernitz,
 - Gemeinde Döbern,
 - Gemeinde Felixsee,

- Gemeinde Wiesengrund,
- Gemeinde Spremberg mit den Gemarkungen Groß Luja, Türkendorf, Graustein, Waldesdorf, Hornow, Schönheide und Liskau,
- Gemeinde Neuhausen/Spree mit den Gemarkungen Kahsel, Drieschnitz, Gablenz, Komptendorf und Sergen,
- Landkreis Märkisch-Oderland:
 - Gemeinde Bleyen-Genschmar,
 - Gemeinde Neuhardenberg,
 - Gemeinde Golzow,
 - Gemeinde Küstriner Vorland,
 - Gemeinde Alt Tucheband,
 - Gemeinde Reitwein,
 - Gemeinde Podelzig,
 - Gemeinde Gusow-Platkow,
 - Gemeinde Seelow,
 - Gemeinde Vierlinden,
 - Gemeinde Lindendorf,
 - Gemeinde Fichtenhöhe,
 - Gemeinde Lietzen,
 - Gemeinde Falkenhagen (Mark),
 - Gemeinde Zeschdorf,
 - Gemeinde Treplin,
 - Gemeinde Lebus,
 - Gemeinde Müncheberg mit den Gemarkungen Jahnsfelde, Trebnitz, Obersdorf, Münchehofe und Hermersdorf,
 - Gemeinde Märkische Höhe mit der Gemarkung Ringenwalde,
 - Gemeinde Bliesdorf mit der Gemarkung Metzdorf und Gemeinde Bliesdorf – östlich der B167 bis östlicher Teil, begrenzt aus Richtung Gemarkungsgrenze Neutrebbin südlich der Bahnlinie bis Straße „Sophienhof“ dieser westlich folgend bis „Ruesterchegraben“ weiter entlang Feldweg an den Windrädern Richtung „Herrnhof“, weiter entlang „Letschiner Hauptgraben“ nord-östlich bis Gemarkungsgrenze Alttrebbin und Kunersdorf – östlich der B167,
 - Gemeinde Bad Freienwalde mit den Gemarkungen Altglietzen, Altranft, Bad Freienwalde, Bralitz, Hohenwutzen, Schiffmühle, Hohensaaten und Neuenhagen,
 - Gemeinde Falkenberg mit der Gemarkung Falkenberg östlich der L35,
 - Gemeinde Oderaue,
 - Gemeinde Wriezen mit den Gemarkungen Altwriezen, Jäckelsbruch, Neugaul, Bearegard, Eichwerder, Rathsdorf – östlich der B167 und Wriezen – östlich der B167,
 - Gemeinde Neulewin,
 - Gemeinde Neutrebbin,
 - Gemeinde Letschin,
 - Gemeinde Zechin,
- Landkreis Barnim:
 - Gemeinde Lunow-Stolzenhagen,
 - Gemeinde Parsteinsee,

- Gemeinde Oderberg,
- Gemeinde Liepe,
- Gemeinde Hohenfinow (nördlich der B167),
- Gemeinde Niederfinow,
- Gemeinde (Stadt) Eberswalde mit den Gemarkungen Eberswalde nördlich der B167 und östlich der L200, Sommerfelde und Tornow nördlich der B167,
- Gemeinde Chorin mit den Gemarkungen Brodowin, Chorin östlich der L200, Serwest, Neuehütte, Sandkrug östlich der L200,
- Gemeinde Ziethen mit der Gemarkung Klein Ziethen östlich der Serwester Dorfstraße und östlich der B198,
- Landkreis Uckermark:
 - Gemeinde Angermünde mit den Gemarkungen Crussow, Stolpe, Gellmersdorf, Neukünkendorf, Bölkendorf, Herzsprung, Schmargendorf und den Gemarkungen Angermünde südlich und südöstlich der B2 und Dobberzin südlich der B2,
 - Gemeinde Schwedt mit den Gemarkungen Criewen, Zützen, Schwedt, Stendell, Kummerow, Kunow, Vierraden, Blumenhagen, Oderbruchwiesen, Enkelsee, Gatow, Hohenfelde, Schöneberg, Flemisdorf und der Gemarkung Felchow östlich der B2,
 - Gemeinde Pinnow südlich und östlich der B2,
 - Gemeinde Berkholz-Meyenburg,
 - Gemeinde Mark Landin mit der Gemarkung Landin südlich der B2,
 - Gemeinde Casekow mit der Gemarkung Woltersdorf und den Gemarkungen Biesendahlshof und Casekow östlich der L272 und südlich der L27,
 - Gemeinde Hohenselchow-Groß Pinnow mit der Gemarkung Groß Pinnow und der Gemarkung Hohenselchow südlich der L27,
 - Gemeinde Gartz (Oder) mit der Gemarkung Friedrichsthal und den Gemarkungen Gartz und Hohenreinkendorf südlich der L27 und B2 bis Gartenstraße,
 - Gemeinde Passow mit der Gemarkung Jamikow,
- Kreisfreie Stadt Frankfurt (Oder),
- Landkreis Prignitz:
 - Gemeinde Berge,
 - Gemeinde Pirow mit den Gemarkungen Hülsebeck, Pirow und Burow,
 - Gemeinde Putlitz mit den Gemarkungen Sagast, Nettelbeck, Porep, Lütkenhof, Putlitz, Weitgendorf und Telschow,
 - Gemeinde Marienfließ mit den Gemarkungen Jännersdorf, Stepenitz und Krependorf,
- Bundesland Sachsen:
 - Landkreis Bautzen:
 - Gemeinde Großdubrau,
 - Gemeinde Hochkirch nördlich der B6,
 - Gemeinde Königswartha östlich der B96,
 - Gemeinde Kubschütz nördlich der B6,
 - Gemeinde Laußnitz,
 - Gemeinde Lohsa östlich der B96,
 - Gemeinde Malschwitz,
 - Gemeinde Neschwitz östlich der B96,
 - Gemeinde Ottendorf-Okrilla,
 - Gemeinde Radibor östlich der B96,

- Gemeinde Spreetal östlich der B97,
- Gemeinde Stadt Bautzen östlich des Verlaufs der B96 bis Abzweig S 156 und nördlich des Verlaufs S 156 bis Abzweig B6 und nördlich des Verlaufs der B 6 bis zur östlichen Gemeindegrenze,
- Gemeinde Stadt Hoyerswerda südlich des Verlaufs der B97 bis Abzweig B96 und östlich des Verlaufs der B96 bis zur südlichen Gemeindegrenze,
- Gemeinde Stadt Königsbrück mit dem Ortsteil Röhrsdorf,
- Gemeinde Stadt Weißenberg,
- Gemeinde Stadt Wittichenau östlich der B96,
- Stadt Dresden:
 - Stadtteile Gomlitz, Lausa/Friedersdorf, Marsdorf, Weixdorf,
- Landkreis Görlitz:
 - Gemeinde Boxberg/O.L.,
 - Gemeinde Gablenz,
 - Gemeinde Groß Düben,
 - Gemeinde Hähnichen,
 - Gemeinde Hohendubrau,
 - Gemeinde Horka,
 - Gemeinde Kodersdorf,
 - Gemeinde Königshain,
 - Gemeinde Krauschwitz i.d. O.L.,
 - Gemeinde Kreba-Neudorf,
 - Gemeinde Markersdorf,
 - Gemeinde Mücka,
 - Gemeinde Neißeau,
 - Gemeinde Quitzdorf am See,
 - Gemeinde Rietschen,
 - Gemeinde Rosenbach nördlich der S129,
 - Gemeinde Schleife,
 - Gemeinde Schönau-Berzdorf a. d. Eigen nördlich der S129,
 - Gemeinde Schöpstal,
 - Gemeinde Stadt Bad Muskau,
 - Gemeinde Stadt Bernstadt a. d. Eigen nördlich der S129,
 - Gemeinde Stadt Görlitz,
 - Gemeinde Stadt Löbau nördlich der B 6 von der Kreisgrenze Bautzen bis zum Abzweig der S 129, auf der S129 bis Gemeindegrenze,
 - Gemeinde Stadt Niesky,
 - Gemeinde Stadt Ostritz nördlich der S129 und K8616,
 - Gemeinde Stadt Reichenbach/O.L.,
 - Gemeinde Stadt Rothenburg/O.L.,
 - Gemeinde Stadt Weißwasser/O.L.,
 - Gemeinde Trebendorf,
 - Gemeinde Vierkirchen,
 - Gemeinde Waldhufen,

- Gemeinde Weißkeißel,
- Landkreis Meißen:
 - Gemeinde Ebersbach,
 - Gemeinde Lampertswalde mit den Ortsteilen Lampertswalde, Mühlbach, Quersa, Schönborn,
 - Gemeinde Moritzburg,
 - Gemeinde Schönfeld,
 - Gemeinde Stadt Coswig nördlich der S80 und östlich der S81,
 - Gemeinde Stadt Radeburg,
 - Gemeinde Thienendorf,
 - Gemeinde Weinböhla östlich der S81.

Bundesland Mecklenburg-Vorpommern:

- Landkreis Ludwigslust-Parchim:
 - Gemeinde Brunow mit den Ortsteilen und Ortschaften: Bauerkuhl, Brunow (bei Ludwigslust), Klüß, Löcknitz (bei Parchim),
 - Gemeinde Dambeck mit dem Ortsteil und der Ortschaft:
Dambeck (bei Ludwigslust),
 - Gemeinde Ganzlin mit den Ortsteilen und Ortschaften: Barackendorf, Hof Retzow, Klein Damerow, Retzow, Wangelin,
 - Gemeinde Gehlsbach mit den Ortsteilen und Ortschaften: Ausbau Darß, Darß, Hof Karbow, Karbow, Karbow-Ausbau, Quaßlin, Quaßlin Hof, Quaßliner Mühle, Vietlütbe, Wahlstorf
 - Gemeinde Groß Godems mit den Ortsteilen und Ortschaften:
Groß Godems, Klein Godems,
 - Gemeinde Karrenzin mit den Ortsteilen und Ortschaften: Herzfeld, Karrenzin, Karrenzin-Ausbau, Neu Herzfeld, Repzin, Wulfsahl,
 - Gemeinde Kreien mit den Ortsteilen und Ortschaften: Ausbau Kreien, Hof Kreien, Kolonie Kreien, Kreien, Wilsen,
 - Gemeinde Kritzow mit dem Ortsteil und der Ortschaft: Benzin,
 - Gemeinde Lübz mit den Ortsteilen und Ortschaften: Burow, Gischow, Meyerberg,
 - Gemeinde Möllenbeck mit den Ortsteilen und Ortschaften: Carlshof, Horst, Menzendorf, Möllenbeck,
 - Gemeinde Parchim mit dem Ortsteil und Ortschaft: Slate,
 - Gemeinde Rom mit dem Ortsteil und Ortschaft: Klein Niendorf,
 - Gemeinde Ruhner Berge mit den Ortsteilen und Ortschaften: Dorf Polnitz, Drenkow, Griebow, Jarchow, Leppin, Malow, Malower Mühle, Marnitz, Mentin, Mooster, Poitendorf, Polnitz, Suckow, Tessenow, Zachow,
 - Gemeinde Siggelkow mit den Ortsteilen und Ortschaften: Groß Pankow, Klein Pankow, Neuburg, Redlin, Siggelkow,
 - Gemeinde Ziegendorf mit den Ortsteilen und Ortschaften: Drefahl, Meierstorf, Neu Drefahl, Pampin, Platschow, Stresendorf, Ziegendorf.

3. Estonie

Les zones réglementées II suivantes en Estonie:

- Eesti Vabariik (välja arvatud Hiiu maakond).

4. Lettonie

Les zones réglementées II suivantes en Lettonie:

- Aizkraukles novads,

- Alūksnes novads,
- Augšdaugavas novads,
- Ādažu novads,
- Balvu novads,
- Bauskas novads,
- Cēsu novads,
- Dienvidkurzemes novada Aizputes, Cīravas, Lažas, Kalvenes, Kazdangas, Durbes, Dunalkas, Tadaikū, Vecpils, Bārtas, Sakas, Bunkas, Priekules, Gramzdas, Kalētu, Virgas, Dunikas, Embūtes, Vaiņodes, Gaviezes, Rucavas pagasts, Nīcas pagasta daļa uz dienvidiem no apdzīvotas vietas Bernāti, autoceļa V1232, A11, V1222, Bārtas upes, Aizputes, Durbes, Pāvilostas, Priekules pilsēta,
- Dobeles novads,
- Gulbenes novads,
- Jelgavas novads,
- Jēkabpils novads,
- Krāslavas novads,
- Kuldīgas novads,
- Ķekavas novads,
- Limbažu novads,
- Līvānu novads,
- Ludzas novads,
- Madonas novads,
- Mārupes novads,
- Ogres novads,
- Olaines novads,
- Preiļu novads,
- Rēzeknes novads,
- Ropažu novada Garkalnes, Ropažu pagasts, Stopiņu pagasta daļa, kas atrodas uz austrumiem no autoceļa V36, P4 un P5, Acones ielas, Dauguļupes ielas un Dauguļupītes, Vangažu pilsēta,
- Salaspils novads,
- Saldus novads,
- Saulkrastu novads,
- Siguldas novads,
- Smiltenes novads,
- Talsu novads,
- Tukuma novads,
- Valkas novads,
- Valmieras novads,
- Varakļānu novads,
- Ventspils novads,
- Daugavpils valstspilsētas pašvaldība,
- Jelgavas valstspilsētas pašvaldība,
- Jūrmalas valstspilsētas pašvaldība,
- Rēzeknes valstspilsētas pašvaldība.

5. Lituanie

Les zones réglementées II suivantes en Lituanie:

- Alytaus miesto savivaldybė,
- Alytaus rajono savivaldybė,
- Anykščių rajono savivaldybė,
- Akmenės rajono savivaldybė,
- Birštono savivaldybė,
- Biržų miesto savivaldybė,
- Biržų rajono savivaldybė,
- Druskininkų savivaldybė,
- Elektrėnų savivaldybė,
- Ignalinos rajono savivaldybė,
- Jonavos rajono savivaldybė,
- Joniškio rajono savivaldybė,
- Jurbarko rajono savivaldybė,
- Kaišiadorių rajono savivaldybė,
- Kalvarijos savivaldybė,
- Kauno miesto savivaldybė,
- Kauno rajono savivaldybė,
- Kazlų rūdos savivaldybė,
- Kelmės rajono savivaldybė,
- Kėdainių rajono savivaldybė,
- Klaipėdos rajono savivaldybė: Judrėnų, Endriejavo ir Veiviržėnų seniūnijos,
- Kupiškio rajono savivaldybė,
- Kretingos rajono savivaldybė,
- Lazdijų rajono savivaldybė,
- Marijampolės savivaldybė,
- Mažeikių rajono savivaldybė,
- Molėtų rajono savivaldybė,
- Pagėgių savivaldybė,
- Pakruojo rajono savivaldybė,
- Panevėžio rajono savivaldybė,
- Panevėžio miesto savivaldybė,
- Pasvalio rajono savivaldybė,
- Radviliškio rajono savivaldybė,
- Rietavo savivaldybė,
- Prienų rajono savivaldybė,
- Plungės rajono savivaldybė,
- Raseinių rajono savivaldybė,
- Rokiškio rajono savivaldybė,
- Skuodo rajono savivaldybės,
- Šakių rajono savivaldybė,
- Šalčininkų rajono savivaldybė,

- Šiaulių miesto savivaldybė,
- Šiaulių rajono savivaldybė,
- Šilutės rajono savivaldybė,
- Širvintų rajono savivaldybė,
- Šilalės rajono savivaldybė,
- Švenčionių rajono savivaldybė,
- Tauragės rajono savivaldybė,
- Telšių rajono savivaldybė,
- Trakų rajono savivaldybė,
- Ukmergės rajono savivaldybė,
- Utenos rajono savivaldybė,
- Varėnos rajono savivaldybė,
- Vilniaus miesto savivaldybė,
- Vilniaus rajono savivaldybė,
- Vilkaviškio rajono savivaldybė,
- Visagino savivaldybė,
- Zarasų rajono savivaldybė.

6. Hongrie

Les zones réglementées II suivantes en Hongrie:

- Békés megye 950150, 950250, 950350, 950450, 950550, 950650, 950660, 950750, 950850, 950860, 951050, 951150, 951250, 951260, 951350, 951450, 951460, 951550, 951650, 951750, 952150, 952250, 952350, 952450, 952550, 952650, 953250, 953260, 953270, 953350, 953450, 953550, 953560, 953950, 954050, 954060, 954150, 956250, 956350, 956450, 956550, 956650 és 956750 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Borsod-Abaúj-Zemplén megye valamennyi vadgazdálkodási egységének teljes területe,
- Fejér megye 403150, 403160, 403250, 403260, 403350, 404250, 404550, 404560, 404570, 405450, 405550, 405650, 406450 és 407050 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Hajdú-Bihar megye valamennyi vadgazdálkodási egységének teljes területe,
- Heves megye valamennyi vadgazdálkodási egységének teljes területe,
- Jász-Nagykun-Szolnok megye 750250, 750550, 750650, 750750, 750850, 750970, 750980, 751050, 751150, 751160, 751250, 751260, 751350, 751360, 751450, 751460, 751470, 751550, 751650, 751750, 751850, 751950, 752150, 752250, 752350, 752450, 752460, 752550, 752560, 752650, 752750, 752850, 752950, 753060, 753070, 753150, 753250, 753310, 753450, 753550, 753650, 753660, 753750, 753850, 753950, 753960, 754050, 754150, 754250, 754360, 754370, 754850, 755550, 755650 és 755750 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Komárom-Esztergom megye: 250350, 250850, 250950, 251450, 251550, 251950, 252050, 252150, 252350, 252450, 252460, 252550, 252650, 252750, 252850, 252860, 252950, 252960, 253050, 253150, 253250, 253350, 253450 és 253550 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Nógrád megye valamennyi vadgazdálkodási egységének teljes területe,
- Pest megye 570150, 570250, 570350, 570450, 570550, 570650, 570750, 570850, 570950, 571050, 571150, 571250, 571350, 571650, 571750, 571760, 571850, 571950, 572050, 573550, 573650, 574250, 577250, 580050 és 580150 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Szabolcs-Szatmár-Bereg megye valamennyi vadgazdálkodási egységének teljes területe.

7. Pologne

Les zones réglementées II suivantes en Pologne:

w województwie warmińsko-mazurskim:

- gminy Kalinowo, Stare Juchy, Prostki oraz gmina wiejska Elk w powiecie ełckim,

- powiat elbląski,
 - powiat miejski Elbląg,
 - powiat gołdapski,
 - powiat piski,
 - powiat bartoszycki,
 - powiat olecki,
 - powiat giżycki,
 - powiat braniewski,
 - powiat kętrzyński,
 - powiat lidzbarski,
 - gminy Jedwabno, Szczytno i miasto Szczytno i Świętajno w powiecie szczycieńskim,
 - powiat mrągowski,
 - powiat węgorzewski,
 - gminy Dobre Miasto, Dywity, Świątki, Jonkowo, Gietrzwałd, Olsztynek, Stawiguda, Jeziorany, Kolno, część gminy Biskupiec położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 57 w powiecie olsztyńskim,
 - powiat miejski Olsztyn,
 - powiat nidzicki,
 - gminy Kisielice, Susz, Zalewo w powiecie iławskim,
 - część powiatu ostródzkiego niewymieniona w części III załącznika I,
- w województwie podlaskim:
- powiat bielski,
 - powiat grajewski,
 - powiat moniecki,
 - powiat sejneński,
 - gminy Łomża, Piątnica, Jedwabne, Przytuły i Wizna w powiecie łomżyńskim,
 - powiat miejski Łomża,
 - powiat siemiatycki,
 - powiat hajnowski,
 - gminy Ciechanowiec, Klukowo, Szepietowo, Kobylin-Borzymy, Nowe Piekuty, Sokoły i część gminy Kulesze Kościelne położona na północ od linii wyznaczonej przez linię kolejową w powiecie wysokomazowieckim,
 - gmina Rutki i część gminy Kołaki Kościelne położona na północ od linii wyznaczonej przez linię kolejową w powiecie zambrowskim,
 - gminy Mały Płock i Stawiski w powiecie kolneńskim,
 - powiat białostocki,
 - powiat suwalski,
 - powiat miejski Suwałki,
 - powiat augustowski,
 - powiat sokólski,
 - powiat miejski Białystok,
- w województwie mazowieckim:
- gminy Domanice, Korczew, Kotuń, Mordy, Paprotnia, Przesmyki, Siedlce, Skórzec, Wiśniew, Wodynie, Zbuczyn w powiecie siedleckim,

- powiat miejski Siedlce,
 - gminy Ceranów, Jabłonna Lacka, Kosów Lacki, Repki, Sabnie, Sterdyń w powiecie sokołowskim,
 - powiat łosicki,
 - powiat sochaczewski,
 - powiat zwoleński,
 - powiat kozienicki,
 - powiat lipski,
 - gminy Gózd, Iłża, Jastrzębia, Jedlnia Letnisko, Pionki z miastem Pionki, Skaryszew, Jedlińsk, Przytyk, Zakrzew w powiecie radomskim,
 - gminy Bodzanów, Szubice, Wyszogród i Mała Wieś w powiecie płockim,
 - powiat nowodworski,
 - gminy Czerwińsk nad Wisłą, Naruszewo, Załuski w powiecie płońskim,
 - gminy: miasto Kobyłka, miasto Marki, miasto Ząbki, miasto Zielonka , część gminy Tłuszcz ograniczona liniami kolejowymi: na północ od linii kolejowej biegnącej od wschodniej granicy gminy do miasta Tłuszcz oraz na wschód od linii kolejowej biegnącej od północnej granicy gminy do miasta Tłuszcz, część gminy Jadów położona na północ od linii kolejowej biegnącej od wschodniej do zachodniej granicy gminy w powiecie wołomińskim,
 - powiat garwoliński,
 - gminy Boguty – Pianki, Brok, Zaręby Kościelne, Nur, Małkinia Górna, część gminy Wąsewo położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 60, część gminy wiejskiej Ostrów Mazowiecka położona na południe od miasta Ostrów Mazowiecka i na południe od linii wyznaczonej przez drogę 60 biegnącą od zachodniej granicy miasta Ostrów Mazowiecka do zachodniej granicy gminy w powiecie ostrowskim,
 - część gminy Sadowne położona na północny- zachód od linii wyznaczonej przez linię kolejową, część gminy Łochów położona na północny – zachód od linii wyznaczonej przez linię kolejową w powiecie węgrowskim,
 - gminy Brańszczyk, Długosiodło, Rząśnik, Wyszków, część gminy Zabrodzie położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr S8 w powiecie wyszkowskim,
 - gminy Chlewiska i Szydłowiec w powiecie szydłowieckim,
 - gminy Ceglów, Dębe Wielkie, Halinów, Latowicz, Mińsk Mazowiecki i miasto Mińsk Mazowiecki, Mrozy, Siennica, miasto Sulejówek w powiecie mińskim,
 - powiat otwocki,
 - powiat warszawski zachodni,
 - powiat legionowski,
 - powiat piaseczyński,
 - powiat pruszkowski,
 - powiat grójecki,
 - powiat grodziski,
 - powiat żyrardowski,
 - powiat białobrzegi,
 - powiat przysuski,
 - powiat miejski Warszawa,
- w województwie lubelskim:
- powiat bialski,
 - powiat miejski Biała Podlaska,
 - gminy Batorz, Godziszów, Janów Lubelski, Modliborzyce w powiecie janowskim,

- powiat puławski,
 - powiat rycki,
 - powiat łukowski,
 - powiat lubelski,
 - powiat miejski Lublin,
 - powiat lubartowski,
 - powiat łęczyński,
 - powiat świdnicki,
 - gminy Aleksandrów, Biszczka, Józefów, Księżpol, Łukowa, Obsza, Potok Górny, Tarnogród w powiecie biłgorajskim,
 - gminy Dołhobyczów, Mircze, Trzeszczany, Uchanie i Werbkowice w powiecie hrubieszowskim,
 - powiat krasnostawski,
 - powiat chełmski,
 - powiat miejski Chełm,
 - powiat tomaszowski,
 - część powiatu kraśnickiego niewymieniona w części III załącznika I,
 - powiat opolski,
 - powiat parczewski,
 - powiat włodawski,
 - powiat radzyński,
 - powiat miejski Zamość,
 - gminy Adamów, Grabowiec, Komarów – Osada, Krasnobród, Łabunie, Miączyn, Nielisz, Sitno, Skierbieszów, Stary Zamość, Zamość w powiecie zamojskim,
- w województwie podkarpackim:
- część powiatu stalowowolskiego niewymieniona w części III załącznika I,
 - gminy Cieszanów, Horyniec - Zdrój, Narol, Stary Dzików, Oleszyce, Lubaczów z miastem Lubaczów w powiecie lubaczowskim,
 - gmina Stubno w powiecie przemyskim,
 - gminy Chłopice, Jarosław z miastem Jarosław, Pawłosiów i Wiązownice w powiecie jarosławskim,
 - gmina Kamień w powiecie rzeszowskim,
 - gminy Cmolas, Dzikowiec, Kolbuszowa, Majdan Królewski i Niwiska powiecie kolbuszowskim,
 - powiat leżajski,
 - powiat niżański,
 - powiat tarnobrzeski,
 - gminy Adamówka, Sieniawa, Tryńcza, Przeworsk z miastem Przeworsk, Zarzecze w powiecie przeworskim,
 - część gminy Sędziszów Małopolski położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr A4, część gminy Ostrów nie wymieniona w części III załącznika I w powiecie ropczycko – sędziszowskim,
- w województwie pomorskim:
- gminy Dzierzgoń i Stary Dzierzgoń w powiecie sztumskim,

- gmina Stare Pole w powiecie malborskim,
- gminy Stegny, Sztutowo i część gminy Nowy Dwór Gdański położona na północny - wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 55 biegnącą od południowej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 7, następnie przez drogę nr 7 i S7 biegnącą do zachodniej granicy gminy w powiecie nowodworskim,

w województwie świętokrzyskim:

- gmina Tarłów i część gminy Ożarów położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 74 w powiecie opatowskim,
- część gminy Brody położona wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 9 i na północny - wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 0618T biegnącą od północnej granicy gminy do skrzyżowania w miejscowości Lipie oraz przez drogę biegnącą od miejscowości Lipie do wschodniej granicy gminy i część gminy Mirzec położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 744 biegnącą od południowej granicy gminy do miejscowości Tychów Stary a następnie przez drogę nr 0566T biegnącą od miejscowości Tychów Stary w kierunku północno - wschodnim do granicy gminy w powiecie starachowickim,
- gmina Gowarczów, część gminy Końskie położona na wschód od linii kolejowej, część gminy Stąporków położona na północ od linii kolejowej w powiecie koneckim,

w województwie lubuskim:

- gminy Bogdaniec, Deszczno, Kłodawa, Kostrzyn nad Odrą, Santok, Witnica w powiecie gorzowskim,
- powiat miejski Gorzów Wielkopolski,
- gminy Drezdenko, Strzelce Krajeńskie, Stare Kurowo, Zwierzyn w powiecie strzelecko - drezdeneckim,
- powiat żarski,
- gmina Cybinka w powiecie ślubickim,
- gminy Gozdnicza i Wymiarki w powiecie żagańskim,
- powiat krośnieński,
- powiat zielonogórski
- powiat miejski Zielona Góra,
- część powiatu nowosolskiego niewymieniona w części III załącznika I,

w województwie dolnośląskim:

- powiat zgorzelecki,
- gminy Grębocice i Polkowice w powiecie polkowickim,
- gminy Rudna, Lubin z miastem Lubin w powiecie lubińskim,
- gminy Leśna, Lubań i miasto Lubań, Olszyna, Platerówka, Skierczyn w powiecie lubańskim,
- część powiatu miejskiego Wrocław położona na południowy wschód od linii wyznaczonej przez autostradę A8,
- gminy Czernica, Siechnice, część gminy Długołęka położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr S8, część gminy Żórawina położona na wschód od linii wyznaczonej przez autostradę A4 w powiecie wrocławskim,
- gminy Jelcz - Laskowice, Oława z miastem Oława i część gminy Domaniów położona na północny wschód od linii wyznaczonej przez autostradę A4 w powiecie oławskim,

w województwie wielkopolskim:

- powiat wolsztyński,
- gmina Wielichowo, Rakoniewice część gminy Kamieniec położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 308 w powiecie grodziskim,
- gminy Wijewo, Włoszakowice, część gminy Lipno położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr S5 i część gminy Święciechowa położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 12 oraz na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr S5 w powiecie leszczyńskim,

- część gminy Śmigiel położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr S5 w powiecie kościańskim,
- powiat obornicki,
- część gminy Połajewo na położona na południe od drogi łączącej miejscowości Chraplewo, Tarnówko-Boruszyn, Krosin, Jakubowo, Połajewo - ul. Ryczywolska do północno-wschodniej granicy gminy w powiecie czarnkowsko-trzcianeckim,
- gmina Suchy Las, część gminy wiejskiej Murowana Goślina położona na północ od linii kolejowej biegnącej od północnej granicy miasta Murowana Goślina do północno-wschodniej granicy gminy oraz część gminy Rokietnica położona na północ i na wschód od linii kolejowej biegnącej od północnej granicy gminy w miejscowości Krzyszkowo do południowej granicy gminy w miejscowości Kiekrz w powiecie poznańskim,
- część gminy Duszniki położona na północny – zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 306 biegnącą od północnej granicy gminy do miejscowości Duszniki, a następnie na północ od linii wyznaczonej przez ul. Niewierską oraz drogę biegnącą przez miejscowość Niewierz do zachodniej granicy gminy, część gminy Szamotuły położona na wschód od wschodniej granicy miasta Szamotuły i na północ od linii kolejowej biegnącej od południowej granicy miasta Szamotuły do południowo-wschodniej granicy gminy oraz część gminy Obrzycko położona na wschód od drogi nr 185 łączącej miejscowości Gaj Mały, Słopanowo i Obrzycko do północnej granicy miasta Obrzycko, a następnie na wschód od drogi przebiegającej przez miejscowość Chraplewo w powiecie szamotulskim,
- gmina Malanów, część gminy Tuliszków położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 72 biegnącą od wschodniej granicy gminy do miasta Turek, a następnie na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 443 biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 72 w mieście Turek do zachodniej granicy gminy w powiecie tureckim,
- część gminy Rychwał położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 25 biegnącą od południowej granicy gminy do miejscowości Rychwał, a następnie na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 443 biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 25 w miejscowości Rychwał do wschodniej granicy gminy w powiecie konińskim,
- gmina Mycielin, część gminy Stawiszyn położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 25 biegnącą od północnej granicy gminy do miejscowości Zbiersk, a następnie na wschód od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Zbiersk – Łyczyn – Petryki biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 25 do południowej granicy gminy, część gminy Ceków - Kolonia położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Młynisko – Morawin - Janków w powiecie kaliskim,

w województwie łódzkim:

- gminy Białaczów, Drzewica, Opoczno i Poświętne w powiecie opoczyńskim,
- gminy Biała Rawska, Regnów i Sadkowice w powiecie rawskim,
- gmina Kowiesy w powiecie skierniewickim,

w województwie zachodniopomorskim:

- gmina Boleszkowice i część gminy Dębno położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 126 biegnącą od zachodniej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 23 w miejscowości Dębno, następnie na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 23 do skrzyżowania z ul. Jana Pawła II w miejscowości Cychry, następnie na południe od ul. Jana Pawła II do skrzyżowania z ul. Ogrodową i dalej na południe od linii wyznaczonej przez ul. Ogrodową, której przedłużenie biegnie do wschodniej granicy gminy w powiecie myśliborskim,
- gminy Banie, Cedynia, Chojna, Gryfino, Mieszkowice, Moryń, Trzcińsko – Zdrój, Widuchowa w powiecie gryfińskim,

w województwie opolskim:

- część gminy Lubsza położona na północny - zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 39, część gminy Skarbimierz położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 39 w powiecie brzeskim.

8. Slovaquie

Les zones réglementées II suivantes en Slovaquie:

- the whole district of Gelnica,

- the whole district of Poprad
- the whole district of Spišská Nová Ves,
- the whole district of Levoča,
- the whole district of Kežmarok
- in the whole district of Michalovce except municipalities included in zone III,
- the whole district of Košice-okolie,
- the whole district of Rožnava,
- the whole city of Košice,
- the whole district of Sobrance,
- the whole district of Vranov nad Topľou,
- the whole district of Humenné except municipalities included in zone III,
- the whole district of Snina,
- the whole district of Prešov,
- the whole district of Sabinov,
- the whole district of Svidník,
- the whole district of Medzilaborce,
- the whole district of Stropkov
- the whole district of Bardejov,
- the whole district of Stará Ľubovňa,
- the whole district of Revúca,
- the whole district of Rimavská Sobota except municipalities included in zone III,
- in the district of Veľký Krtíš, the whole municipalities not included in part I,
- the whole district of Lučenec,
- the whole district of Poltár
- the whole district of Zvolen,
- the whole district of Detva,
- in the district of Krupina the whole municipalities of Senohrad, Horné Mladonice, Dolné Mladonice, Čekovce, Lackov, Zemiansky Vrbovok, Kozí Vrbovok, Čabradský Vrbovok, Cerovo, Trpín, Litava,
- In the district of Banská Bystrica, the whole municipalities of Kremnička, Malachov, Badín, Vlkanová, Hronsek, Horná Mičiná, Dolná Mičiná, Mólča Oravce, Čačín, Čerín, Bečov, Sebedín, Dúbravica, Hrochoť, Poniky, Strelníky, Povrazník, Ľubietová, Brusno, Banská Bystrica,
- the whole district of Brezno,
- in the district of Liptovský Mikuláš, the municipalities of Važec, Malužiná, Kráľova Lehota, Liptovská Porúbka, Nižná Boca, Vyšná Boca a Východná – a part of municipality south of the highway D1.

PARTIE III

1. Bulgarie

Les zones réglementées III suivantes en Bulgarie:

- the whole region of Gabrovo,
- the whole region of Lovech,
- the whole region of Montana,

- the Pazardzhik region:
 - the whole municipality of Pazardzhik,
 - the whole municipality of Panagyurishte,
 - the whole municipality of Lesichevo,
 - the whole municipality of Septemvri,
 - the whole municipality of Strelcha,
- the Pleven region:
 - the whole municipality of Belene,
 - the whole municipality of Gulyantzi,
 - the whole municipality of Dolna Mitropolia,
 - the whole municipality of Dolni Dabnik,
 - the whole municipality of Iskar,
 - the whole municipality of Knezha,
 - the whole municipality of Nikopol,
 - the whole municipality of Pordim,
 - the whole municipality of Cherven bryag,
- the Plovdiv region
 - the whole municipality of Hisar,
 - the whole municipality of Suedinenie,
 - the whole municipality of Maritsa
 - the whole municipality of Rodopi,
 - the whole municipality of Plovdiv,
- the Ruse region:
 - the whole municipality of Dve mogili,
- the Shumen region:
 - the whole municipality of Veliki Preslav,
 - the whole municipality of Venetz,
 - the whole municipality of Varbitza,
 - the whole municipality of Kaolinovo,
 - the whole municipality of Novi pazar,
 - the whole municipality of Smyadovo,
 - the whole municipality of Hitrino,
- the Silistra region:
 - the whole municipality of Alfatar,
 - the whole municipality of Glavinitza,
 - the whole municipality of Dulovo
 - the whole municipality of Kaynardzha,
 - the whole municipality of Tutrakan,
- the Sliven region:
 - the whole municipality of Kotel,
 - the whole municipality of Nova Zagora,
 - the whole municipality of Tvarditza,
- the Targovishte region:
 - the whole municipality of Antonovo,

- the whole municipality of Omurtag,
- the whole municipality of Opaka,
- the Vidin region,
 - the whole municipality of Belogradchik,
 - the whole municipality of Boynitza,
 - the whole municipality of Bregovo,
 - the whole municipality of Gramada,
 - the whole municipality of Dimovo,
 - the whole municipality of Kula,
 - the whole municipality of Makresh,
 - the whole municipality of Novo selo,
 - the whole municipality of Ruzhintzi,
 - the whole municipality of Chuprene,
- the Veliko Tarnovo region:
 - the whole municipality of Veliko Tarnovo,
 - the whole municipality of Gorna Oryahovitza,
 - the whole municipality of Elena,
 - the whole municipality of Zlataritza,
 - the whole municipality of Lyaskovetz,
 - the whole municipality of Pavlikeni,
 - the whole municipality of Polski Trambesh,
 - the whole municipality of Strazhitza,
 - the whole municipality of Suhindol,
- the whole region of Vratza,
- in Varna region:
 - the whole municipality of Avren,
 - the whole municipality of Beloslav,
 - the whole municipality of Byala,
 - the whole municipality of Dolni Chiflik,
 - the whole municipality of Devnya,
 - the whole municipality of Dalgopol,
 - the whole municipality of Provadia,
 - the whole municipality of Suvorovo,
 - the whole municipality of Varna,
 - the whole municipality of Vetrino,
- in Burgas region:
 - the whole municipality of Burgas,
 - the whole municipality of Kameno,
 - the whole municipality of Malko Tarnovo,
 - the whole municipality of Primorsko,
 - the whole municipality of Sozopol,
 - the whole municipality of Sredets,
 - the whole municipality of Tsarevo,

- the whole municipality of Sungurlare,
- the whole municipality of Ruen,
- the whole municipality of Aytos.

2. Italie

Les zones réglementées III suivantes en Italie:

- tutto il territorio della Sardegna.

3. Pologne

Les zones réglementées III suivantes en Pologne:

w województwie warmińsko-mazurskim:

- powiat działdowski,
- część powiatu iławskiego niewymieniona w części II załącznika I,
- powiat nowomiejski,
- gminy Dąbrówno, Grunwald i Ostróda z miastem Ostróda w powiecie ostródzkim,
- część powiatu olsztyńskiego niewymieniona w części II załącznika I,
- gminy Barczewo, Purda, część gminy Biskupiec położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr w powiecie olsztyńskim,
- gminy Dźwierzuty, Pasym w powiecie szczycieńskim,

w województwie mazowieckim:

- część powiatu żuromińskiego niewymieniona w części I załącznika I,
- część powiatu mławskiego niewymieniona w części I załącznika I,

w województwie lubelskim:

- gminy Radecznica, Sułów, Szczepieszyn, Zwierzyniec w powiecie zamojskim,
- gminy Biłgoraj z miastem Biłgoraj, Goraj, Frampol, Tereszpol i Turobin w powiecie biłgorajskim,
- gminy Horodło, Hrubieszów z miastem Hrubieszów w powiecie hrubieszowskim,
- gminy Dzwola, Chrzanów i Potok Wielki w powiecie janowskim,
- gminy Gościeradów i Trzydnik Duży w powiecie kraśnickim,

w województwie podkarpackim:

- powiat mielecki,
- gminy Radomyśl nad Sanem i Zaklików w powiecie stalowowolskim,
- część gminy Ostrów położona na północ od drogi linii wyznaczonej przez drogę nr A4 biegnącą od zachodniej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 986, a następnie na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 986 biegnącą od tego skrzyżowania do miejscowości Osieka i dalej na zachód od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Osieka - Blizna w powiecie ropczycko - sędziszowskim,
- gminy Czarna, Pilzno, Żyraków i część gminy wiejskiej Dębica położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr A4 w powiecie dębickim,
- gmina Wielkie Oczy w powiecie lubaczowskim,
- gminy Laszki, Radymno z miastem Radymno, w powiecie jarosławskim,

w województwie lubuskim:

- gminy Górzycza, Ośno Lubuskie, Rzepin, Słubice w powiecie słubickim,
- gminy Brzeźnica, Iłowa, Małomice, Niegosławice, Szprotawa, Żagań z miastem Żagań w powiecie żagańskim,
- powiat sulęciński,
- powiat międzyrzecki,
- gminy Bytom Odrzański, Nowe Miasteczko, Siedlisko w powiecie nowosolskim,

— powiat wschowski,

— powiat świebodziński,

w województwie wielkopolskim:

— gminy Krzemieniewo, Rydzyna w powiecie leszczyńskim,

— gminy Krobia i Poniec w powiecie gostyńskim,

— powiat rawicki,

— powiat nowotomyski,

— powiat międzychodzki,

— gmina Pniewy, część gminy Ostroróg położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 186 i 184 biegnące od granicy gminy do miejscowości Ostroróg, a następnie od miejscowości Ostroróg przez miejscowości Piaskowo – Rudki do południowej granicy gminy, część gminy Wronki położona na południe od linii wyznaczonej przez rzekę Wartę biegnącą od zachodniej granicy gminy do przecięcia z drogą nr 182, a następnie na zachód od linii wyznaczonej przez drogi nr 182 oraz 184 biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 182 do południowej granicy gminy, część gminy Szamotuły położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 306 i drogę łączącą miejscowości Lipnica - Ostroróg w powiecie szamotulskim,

w województwie dolnośląskim:

— powiat górowski,

— gminy Prusice i Żmigród w powiecie trzebnickim,

— powiat głogowski,

— powiat bolesławiecki,

— gminy Chocianów, Gaworzyce, Radwanice i Przemków w powiecie polkowickim,

— gmina Chojnów i miasto Chojnów w powiecie legnickim,

— gmina Zagrodno w powiecie złotoryjskim,

— część gminy Wołów położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 339 biegnącą od wschodniej granicy gminy do miejscowości Pelczyn, a następnie na północny - wschód od linii wyznaczonej przez drogę biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 339 i łączącą miejscowości Pelczyn – Smogorzówek, część gminy Wińsko położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 36 biegnącą od północnej granicy gminy do miejscowości Wińsko, a następnie na wschód od linii wyznaczonej przez drogę biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 36 w miejscowości Wińsko i łączącą miejscowości Wińsko - Smogorzów Wielki – Smogorzówek w powiecie wołowskim,

— część gminy Milicz położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 15 biegnącej od północnej granicy gminy do południowej granicy gminy w miejscowości Lasowice w powiecie milickim,

w województwie świętokrzyskim:

— gminy Gnojno, Pacanów, Stopnica, Tuczępy, część gminy Busko Zdrój położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Siedlawy-Szaniec- Podgaje-Kończakowice w powiecie buskim,

— gminy Łubnice, Oleśnica, Połaniec, część gminy Rytwiany położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 764, część gminy Szydłów położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 756 w powiecie staszowskim,

— gminy Chęciny, Chmielnik, Łopuszno, Piekoszów, Pierzchnica, Strawczyn, część gminy Mniów położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 74, część gminy Sitkówka - Nowiny położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 762, część gminy Morawica położona na południe od linii wyznaczonej przez rzekę Czarna Nida, część gminy Daleszyce położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 764, część gminy Raków położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogi nr 756 i 764 w powiecie kieleckim,

— gminy Kluczewsko, Krasocin, Włoszczowa w powiecie włoszczowskim,

— gmina Kije w powiecie pińczowskim,

- gminy Małogoszcz, Oksa, Sobków w powiecie jędrzejowskim,
 - gmina Słupia Konecka w powiecie koneckim,
 - gminy Dwikozy i Zawichost w powiecie sandomierskim
- w województwie małopolskim:
- gminy Dąbrowa Tarnowska, Radgoszcz, Szczucin w powiecie dąbrowskim,
 - gminy Lisia Góra, Pleśna, Rygllice, Skrzyszów, Tarnów, Tuchów w powiecie tarnowskim,
 - powiat miejski Tarnów.

4. Roumanie

Les zones réglementées III suivantes en Roumanie:

- Zona oraşului Bucureşti,
- Judeţul Constanţa,
- Judeţul Satu Mare,
- Judeţul Tulcea,
- Judeţul Bacău,
- Judeţul Bihor,
- Judeţul Bistriţa Năsăud,
- Judeţul Brăila,
- Judeţul Buzău,
- Judeţul Călăraşi,
- Judeţul Dâmboviţa,
- Judeţul Galaţi,
- Judeţul Giurgiu,
- Judeţul Ialomiţa,
- Judeţul Ilfov,
- Judeţul Prahova,
- Judeţul Sălaj,
- Judeţul Suceava
- Judeţul Vaslui,
- Judeţul Vrancea,
- Judeţul Teleorman,
- Judeţul Mehedinţi,
- Judeţul Gorj,
- Judeţul Argeş,
- Judeţul Olt,
- Judeţul Dolj,
- Judeţul Arad,
- Judeţul Timiş,
- Judeţul Covasna,
- Judeţul Braşov,
- Judeţul Botoşani,
- Judeţul Vâlcea,
- Judeţul Iaşi,
- Judeţul Hunedoara,

- Județul Alba,
- Județul Sibiu,
- Județul Caraș-Severin,
- Județul Neamț,
- Județul Harghita,
- Județul Mureș,
- Județul Cluj,
- Județul Maramureș.

5. Slovaquie

Les zones réglementées III suivantes en Slovaquie:

- In the district of Lučenec: Lučenec a jeho časti, Panické Dravce, Mikušovce, Pinciná, Holiša, Vidiná, Boľkovce, Trebeľovce, Halič, Stará Halič, Tomášovce, Trenč, Veľká nad Ipľom, Buzitka (without settlement Dóra), Prša, Nitra nad Ipľom, Mašková, Lehôtka, Kalonda, Jelšovec, Ľuboreč, Filákovské Kováče, Lipovany, Mučín, Rapovce, Lupoč, Gregorova Vieska, Praha,
 - In the district of Poltár: Kalinovo, Veľká Ves,
 - The whole district of Trebišov',
 - The whole district of Vranov and Topľou,
 - In the district of Humenné: Lieskovec, Myslina, Humenné, Jasenov, Brekov , Závadka, Topoľovka, Hudcovce, Ptičie, Chlmec, Porúbka, Brestov, Gruzovce, Ohradzany, Slovenská Volová, Karná, Lackovce, Kochanovce, Hažín nad Cirochou,
 - In the district of Michalovce: Strážske, Staré, Oreské, Zbudza, Voľa, Nacina Ves, Pusté Čemerné, Lesné, Rakovec nad Ondavou, Petříkovce, Oborín, Veľké Raškovec, Beša,
 - In the district of Nové Zámky: Sikenička, Pavlová, Bíňa, Kamenín, Kamenný Most, Malá nad Hronom, Belá, Lubá, Šarkan, Gbelce, Nová Vieska, Bruty, Svodín,
 - In the district of Levice: Veľké Ludince, Farná, Kuraľany, Keť, Pohronský Ruskov, Čata,
 - In the district of Rimavská Sobota: Jesenské, Gortva, Hodejov, Hodejovec, Širkovce, Šimonovce, Drňa, Hostice, Gemerské Dechtáre, Jestice, Dubovec, Rimavské Janovce, Rimavská Sobota, Belín, Pavlovce, Sútor, Bottovo, Dúžava, Mojín, Konrádovce, Čierny Potok, Blhovce, Gemerček, Hajnáčka.».
-

DÉCISIONS

DÉCISION (UE) 2021/2250 DU CONSEIL

du 14 décembre 2021

portant nomination d'un membre et de deux suppléants du Comité des régions, proposés par la République de Finlande

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 305,

vu la décision (UE) 2019/852 du Conseil du 21 mai 2019 arrêtant la composition du Comité des régions ⁽¹⁾,

vu la proposition du gouvernement finlandais,

considérant ce qui suit:

- (1) Conformément à l'article 300, paragraphe 3, du traité, le Comité des régions est composé de représentants des collectivités régionales et locales qui sont soit titulaires d'un mandat électoral au sein d'une collectivité régionale ou locale, soit politiquement responsables devant une assemblée élue.
- (2) Le 10 décembre 2019, le Conseil a adopté la décision (UE) 2019/2157 ⁽²⁾ portant nomination des membres et suppléants du Comité des régions pour la période allant du 26 janvier 2020 au 25 janvier 2025.
- (3) Un siège de membre du Comité des régions est devenu vacant à la suite de la fin du mandat national sur la base duquel M^{me} Satu HAAPANEN avait été proposée.
- (4) Un siège de suppléant du Comité des régions est devenu vacant à la suite de la fin du mandat national sur la base duquel M. Joonas HONKIMAA avait été proposé.
- (5) Le gouvernement finlandais a proposé M^{me} Niina RATILAINEN, représentante d'une collectivité locale qui est titulaire d'un mandat électoral au sein d'une collectivité locale, *Turun kaupunginvaltuuston jäsen* (membre d'une assemblée locale, conseil municipal de Turku), en tant que membre du Comité des régions pour la durée du mandat restant à courir, à savoir jusqu'au 25 janvier 2025.
- (6) Un siège de suppléant deviendra vacant à la suite de la nomination de M^{me} Niina RATILAINEN en tant que membre du Comité des régions.
- (7) Le gouvernement finlandais a proposé les représentants suivants de collectivités locales qui sont titulaires d'un mandat électoral au sein d'une collectivité locale, en tant que suppléants du Comité des régions pour la durée du mandat restant à courir, à savoir jusqu'au 25 janvier 2025: M. Manu HUUILO, *Kouvolan kaupunginvaltuuston jäsen* (membre d'une assemblée locale, conseil municipal de Kouvola), et M^{me} Eeva Liisa NIEMINEN, *Tuusulan kunnanvaltuuston jäsen* (membre d'une assemblée locale, conseil municipal de Tuusula),

⁽¹⁾ JO L 139 du 27.5.2019, p. 13.

⁽²⁾ Décision (UE) 2019/2157 du Conseil du 10 décembre 2019 portant nomination des membres et suppléants du Comité des régions pour la période allant du 26 janvier 2020 au 25 janvier 2025 (JO L 327 du 17.12.2019, p. 78).

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Les représentants suivants de collectivités locales qui sont titulaires d'un mandat électoral, sont nommés au Comité des régions pour la durée du mandat restant à courir, à savoir jusqu'au 25 janvier 2025:

a) en tant que membre:

- M^{me} Niina RATILAINEN, représentante d'une collectivité locale qui est titulaire d'un mandat électoral au sein d'une collectivité locale, *Turun kaupunginvaltuuston jäsen* (membre d'une assemblée locale, conseil municipal de Turku);

et

b) en tant que suppléants:

- M. Manu HUUHILO, *Kouvolan kaupunginvaltuuston jäsen* (membre d'une assemblée locale, conseil municipal de Kouvola),
- M^{me} Eeva-Liisa NIEMINEN, *Tuusulan kunnanvaltuuston jäsen* (membre d'une assemblée locale, conseil municipal de Tuusula).

Article 2

La présente décision entre en vigueur le jour de son adoption.

Fait à Bruxelles, le 14 décembre 2021.

Par le Conseil
Le président
G. DOVŽAN

ISSN 1977-0693 (édition électronique)
ISSN 1725-2563 (édition papier)



Office des publications
de l'Union européenne
L-2985 Luxembourg
LUXEMBOURG

FR